

Gal 9. 26.

LETTRES
HISTORIQUES,
POLITIQUES
ET
CRITIQUES,
SUR LES ÉVÉNEMENTS,
QUI SE SONT PASSÉS DEPUIS 1778
JUSQU'À PRÉSENT.

RECUEILLIES ET PUBLIÉES.

PAR UN HOMME DE LETTRES QUI N'EST
D'AUCUNE ACADEMIE, NI PENSIONNÉ
PAR AUCUN ROI, RÉPUBLIQUE, VISIR
OU MINISTRE QUELCONQUES.

*Veritas amicos, potius quam odium
parere deberet.*

TOME XI.

A LONDRES

DE L'IMPRIMERIE D'UN MINISTRE DISGRACIÉ,

1791.





LETTRE I.

De BERLIN, le 30 Août 1782.

Je suis de votre avis, Monsieur. Il est dangereux, dans un état gouverné depuis près de deux siecles par le despotisme, de permettre que des apôtres de la liberté y propagent leur doctrine & prêchent publiquement l'indépendance. Ce que je trouve de plus plaisant, c'est que ce soit un ministre despote (M. de Vergennes) qui ait fourni lui-même le texte de ces sermons. Tout ce qu'il a dit en faveur de la guerre d'Amérique, tout ce qu'il dit encore peut servir, au moyen de quelques commentaires, à rendre la France aussi libre que les états-unis. Au reste, les vœux & les actions des hommes ont été de tout tems dirigés vers la liberté; ils ont toujours fait plus ou moins d'efforts pour secouer le joug sous lequel

Tom. XI.

A

on

on les retenoit. On cherche, chez vous, à en augmenter encore le poids; mais je doute qu'on y réussisse, je crains même que cette nouvelle tentative ne tourne au détriment de l'autorité. Le peuple est trop éclairé sur ses droits; il est fatigué d'être la dupe de ceux qui le gouvernent; s'il parvient à connoître sa force, l'empire du despotisme est détruit ...

C'est à tort qu'on accuse Voltaire, Jean Jacques Rousseau & tant d'autres philosophes ou écrivains de ce siecle, d'avoir le plus contribué par leurs ouvrages à répandre la lumiere & à dissiper la foule des préjugés qui retenoient les peuples dans cette soumission aveugle si nécessaire au maintien de l'autorité des souverains qui les gouvernoient. D'autres écrivains avoient déjà jetté ces semences précieuses, & si elles n'ont pas fructifié, c'est que les ténèbres de l'ignorance & du fanatisme étoient encore trop épaisses. Je lisois, il y a quelques jours, les ouvrages de Montaigne; j'ai été frappé de trouver dans un discours la tirade suivante:

Tout

Tout peuple qui souffre la tyrannie, est d'autant plus vil, d'autant plus méprisable, que pour vaincre, il n'a nul effort à faire, il n'a qu'à cesser de soutenir & d'alimenter le tyran. Certes, tout comme le feu d'une petite étincelle devient grand & toujours se renforce, & plus il trouve de bois & plus il est prêt d'en brûler, & sans qu'on y mette de l'eau pour l'éteindre, seulement en n'y mettant plus de bois, n'ayant plus que consumer, lui-même se consume & devient sans force aucune & n'est plus feu : Pareillement sont les tyrans ; plus ils pillent, plus ils exigent, plus ils ruinent, plus ils détruisent ; plus on leur baille, plus on les sert, d'autant plus ils se fortifient & deviennent plus forts & plus frais pour anéantir & détruire tout. Si au contraire on ne leur baille rien, si on ne leur obéit point ; sans combattre, sans frapper, ils meurent nuds & défaits, & ne sont plus rien, si non que comme la racine qui n'ayant plus d'humeur ni aliment, devient une branche sèche & morte.

Tous les écrits de nos philosophes modernes ne présentent rien d'aussi fortement pensé contre les souverains. Montaigne avoit été à portée de bien juger & de prévoir tous les progrès que feroit le despotisme; il s'étoit exercé dans sa jeunesse à connoître les hommes & surtout ceux qui se croyent faits pour gouverner les autres. Les grands événemens dont il avoit été témoin pendant cinq regnes & qui se sont succédés jusqu'à Henri IV., lui ont fourni la matière de ses *Essais*, qu'on pourroit appeler le livre élémentaire, puisqu'il a servi à tous ceux qui ont écrit après lui. Jean-Jacques surtout n'a fait que rajeunir ses idées & les remettre en bon françois. Les *Essais* de Montaigne sont un *Thème* qui convient à toutes les nations, & qui leur apprend à connoître leurs droits & les devoirs que les souverains ont à remplir envers elles.

La plûpart des révolutions dont l'histoire nous offre le tableau, ont été occasion-

sionnées par l'abus du pouvoir. Sans remonter à des époques fort éloignées, sans rappeler les causes qui ont renversé l'empire romain, je citerai ce qui s'est passé au quinzième siècle dans plusieurs républiques, où le peuple fatigué de la tyrannie des aristocrates qui le gouvernoient, eut le courage de réclamer ses droits & de se faire rendre tout ce qu'on avoit usurpé sur lui. Voila tout récemment l'Amérique qui vient de lutter contre une des grandes puissances de l'Europe; tout annonce qu'elle la forcera à reconnoître son indépendance. Les souverains peuvent-ils s'abuser au point de croire que cet exemple ne sera pas suivi, que cette classe indigente du peuple, cet artisan, cet agriculteur accablés sous le double poids de la misere & des charges publiques, n'ouvriront pas enfin les yeux, ne verront pas ce qu'ils peuvent & ce qu'ils doivent faire?... Ceux qui sont à la tête des gouvernemens ne font pas, selon moi, assez d'attention aux revers dont ils sont menacés; ils se croient iné-

branlables sur leur trône; ils ne s'aperçoivent pas du changement qui s'est fait dans les opinions, que la bonhomie, l'insouciance du peuple n'est plus la même qu'autrefois. Ces apôtres de la liberté qui le prêchent, font tous les jours des prosélytes. Voilà comme ont commencé toutes les révolutions; si un chef se met à leur tête, alors ceux qui font la loi, devront la recevoir.....

Je conçois que, comme bon françois, vous n'aimiez pas M. Necker. Je n'ai pas plus que vous une grande idée de ses talens, & je suis certain que la plupart de ceux qui le prônent & l'exaltent pensent de même. Mais cet ex-ministre a pour lui le suffrage du peuple; il a osé se montrer en sa faveur, & celui-ci croit lui devoir d'autant plus de reconnaissance, que le Genévois n'a pas paru varier dans ses principes depuis qu'il a quitté le timon des affaires. C'est un censeur sévère, qui marque toutes les fautes qui se font, & il aura assez d'adresse

dresse pour en tirer parti dès que l'occasion s'en présentera. Avec les moyens qu'il a, il peut tout tenter. Le nombre de ses sectateurs augmente tous les jours ; à ces derniers se sont joints une foule de mécontents qui n'ont d'autre but que d'opérer chez vous une grande révolution. Il y a d'autant plus d'apparence qu'ils y réussiront, que votre gouvernement montre à cet égard l'apathie & l'insouciance la plus absolue. Quelqu'un qui est initié dans toutes les intrigues de ces innovateurs, & qui est en correspondance avec le Roi, vient d'écrire à ce monarque la lettre suivante. Vous jugerez par son contenu des projets qu'on a.

*Copie d'une lettre au Roi de Prusse,
datée de Paris le 23 Juillet 1782.*

SIRE !

„ Votre Majesté aura vu dans mes „ dernières lettres, ce que je lui mandois „ sur toutes nos intrigues de cour. De „ tous les partis, celui qui prend le

A 4

„ plus

„ plus de consistance, c'est la cabale at-
 „ tachée à l'ex-directeur. Mais ce der-
 „ nier n'est qu'un mannequin qu'on fait
 „ mouvoir & à qui on fait prendre tou-
 „ tes les attitudes nécessaires au succès
 „ des projets qu'on médite. Ce ne sont
 „ pas les francois seuls qui ont ourdi ces
 „ intrigues, il y a aussi des puissances
 „ étrangères qui y sont mêlées, & Votre
 „ Majesté n'aura pas de peine à déviner
 „ quelles sont ces puissances. Un ordre
 „ jadis fameux, qu'on croyoit anéanti &
 „ qui ne l'est qu'en apparence, y prend
 „ aussi la part la plus immédiate ; en
 „ servant la vengeance des autres, il ser-
 „ vira la sienne. Ces compagnons d'Ignace
 „ qu'on a proscrits partout, n'ont fait
 „ que changer d'habit ; sous une forme
 „ nouvelle, ils sont toujours les mêmes,
 „ c'est à dire que le même esprit régit
 „ encore ce corps, le même secret regne
 „ dans toutes ses délibérations. Les puis-
 „ sances dont ils ont le plus à se plain-
 „ dre, qui sont l'Espagne, le Portugal,
 „ la France & l'Autriche, seront celles qui
 „ éprou-

„ éprouveront les premiers effets de leur
 „ vengeance. . . . Le duc de
 „ qui est un des affiliés de cet ordre dé-
 „ funt , m'a dit : ” *La destruction des Jé-
 „ suites amènera celle des souverains qui
 „ les ont le plus persécutés. Ils étoient les
 „ soutiens du trone de ces derniers , com-
 „ me ils le furent de la puissance Papale.*
 „ Tous ces Princes ont manqué de politi-
 „ que en se conduisant comme ils l'ont fait
 „ envers eux ; ils ne tarderont pas à s'ap-
 „ percevoir de la faute qu'ils ont commise.
 „ Ce sont les Jésuites qui ont fait la plus
 „ grande partie de la gloire de Louis XIV.
 „ Et qui déterminerent cette obéissance
 „ aveugle du peuple , si favorable aux pro-
 „ jets de l'autorité. Ce sont eux qui , sur
 „ la fin du regne de ce monarque , empê-
 „ cberent qu'on ne le mit sous la tutelle
 „ des Etats-généraux , que les puissances
 „ étrangères vouloient le forcer de convo-
 „ quer. Si ces Etats avoient eu lieu , la
 „ nation rentroit dans tous ses droits , Et
 „ elle eut mis pour toujours des bornes à
 „ l'autorité de ce Prince Et de ses suc-

„ cesseurs. Ce qui ne se fit pas alors, se
„ fera de nos jours. Necker, sans s'en dou-
„ ter, est l'agent qu'on met en avant. Le
„ mémoire sur les assemblées provinciales
„ a été dicté au directeur des finances par
„ les cordons-bleus de l'ordre. Ce travail
„ se trouvoit fait en partie par un Mini-
„ stre d'état qui avoit écrit sur cette ma-
„ tiere, il y a quarante ans. Lorsqu'il parut
„ dans les provinces, il y fut accueilli com-
„ me il devoit l'être. Les affiliés Jésuïti-
„ qués avoient préparé les esprits à le re-
„ cevoir avec enthousiasme. Le Roi fut de
„ bonne foi; rempli du désir de travailler
„ au bonheur de son peuple, il ordonna qu'on
„ fit l'essai de ce projet dans quelques pro-
„ vinces. Mais ses Ministres donnerent
„ dans le piege qu'on leur tendoit. Actuel-
„ lement, ils ne peuvent plus revenir sur
„ leurs pas. Ces assemblées provinciales don-
„ neront lieu à des représentations de la
„ part des intendans, qui sentent le coup
„ que de pareilles institutions peuvent por-
„ ter à leur autorité. Comme l'intention
„ des villes est d'imposer le clergé & la no-
„ bleesse

„ blesse sur le même pied que le Tiers-Etat,
 „ ces deux premiers ordres y formeront
 „ de leur côté la plus vive opposition. On
 „ voudra passer outre, Et c'est alors qu'un
 „ nouvel ordre de choses s'établira. . . .

„ D'après ce propos, Sire, j'ai cherché à
 „ mieux connoître tous les personnages
 „ qui fréquentent la maison Necker, &
 „ je me suis convaincu que les deux tiers
 „ au moins sont ou membres de l'ordre
 „ Jésuitique ou affiliés à cet ordre. Il en
 „ est beaucoup qui sont attachés à la cour;
 „ ils rendent un compte exact de tout ce
 „ qui se passe dans le conseil d'Etat, dans
 „ les conférences particulières du Roi,
 „ chez les Ministres, dans les bureaux.
 „ Ce qui m'a le plus frappé, ce sont les
 „ liaisons de M. Necker avec notre arche-
 „ vêque de Paris. Votre Majesté con-
 „ noit ce prélat de réputation; c'est un
 „ honnête homme, mais foible & qui se
 „ laisse entièrement conduire par le parti
 „ Jésuitique; comme il n'est pas dans ses
 „ principes de se lier avec quelqu'un qui
 „ professe une autre religion que la sien-

„ ne,

„ ne, il a fallu sans doute des raisons
 „ puissantes pour l'y déterminer. Je con-
 „ nois maintenant ces raisons : on cher-
 „ che à s'assurer un parti dans tous les
 „ ordres de l'Etat, pour faciliter l'exécu-
 „ tion de tout ce qu'on prémedite. Tout
 „ ce qui entoure le directeur des finan-
 „ ces & sa femme est gagné ; on lui fug-
 „ gère toutes les idées qu'on veut qui se
 „ réalisent, & il s'imagine qu'on ne cher-
 „ che par là qu'à favoriser ses propres
 „ vues. Les agens de ces intrigues ont
 „ soin de ne rien proposer qui ne soit
 „ avantageux au peuple & fait pour hu-
 „ milier les grands & les Parlemens ; car
 „ c'est à ces deux classes que l'ex-
 „ recteur & les ex-jésuites en veulent le
 „ plus. Pour gagner l'archevêque, on lui
 „ assure qu'on veut ramener le clergé au
 „ régime de la primitive église. Le pré-
 „ lat & M. Necker ont pour eux l'opi-
 „ nion publique, & c'est tout. Les au-
 „ tres personnages qui figurent dans ces
 „ intrigues, ont ou beaucoup d'esprit ou
 „ beaucoup d'argent ; il faut avoir l'un
 „ ou

„ ou l'autre pour être initié aux mystères. ”

„ On est très persuadé, au reste, que
 „ le rôle qu'a joué M. Necker n'est pas
 „ fini. On s'occupe des moyens de le
 „ faire reparoître sur la scène avec plus
 „ d'éclat que jamais. Mais le moment
 „ n'est pas encore arrivé. Quelqu'un
 „ faisoit compliment, il y a quelques
 „ jours, à Madame Necker & lui disoit :
 „ *Le pauvre Fleuri est aux abois, il ne*
 „ *sait où donner de la tête pour le service*
 „ *de 1783. On assure que le Roi rappellera*
 „ *M. Necker — Cela ne sera pas,* répon-
 „ *dit Madame ; il reste encore quelques*
 „ *ressources qu'il faut qu'on épouse. C'est*
 „ *alors qu'on n'en aura plus, qu'on rappel-*
 „ *lera celui qu'on n'auroit jamais dû re-*
 „ *mercier comme on l'a fait.*

„ Votre Majesté fait que nous avons
 „ été conduits pendant longtems par la
 „ secte des économistes. M. Necker l'a
 „ renversée, comme fit le duc de Choi-
 „ , seul

„ seul des Jésuites. Les philosophes suc-
 „ cedèrent aux compagnons d'Ignace &
 „ aux disciples du docteur Quesnai (*);
 „ mais les sectateurs de Loyola, depuis
 „ leur expulsion, n'ont pas perdu un
 „ moment l'espoir de reparoître sur la sce-
 „ ne avec éclat. Vous êtes instruit, Sire,
 „ des tentatives qui furent faites sous le
 „ ministere de M. de St. Germain & de
 „ M. de Muis pour le rappel de cet or-
 „ dre. Ce coup ayant manqué, les ci-
 „ devants pour dérouter leurs ennemis,
 „ changerent absolument de batterie. Une
 „ société, dont les françois n'avoient fait
 „ jusqu'alors que leur amusement, leur
 „ parut propre à favoriser leurs vues,
 „ servir leur ambition & les venger de
 leurs

(*) Ce docteur Quesnai fut le fondateur des économistes. Il avoit initié le Roi & Madame de Pompadour à ses mystères. Cette secte se promettoit les plus heureux succès. Elle eut pu réussir, si M. Tugot fût resté en place. Mais M. Necker, qui se déclara anti-économiste, fit bien tôt donner la préférence à celle dont il étoit devenu le chef.

„ leurs ennemis. Votre Majesté com-
 „ prend que je veux parler de la Ma-
 „ çonerie. On s'occupa de faire une gé-
 „ néalogie à cette dernière & de faire
 „ remonter son établissement aux tems
 „ les plus reculés. L'Egypte devoit avoir
 „ été son berceau, on retrouva tous les
 „ anciens mysteres &c. &c. Tout ce
 „ merveilleux étoit fait pour échauffer
 „ les esprits & surtout des françois. Un
 „ prince du sang, qui avoit été nommé
 „ grand-maître de toutes les loges de
 „ France, offroit au besoin une protection
 „ efficace. On traita cette affaire sérieu-
 „ sement; on forma de grands projets, &
 „ par tout ce qui se passe, je commence
 „ à croire qu'on réussira. L'insouciance
 „ du gouvernement sur toutes ces in-
 „ trigues pourra lui devenir funeste. La
 „ nouvelle secte est nombreuse, elle a
 „ des chefs puissans, soit par leur naif-
 „ fance soit par leurs richesses. Ces
 „ chefs seuls ont le secret & sont initiés
 „ à ce qu'on appelle les grands mystères.
 „ Je veux vous amuser, Sire, d'une
 „ con-

„ conversation que j'ai eue avec un de
 „ ces initiés. Il m'a parlé un langage
 „ parabolique, mais au travers duquel
 „ j'ai compris aisément quel est le but
 „ qu'on se propose.

„ Je lui demandai s'il étoit vrai qu'on
 „ voulût faire servir la maçonnerie à per-
 „ fectionner les gouvernemens & à ren-
 „ dre l'espèce humaine plus heureuse. —
 „ Soyez assuré qu'on n'a pas d'autre projet,
 „ me répondit-il. *La lumiere & la vé-
 „ rité sont encore cachées dans les ténèbres,*
 „ *mais le Grand Tout les en fera incessam-
 „ ment sortir* — Il me semble, lui ré-
 „ pliquai-je, que les hommes n'ont jamais
 „ été plus éclairés qu'ils le sont. On a
 „ perfectionné toutes les connaissances,
 „ on s'est soustrait à une infinité de pré-
 „ jugés. La religion s'est épurée; on
 „ pourroit même dire qu'elle existe au-
 „ jourd'hui sans fanatisme. Ses prêtres,
 „ de persécuteurs qu'ils étoient, sont de-
 „ venus tolerans — *Ce que vous dites est*
 „ *vrai.* Mais savez-vous à qui vous de-
 „ vez

„ vez ces changemens? aux précurseurs
 „ que le grand Tout a envoyés pour prépa-
 „ rer les esprits à recevoir la grande lu-
 „ miere & la vérité. Ces précurseurs sont
 „ au milieu de vous; vous les voyez &
 „ vous ne les connoissez pas; vous les en-
 „ tendez & vous ne pouvez encore les com-
 „ prendre. C'est une poignée d'hommes
 „ choisis, qui ont vu la lumiere à l'orient;
 „ leur principale mission est de rétablir sur
 „ la terre cette égalité qui doit régner en-
 „ tre les hommes. Quand le grand Tout
 „ fera entendre sa voix à l'orient, tout
 „ changera subitement, le bien s'effectuera
 „ partout; une puissance inconnue agira con-
 „ tre ces grands qui ont abusé de leur pou-
 „ voir envers ceux qui n'étoient pas grands
 „ comme eux. Celui qui a fait le ciel, la
 „ terre & l'eau, peut abaisser comme il
 „ veut quiconque s'est élevé par la force,
 „ la rapine & l'injustice. — Je crois com-
 „ me vous, dis-je à mon inspiré, que
 „ Dieu peut tout; mais pensez-vous qu'il
 „ veuille encore se communiquer aux
 „ hommes? N'y auroit-il pas de votre

„ part un peu d'enthousiasme, & ne se-
 „ riez-vous pas la dupe de quelque am-
 „ bitieux qui veut se servir de vous
 „ pour renverser ces grands & se mettre
 „ à leur place? — *Le grand Tout ne se*
 „ *sert point d'ambitieux ni ne les protege*
 „ *point.* *De la lumiere qui part de l'orient,*
 „ *se forme l'arc-en ciel; l'arc-en ciel est*
 „ *une figure symbolique que le grand Tout*
 „ *présente depuis longtems aux hommes*
 „ *pour leur donner l'idée du cercle social;*
 „ *sans ce cercle social, ils ne peuvent exister*
 „ *ni être heureux; les sept couleurs primi-*
 „ *tives qu'il présente & qui se fondent les*
 „ *unes dans les autres, offrent l'image de*
 „ *cette parfaite égalité qui doit regner en-*
 „ *tre les hommes; il ne doit y avoir au-*
 „ *cun intervalle entre les peuples & ceux*
 „ *qu'ils ont choisis pour les gouverner. C'est*
 „ *par ce cercle social que doit se faire la*
 „ *régénération entiere de l'espèce humaine.*
 „ *Une fois établi, les méchans ne pourront*
 „ *rien contre les autres hommes. La lu-*
 „ *miere sera toujours au centre de ce cercle*
 „ *social; ses rayons éclaireront toute sa cir-*

„ *con-*

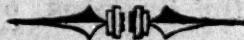
„ conférence. Et qui pourra résister à cette
„ lumière, qui émanera du grand Tout? ..

„ Je ne vous entretiendrai pas d'a-
„ vantage, Sire, sur tout ce que m'a dit
„ ce membre du cercle social futur; mais
„ il est facile de deviner qu'il se forme
„ une association qui a pour objet de met-
„ tre des bornes au pouvoir des souve-
„ rains; que M. Necker est l'homme dont
„ on se servira, par la raison qu'il a pour
„ lui la majorité; que de grands person-
„ nages se tiendront derrière le rideau,
„ pour ne paroître qu'au moment où ils
„ pourront jouer un rôle. Je regarde
„ cette secte nouvelle qui s'établit com-
„ me bien plus dangereuse que celle
„ des Jansénistes, des Molinistes & des
„ Economistes. Elle agit d'après des prin-
„ cipes qui sont faits pour être accueil-
„ lis par les peuples; elle est assurée d'a-
„ voir pour elle le plus grand nombre.
„ — Si ces nouvelles apocalyptiques peu-
„ vent amuser Votre Majesté, je lui en
„ enverrai quelquefois.

„ Je suis avec respect &c.

Dans vos lettrès, Monsieur, vous ne me parlez point de cette nouvelle secte qui s'est formée en France. Vous faites peut-être comme les gens de la cour & les Ministres; vous regardez avec dédain ces sortes d'intrigues. Je suis cependant d'avis que votre gouvernement feroit beaucoup mieux de s'en occuper davantage; il reconnoitra, mais trop tard, qu'il a eu tort de laisser aller les choses aussi loin. Je commence à croire que le Comte de Cagliostro est aussi un de ces précurseurs envoyés de l'orient pour semer le trouble à l'occident. . . . & qu'il commence sa mission à Strasbourg. . . .

Adieu, Monsieur. Je suis votre tout dévoué serviteur.



LETTER II.

De VERSAILLES, le 24 Septembre 1782.

De M. de au Comte de

La paix seroit déjà faite, mon cher Comte, entre l'Angleterre & nous, si notre alliée l'Espagne ne persistoit pas toujours dans son dessein de s'emparer de la forteresse de Gibraltar. Le bon Charles III. est intimement persuadé que cette place ne pourra plus tenir longtems contre les efforts de ses braves Castillans. Le Comte de Vergennes a dit hier dans une société où j'étois : *Le Roi n'a pu se refuser à la demande que lui a fait la cour de Madrid, de former, de concert avec elle, une dernière tentative sur cette place.* S. M. Catholique a promis que si le succès ne répondoit point à son attente, elle consentirroit enfin à faire la paix. De telle manière que les choses tournent, je vous promets que la pacification aura lieu cet hiver. J'ai reçu l'ultimatum de la Cour de

Londres ; il est tel qu'on pouvoit le désirer, & glorieux pour les armes du Roi.

On nous écrit de Londres, que l'Amiral Howe se dispose à partir avec les forces qui lui sont confiées, pour faire échouer les projets de l'Espagne. La flotte qu'il a sous ses ordres est composée de 40 vaisseaux de ligne, 11 frégates, des bombardes & des brûlots avec un grand nombre de bâtimens de transport portant des vivres, des munitions de guerre de toute espece & des troupes de débarquement. Quelqu'un ayant observé à l'amiral anglois qu'il auroit un ennemi bien supérieur à combattre, vu que les forces navales de la France & de l'Espagne réunies formeroient une flotte presque plus nombreuse du double que la sienne, il a répondu : *Je ferai mon devoir. A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. Si je suis battu, je tâcherai que ma défaite même soit honorable au pavillon Britannique, & qu'on ne puisse pas me reprocher ni à ceux que j'ai l'honneur de commander, que*

nous

nous ne nous sommes pas rendu dignes de ceux que nous avions à combattre. Cette réponse est digne d'un anglois. L'Amiral Howe est un excellent marin, & je crains qu'il ne réussisse dans sa mission, en dépit de notre flotte combinée. Je ne doute nullement de la bravoure des espagnols, mais leurs vaisseaux sont trop mauvais voiliers; &, sur mer comme sur terre, ce sont les manœuvres habiles qui font le gain des batailles.

J'ai vu hier un des premiers-commis de la marine. D'après ce que le Comte de Vergennes avoit dit devant moi de la proximité de la paix, je demandai à ce commis si l'on pourroit sans indiscretion s'informer de lui quelles en seroient les conditions. Il me fit une réponse satisfaisante & me remit l'extrait suivant: ce sont les articles qui doivent servir de base à la pacification.

1°. La France restituera à la Grande-Bretagne toutes les conquêtes faites

sur elle aux Indes - orientales , & *Vice versa.*

2°. L'Angleterre cede à l'Espagne l'île de Minorque & toutes ses dépendances. L'Espagne rend de son côté toutes les conquêtes qu'elle a faites sur les anglois.

3°. Celles faites sur les Hollandois par la Grande - Bretagne seront restituées, & il sera accordé à la république une indemnisation pour les pertes qu'elle a faites pendant la guerre.

4°. Enfin, l'indépendance de l'Amérique sera reconnue par le Parlement Britannique. Quant aux autres articles du traité, ils seront discutés par les Ministres des cours belligérantes & réglés dans les négociations qui auront lieu à ce sujet.

J'aurois voulu qu'on stipulât que l'Angleterre oublieroit tous les torts que nous avons envers elle, & qu'elle s'engageat de ne point chercher à s'en venger. Cette observation est fondée sur des avis reçus

reçus de Londres, qui me font redouter
 les projets futurs du cabinet de St. Ja-
 mes. Un pair d'Angleterre écrit ce qui
 suit à quelqu'un d'ici : „ Nous ferons la
 „ paix, nous y sommes forcés par les
 „ circonstances & par d'autres raisons en-
 „ core. Nous devons assurer notre tran-
 „ quillité intérieure, pour pouvoir mieux
 „ préparer les moyens de nous venger
 „ des perfidies de la France. Cette puif-
 „ fance a cru pouvoir par ses intrigues
 „ réussir à abaisser la Grande-Bretagne;
 „ mais il ne lui restera que la honte d'a-
 „ voir manqué son but, & elle sera mê-
 „ me la victime de sa duplicité. Sa con-
 „ duite nous autorise à employer envers
 „ elle les mêmes armes dont elle s'est
 „ servi envers nous. Nous ne cherche-
 „ rons pas à soulever ses colonies; c'est
 „ au sein de son empire que nous fuscii-
 „ terons des troubles. C'est dans la Fran-
 „ ce même qu'il faut vaincre la France,
 „ comme Scipion vainquit Carthage dans
 „ Carthage. : . . .

„ Les françois sont fatigués du des-
 „ potisme des deux derniers regnes. L'en-
 „ thousiasme de la liberté fait fermenter
 „ toutes les têtes dans ce royaume; il suf-
 „ fit de leur faciliter les moyens d'en faire
 „ éclore le germe; leur énergie fera le
 „ reste. . . . C'est au milieu des trou-
 „ bles & des divisions qui doivent néces-
 „ sairement résulter de cet enthousiasme,
 „ qu'un nouvel ordre de choses doit s'é-
 „ tablir & qu'on mettra des bornes au
 „ pouvoir Monarchique, pour que l'Euro-
 „ pe n'ait plus rien à redouter d'un autre
 „ Louis XIV. , d'un Louvois, ni d'un
 „ Vergennes qui voudroit marcher sur
 „ les traces du dévastateur du Palatinat
 „ & du conspirateur perfide contre la
 „ république de Hollande. . . .

Que pensez-vous, mon cher comte, de
 cette diatribe contre nous. Je vous avoue
 que je crains les effets des menaces qu'el-
 le renferme; je ne vois pas trop comment
 on pourra les empêcher. Je vous re-
 mercie de la copie de la lettre à votre

Monar-

Monarque, que vous m'avez envoyée ; elle contient des détails sur lesquels je n'étois pas instruit. On n'ignore point ici les intrigues qui se font ; mais ceux qui ont le plus d'intérêt à les observer, paroissent ne pas les craindre, ils ne font même qu'en rire. J'ai lu votre lettre au Comte de Vergennes ; il en a plaisanté & m'a dit : *Les Jésuites & les Franc-maçons ne sont pas dangereux ; il faut les laisser s'enivrer d'espérances ; tous leurs projets ne feront jamais assez sérieux pour mériter de fixer l'attention.* On m'a donné aussi des avis sur Mesmer ; on prétend qu'il est le chef d'une secte. Je suis assuré du contraire ; les maris sont les seuls peut-être qui seroient autorisés à porter des plaintes contre lui. . . . Répondez à votre nouvel-liste Prussien qu'il doit dire au Roi que son correspondant embellit les faits pour intéresser S. M. ; mais que nous ne craignons pas les visionnaires. . . .

Sans redouter beaucoup la révolution que doit amener cette lumiere venant de l'orient

l'orient & émanée du *Grand Tout*, je voudrois que les toutpuissants actuels ne méprisassent pas, comme ils le font, les avis qu'on leur donne. Cette confédération des grands contre les peuples, peut perdre en un instant beaucoup de sa considération; les violences qu'ils mettent en usage pour se soustraire aux loix, toutes les formes illégales qu'ils introduisent & qu'ils substituent aux formes légales, augmentent chaque jour le nombre des mécontents. Le mal qui s'est fait & qui se fait encore, est vraiment grand. Mais comment y porter remede? nos ministres, accoutumés à exercer une autorité arbitraire, y renonceront-ils volontiers? Cet abus funeste du pouvoir a fait trop de progrès, il est trop enraciné pour espérer de le détruire, à moins que ce peuple mouton, venant tout-à coup à connoître sa force, ne se métamorphose en un taureau furieux. Mais un peuple accablé de misere, à qui l'habitude dujoug a fait perdre son énergie, est-il capable d'un pareil effort? Les Anglois, les Flamands

mands, les Hollandois, seroient, selon moi, bien plus en état de tenter une semblable révolution. Je vous l'ai déjà dit dans mes précédentes lettres, les françois sont partagés en deux classes: celle des gens très riches ou aisés, & celle du bas-peuple, qui comprend les habitans de la campagne. Les premiers ne se revolteront point, par la raison qu'ils sont attachés à leurs propriétés & qu'ils sont moins soumis aux entraves du despotisme. La seconde classe, qui est la plus nombreuse, réduite à la plus affreuse indigence, n'a aucun moyen de se soustraire au joug. Tous les essais qu'elle a faits sous le dernier regne & sous celui actuel, ont été sans succès; ces soulèvements contre l'autorité ont toujours fini par le supplice de quelques victimes(*). Tout malheureux qu'on

(*) Lors du pillage des farines, sous le Ministère de M. Turgot, la loi martiale fut établie. Le Maréchal de Biron avoir carte-blanche, & à la suite de l'armée qu'il commandoit, se trouvoit un Grand-Prévôt qui jugeoit prévotalement tous

qu'on est, on tient à la vie; la crainte retient le peuple dans cette obéissance passive si convenable aux vues de l'administration. J'ai cependant peine à comprendre que les mêmes hommes qui, moyennant cinq sols par jour, vont se faire tuer pour une cause qui ne les regarde pas, montrent tant de lâcheté lorsqu'il s'agit de défendre leurs droits & de recouvrer leur liberté.

Dans votre Allemagne, où le régime féodal est pour ainsi dire encore dans toute sa vigueur, la classe du peuple a cependant conservé une espece de liberté. A l'exception de quelques états despotiques comme le nôtre, où il s'en faut toutesfois beaucoup que les Ministres soient toutpuissans, les germains peuvent re-
cou-

ceux qu'on soupçonneoit d'avoir eu quelque part à la prévue revolte. On n'a pas d'idée du nombre de gens qui furent condamnés à mort & exécutés entre les deux guichets, afin de ne pas trop irriter le peuple par des exécutions publiques.

courir aux loix contre l'injustice & l'oppression. L'Empereur, dans tous les changemens qu'il fait, a l'attention de s'occuper du soulagement du peuple. Votre Grand Fréderic a montré les mêmes soins dans l'affaire du meunier; il a soutenu le foible contre le fort. Si Louis XVI. se fût montré de même en faveur de la basse classe de peuple, qu'il eût réprimé l'audace des grands & de ses Ministres, on l'eut déifié. Je crois, à vous parler vrai, que cette façon de penser est dans son cœur, mais il n'ose pas la manifester. C'est assez vous entretenir de réflexions sérieuses; je vais vous dire les nouvelles qui se débitent ici en secret.

L'Empereur persiste dans son projet de changer entièrement la forme du gouvernement des Pays-Bas. Le Comte de Belgiojoso, qui a été choisi par S. M. I. comme Ministre principal dans ces provinces, a promis à son auguste maître qu'il exécuteroit ses ordres sans que rien pût l'arrêter. On dit qu'il a pris un engagement-

gagement qu'il aura beaucoup de peine à remplir. On veut toujours rétablir le commerce d'Anvers & d'Ostende; mais ce n'est pas tout de vouloir, il faut la possibilité du succès. L'Angleterre, la Hollande & la France même s'opposeront à ce rétablissement, qui est évidemment contraire à leurs intérêts; & le Comte de Vergennes ne manquera pas de moyens pour éluder d'accomplir les promesses qu'il a faites à l'Empereur à ce sujet.

Le Comte de Belgiojoso a envoyé un mémoire à Vienne, dans lequel il indique à S. M. Impériale les moyens de s'emparer de la navigation de l'Escaut & de rompre les barrières que les Hollandois ont mises à ce fleuve. On m'assure que l'Empereur, qui est très expéditif dans l'exécution de ses projets, veut que ceux qu'il se propose ayant leur accomplissement parfait l'année prochaine. Ce terme me paroît un peu court. On m'a dit ici comme une chose certaine, que notre cabinet excite celui de Vienne à se hâter,

ter, mais que c'est une ruse de notre Comte de Vergennes; que les Hollandois, embarrassés par les demandes que leur fera subitement S. M. I., n'auront alors d'autre ressource que de se jeter dans les bras de la France & de contracter une alliance avec elle. C'est tout ce que veut notre ministere. Aussitôt que cette alliance sera conclue, nous ferons échouer les projets de Joseph II.; nous ferons agir pour cela d'autres puissances, en nous tenant cachés derrière le rideau. Voila un beau plan; mais je crains qu'à force de finasser en politique, nous ne finissions par ne plus faire de dupe, & peut-être par être celle des autres.

Le Comte d'Artois écrit régulièrement du camp de St. Roch. Dans sa dernière lettre, il mande que l'attaque générale qui doit se faire contre Gibraltar, aura lieu incessamment; qu'à la fin du mois tout sera prêt.

Je suis, mon cher Comte &c.

Tom. XI,

C

LET-

LETTER III.

De VERSAILLES, le 6 Octobre 1782.

De M. de . . . au Comte de . . .

Enfin, mon cher Comte, il est décidé que Gibraltar ne sera pas pris ; les armes des espagnols ont de nouveau échoué contre cette place. Ces machines infernales appelées batteries flottantes, qui devoient produire un si terrible effet, ont été détruites le 13 de ce mois. Je ne puis m'empêcher d'entrer avec vous dans quelques détails à ce sujet ; mais je serai concis :

Depuis l'arrivée de nos Princes au camp espagnol, on avoit fait, comme vous le savez, toutes les dispositions pour une attaque décisive ; les espagnols & les françois faisoient tour à tour le service pour avancer les travaux & s'approcher de plus en plus de la place. Le Général Elliot prenoit de son côté ses mesures pour se défendre.

défendre avec honneur; il mit à différentes reprises le feu aux ouvrages des assiégeans. Il fut informé par un de ses espions que le projet du Duc de Crillon étoit de brusquer l'expédition & de faire une vigoureuse tentative avant l'arrivée des secours que la cour de Londres fairoit passer à Gibraltar. Comme il avoit encore suffisamment de munitions, il attendit dans la plus grande sécurité l'événement. Ces batteries flottantes, qui devoient le réduire, ne lui en imposoient point. Je crois vous avoir dit dans une de mes précédentes, qu'il avoit envoyé quelqu'un pour voir leur construction, & que sur le rapport qui lui fut fait, il témoigna n'avoir aucune crainte sur leur effet.

Ces fameuses batteries, construites à Algésiras au nombre de dix, vinrent mouiller, le 4 & le 5 Septembre dernier, à Puente-Majorga. On avoit paru craindre, après qu'elles furent achevées, qu'elles ne fussent trop lourdes & ne mar-

chassent difficilement. Mais on fut détroussé en les voyant bien porter la voile; ce qui donna l'espoir de les emboîter aisément sous le feu de la place qu'on alloit attaquer avec une artillerie formidable. Comme on s'attendoit à une vigoureuse défense de la part de l'ennemi & qu'il mettroit en usage tous les moyens possibles pour détruire ces batteries flottantes, on avoit pratiqué sur le sommet du blindage une espece de gouttiere dans laquelle des pompes élévoient l'eau nécessaire pour une circulation générale, à l'effet d'éteindre le feu que pourroient occasionner les boulets rouges; car on favoit que le Général Elliot vouloit en faire usage. On essaya ces pompes le 7 Septembre, mais cette épreuve n'eut pas le succès qu'on s'en étoit promis; on s'aperçut qu'elles transpiroient & que l'eau se répandoit dans l'intérieur des chaloupes. Ceux qui devoient les monter témoignèrent la crainte fondée où ils étoient, que cette transpiration ne mouillât les poudres. On tint un conseil, où

il fut décidé qu'on supprimeroit le jeu des pompes. La satisfaction que les espagnols éprouvoient de voir ces machines bien marcher & aisées à conduire, leur fit faire peu d'attention à l'inconvénient dont je viens de parler; pleins d'une ardeur belliqueuse & se croyant sûrs de vaincre, ils demanderent qu'on accélerât l'attaque. Le Général d'Arçon voulut se permettre de faire quelques représentations; il assura que le jeu des pompes pouvoit seul assurer le succès des batteries flottantes, puisque sans cela elles courroient le plus grand risque d'être incendiées; il ne fut point écouté. Le Duc de Crillon avoit fixé le jour de l'assaut général; il n'y avoit pas un moment à perdre, si on vouloit l'effectuer avant l'arrivée de la flotte angloise qui étoit attendue d'un moment à l'autre pour secourir la place. M. d'Arçon voyant qu'on se refusoit à ses demandes, obtint comme une grâce que les batteries feroient l'attaque du côté du vieux môle, par la raison que le mouillage en arrière, au premier

signal de détresse, rendroit leur retraite plus aisée.

Le 13 Septembre, jour désigné pour l'attaque, le Duc de Crillon envoya l'ordre à Don Moreno de partir d'Algésiras & d'être ce même jour au matin au poste indiqué. Cet ordre précipité & donné sans s'être concerté avec tous ceux qui devoient y concourir, occasionna beaucoup de désordre. On manqua 1°. l'emboissage du vieux-môle, tel qu'il avoit été indiqué sur les plans pour l'attaque qu'on avoit distribués à tous les officiers commandants; 2°. la passe du bon mouillage, qui se trouvant à la vérité parallèle au front attenant au vieux môle, exposoit pendant quelques minutes au feu de la place le côté foible des batteries; mais cette difficulté, inévitable, étoit aisée à surmonter. Au lieu de cela, on alla se placer au centre du fort; le formidable feu de cent pieces de canons fut réduit à soixante; la dispersion de ces batteries, éloignées les unes des autres,

tres, rendit même leur feu inutile. Elles s'emboisserent cependant, mais il n'y en eut que trois qui purent agir. Elles ne reçurent aucun secours des chaloupes canonieres & bombardes qui devoient les soutenir sur leurs ailes pour ne pas laisser le tems à l'ennemi de se reconnoître, & le prendre en arriere des fronts qu'on avoit dessein d'attaquer du côté de la mer. Toutes ces mauvaises dispositions assurerent les anglois qu'ils n'avoient rien à redouter ; les boulets ne faisoient nul effet, les bombes tomboient dans la mer; une seule bombarde en envoya à la pointe de l'Europe, ce qui prouve que les autres en auroient pu faire de même,

Le général Elliot voyant le peu de succès de cette attaque, ordonna de faire jouer toutes les batteries préparées pour sa défense. Une nombreuse artillerie dirigée avec justesse des différentes embrasures, fit pleuvoir une grêle de boulets rouges qui tuèrent beaucoup de monde aux assiégeans. Les espagnols soutinrent

avec courage ce feu meurtrier, auquel ils répondoient avec quelque succès contre les murailles du vieux môle. Après cinq heures de combat, on s'apperçut qu'un boulet rouge avoit pénétré à plus de trois pieds dans le bordage de la *Tailla-Pedra*; le feu y fit tant de progrès qu'on ne put réussir à l'éteindre. Dans le même instant, il se manifesta aussi à la batterie du commandant. Il n'y avoit plus d'autre parti à prendre que de se retirer. Cependant les espagnols ne pouvoient s'y résoudre; ils restèrent encore près de six heures exposés à une grêle de boulets rouges. Tant de bravoure ne fut pas couronnée du succès qu'elle méritoit. L'incendie ne faisant qu'augmenter, il fallut enfin songer à la retraite; les équipages qui se trouvoient sur les batteries flottantes qui n'avoient point eu de part à l'action, se hâterent de se mettre dans les chaloupes qui furent envoyées par l'armée navale; ils incendièrent eux-mêmes les batteries qu'ils abandoient; les anglois n'en brûlerent que trois.

trois. Cette attaque manquée du côté de la mer, coûte aux espagnols quinze à seize cents hommes, tant tués & blessés que faits prisonniers.

L'attaque du côté de la terre ne réussit pas mieux. Le feu terrible des anglois contre les batteries & les ouvrages avancés, causa beaucoup de dommages aux assiégeans, sans qu'ils pussent en causer le moindre à l'ennemi. Ce mauvais succès, joint à ce qui étoit arrivé aux batteries flottantes, détruisit entièrement l'espoir qu'on avoit fondé sur cette expédition, & conséquemment celui de prendre d'assaut la forteresse.

Ces détails, mon cher Comte, sont parvenus au Roi & à l'Ambassadeur de France, & vous pouvez y ajouter foi. Cette nouvelle est bien différente de celle qu'on débitoit il y a quelques jours, savoir que Gibraltar avoit été emporté par un coup de main, & que la vigilance du Général Elliot s'étoit trouvée cette

fois en défaut. On croyoit de bonne foi à ce bruit ici & à Paris.

Nous n'avons plus d'espoir maintenant que dans notre flotte combinée. On nous mande que, le 12 du mois dernier, elle est entrée dans la baie d'Algésiras; qu'on avoit choisi cette position comme la plus avantageuse pour forcer l'Amiral anglois à se battre, s'il paroiffoit. Toutes les mesures sont prises pour empêcher le ravitaillement de Gibraltar; la supériorité de nos forces nous donne un grand avantage sur nos ennemis; mais il ne faut encore se flatter de rien; attendons.

Le Roi d'Espagne est fort affecté de l'accident arrivé. Cette dernière expédition a coûté des sommes immenses; ce sont plusieurs millions de piastres qu'on a jettés dans la mer. Un officier françois écrit qu'il a regné beaucoup de jalouſie entre les généraux. Le Duc de Crillon croyoit réussir seul du côté de la terre; Don Moréno vouloit différer l'ataque

taque & prendre toutes les précautions possibles pour assurer le succès des batteries flottantes. Il est certain qu'on aurroit pu tirer un meilleur parti de celles-ci, si on avoit fait usage des moyens qu'on avoit pour les mettre à l'abri de tout incendie. Les représentations que fit Don Moreno furent inutiles ; l'ordre formel qu'il reçut, l'obligea d'obéir ; s'il ne l'avoit point fait, on nommoit un autre à sa place. Les espagnols, au reste, ont montré la plus grande valeur ; il est fâcheux que les obstacles se soient trouvés encore au dessus.

Le Général Elliot s'est conduit, dans cette occasion, en ennemi généreux. Lorsqu'il vit le désastre que causoit l'embrasement des batteries flottantes, il envoya quantité de chaloupes au secours de ceux qui s'étoient jettés dans la mer pour ne pas être brûlés vifs. Un grand nombre furent sauvés ; il leur fit donner tous les secours dont ils avoient besoin, & fit

pren-

prendre le plus grand soin des malades & des blessés.

On prétend ici que c'est contre les loix de la guerre d'avoir tiré à boulets rouges sur des vaisseaux. Les avis sont à cet égard fort partagés. Le vieux Maréchal de Richelieu, chez lequel j'étois lorsqu'on agita cette question, dit: *Le gouverneur à qui on confie la défense d'une place, est autorisé à employer tous les moyens qui sont en son pouvoir. Celui qui ne le fait pas, est répréhensible & mérite d'être puni de mort.* J'estime le brave Elliot; il mérite le triomphe dans sa patrie & l'admission de ses ennemis. Je crois que votre monarque, qui connoit les loix de la guerre aussi bien que notre maréchal, sera du même avis.

Le comte d'Aranda a été vivement affligé en apprenant le malheur arrivé aux batteries flottantes. Ce n'est plus que par famine qu'on peut espérer de réduire Gibraltar. Sir Howe y mettra bon ordre;

dre; il y a des paris ici qu'il ravitaillera cette place avant le 15 de ce mois. Si cela arrive, j'espere qu'alors la paix se fera, & que Charles III. renoncera à la conquête des jadis *Colonnes d'Hercule*.

Le pacificateur Gerard écrit de Londres que le cabinet de St. James paroit traiter de *bonne foi* pour la paix. Je crois bien que les anglois la désirent, mais je ne crois pas à leur *bonne foi* sur ce point. Je fais, à n'en pouvoir douter, qu'ils méditent quelque tour contre nous, de concert avec le parti Orange. A propos de ce dernier: on vouloit que la république envoyât à Brest dix vaisseaux-de ligne pour se joindre à nous. à l'effet d'intercepter une riche flotte marchande appartenant aux anglois. Mais les Bataves n'en feront rien, malgré tous les efforts de la ville d'Amsterdam & les mouvements que se donne le Duc de la Vauguyon.

Je suis, mon cher Comte, votre dévoué &c,

LET-

LETTRE IV.

De VERSAILLES le 26 Octobre 1782.

Du même, au même.

Le Roi veut absolument la paix; S. M. s'en est expliqué de maniere à forcer ceux de ses ministres qui y seroient opposés d'y consentir. Le ministre de la marine (M. de Castries) auroit bien voulu qu'on fit encore une campagne pour tenter de prendre sa revanche contre Sir Rodney; mais il ny a pas d'apparence que ses souhaits soient accomplis. Cette guerre, toute glorieuse qu'elle est, dit-on, a entièrement épuiisé nos finances ainsi que nos ressources. J'ai eu occasion de parler à un premier-commis des finances, qui m'a dit qu'on ne favoit encore où prendre les fonds pour le service de 1783, & que son principal étoit décidé à donner sa démission, la paix dût-elle même avoir lieu, par la raison qu'il lui seroit impossible de faire

faire face aux engagemens qu'on a contractés, & qu'il se trouve entre la recette & la dépense un déficit énorme qu'on ne pourroit couvrir sans recourir à de nouvelles impositions ou à des moyens violents; que l'un & l'autre lui répugnant, il préféroit de se retirer.

Quant à notre Comte de Vergennes, il voit tout en beau & il ne doute nullement du succès de toutes ses entreprises. Je crois, à la vérité, qu'une partie des promesses qu'il a faites se réaliseront, savoir l'indépendance de l'Amérique, & l'abolition de la tache imprimée à la France par l'établissement d'un commissaire anglois à Dunkerque. Mais je ne crois pas, comme notre ministre des affaires étrangères le prétend, que la Grande-Bretagne sera humiliée par cette guerre, & qu'elle rentrera au rang des puissances du second ordre. Je suis persuadé au contraire que cette fière Albion deviendra plus redoutable qu'elle ne l'a jamais été. Le point d'appui de sa puissance est en

Asie.

Asie. C'est là que se trouve le levier, au moyen duquel elle soulevera de nouveau l'Europe, . . . & mettra à exécution la vengeance qu'elle médite contre nous. . . .

Je me suis entretenu avec un Lord, qui a infiniment d'esprit & des connaissances très étendues. Nous avons parlé du projet qu'avoit M. de Vergennes d'effectuer un rapprochement entre les deux nations: — „Il n'y réussira jamais, me dit „ ce Lord; car, outre que cette rivalité „ qui existe entre les françois & les an- „ glois est nécessaire, la haine qu'on por- „ te chez nous à votre nation, est une „ espece de fanatisme, un sentiment pro- „ fond & pour ainsi dire inné que rien „ ne pourra détruire. Il ne faut pas ju- „ ger des anglois par quelques indivi- „ dus qui ont voyagé & qui ne paroî- „ sent pas imbus des préjugés popula- „ res. Le caractère national ne se trou- „ ve que dans le peuple, & jamais ce- „ lui-ci n'aimera les françois. J'en juge „ par

„ par ce que j'ai vu & par ce que j'é-
 „ prouve moi-même. J'ai beaucoup vécu
 „ avec vos compatriotes; il y en a que
 „ je distingue & même que j'estime; mais
 „ je n'aime point la nation en général;
 „ je hais par dessus tout votre gouver-
 „ nement, vos ministres. Un homme libre
 „ comme l'est un anglois, ne peut se plai-
 „ re parmi des esclaves ni les aimer.
 „ Chez vous, nous sommes obligés de
 „ dissimuler; mais de retour dans no-
 „ tre patrie, nous reprenons notre aver-
 „ sion nationale, & nous nous efforçons
 „ par nos rapports d'augmenter ce senti-
 „ ment dans nos concitoyens, afin qu'ils
 „ ne perdent pas l'habitude de vous haïr.
 „ Pardonnez-moi la franchise avec laquel-
 „ le je vous parle; mais je vous peins
 „ à fond le caractère de ma nation.

J'observai à mon anglois que j'avois
 cru qu'une nation aussi éclairée que la
 sienne, n'auroit pas conservé un ancien
 préjugé digne des fiecles de barbarie &
 si contraire aux principes de cette philo-

Tom. XI. D sophie

sophie qui paroît animer le peuple anglais en général. — „ Il n'auroit tenu „ qu'aux françois de nous forcer à les „ aimer, me répondit-il ; mais depuis „ des siecles ne se sont-ils pas montrés „ nos plus cruels ennemis ? n'est-ce pas „ à toutes les gueres injustes qu'ils nous „ ont faites, que nous devons ces taxes „ énormes que nous payons ? Celles que „ nous fit votre Louis XIV. ne le furent-elles pas toutes ? celles de votre „ Louis XV. ne porterent-elles pas le „ même caractere ? La guerre actuelle „ peut-elle se justifier ? les moyens que „ vous avez employés pour soulever nos „ colonies ne sont-ils pas odieux ? Si les „ puissances de l'Europe avoient mieux „ connu leurs intérêts, n'eussent-elles „ pas dû s'armer pour la cause de l'Angleterre ? elles ne l'ont pas fait, & elles „ s'en repentiront. Votre cabinet, non „ content d'avoir souflé le feu de la rébellion „ parmi les américains, n'a-t-il „ pas fait ce qu'il a pu pour faire rebeller l'Irlande ? Ignorez-vous que le

„ fanatique Lord Gordon étoit un agent
 „ secret qui, sous le voile de la religion,
 „ vouloit allumer une guerre civile au
 „ sein de Londres & de toute l'Angleter-
 „ re. Je vous parle de faits dont nous
 „ avons les preuves. La conduite actuel-
 „ le de la France en Hollande envers un
 „ petit-fils d'Angleterre, n'est-elle pas ré-
 „ voltante ? Comment, d'après cela, vou-
 „ lez-vous qu'un bon anglois aime votre
 „ nation ? J'ose même dire que notre
 „ existence tient à cette haine que nous
 „ avons pour elle; des liaisons intimes
 „ avec la France causeroient bientôt no-
 „ tre ruine absolue. Vos compatriotes
 „ corromproient nos femmes, nos en-
 „ fans, & dans un siecle d'ici l'Angle-
 „ terre ne feroit plus peuplée que d'une
 „ race bâtarde que vous ne tarderiez pas
 „ à subjuger. La Grande-Bretagne ne
 „ peut donc prospérer qu'autant qu'elle
 „ se montrera en tout la rivale de la Fran-
 „ ce, & que les membres de son sein con-
 „ serveront dans toute son intégrité leur
 „ haine contre les françois. Je ne pré-

„ tends pas, au reste, que cette haine doi-
 „ ve se manifester par des mauvais trai-
 „ temens envers ceux que des affaires ou
 „ la curiosité conduisent dans notre île; cet-
 „ te maniere de la témoigner est aussi in-
 „ juste que cruelle, & tout anglois rai-
 „ sonnable l'a toujours désapprouvée.
 „ Mais j'entends que nous devons sans
 „ cesse nous méfier de vous, nous occu-
 „ per continuellement des moyens de
 „ vous empêcher de nous nuire, vous
 „ observer de près & être toujours en
 „ état d'entrer en campagne & de vous
 „ prévenir. Si le Roi George eut suivi
 „ les conseils qu'on lui donna en 1777, il
 „ ne feroit pas sorti un seul vaisseau de
 „ vos ports, qui n'eut été coulé à fond.
 „ Le cabinet de St.. James s'est piqué de
 „ procédé; il n'a pas voulu suivre le sys-
 „ tème adopté en 1756; c'étoit cepen-
 „ dant le meilleur. Celui qui prévient
 „ son ennemi & qui le bat, a toujours
 „ raison. Ceux qui liront l'histoire au-
 „ ront peine à croire que des ministres
 „ anglois aient pu se laisser amuser, com-

„ me

„ me on l'a vu, par votre Comte de Ver-
 „ gennes, & risquer ainsi l'anéantisse-
 „ ment de leur patrie. Je regarde com-
 „ me un prodige les suites heureuses de
 „ cette guerre, & que nous ayions pu
 „ résister seuls à deux puissances formi-
 „ dables, ayant en outre des sujets ré-
 „ belles à combattre, & plus difficiles à
 „ vaincre qu'on se l'étoit d'abord imagi-
 „ né. Vous conviendrez que les raisons
 „ que je vous donne sont bien motivées
 „ & justifient pleinement l'antipathie qui
 „ existe contre vous. N'oubliez pas que
 „ j'ai fait, pour ce qui me regarde, la
 „ distinction de quelques individus que
 „ j'estime comme hommes, mais que je
 „ ne peux cependant aimer comme
 „ françois. "

Je vous avoue, mon cher Comte, que
 ce fier Breton m'a poussé dans cette con-
 versation des argumens auxquels j'aurois
 été fort embarrassé de répondre d'une ma-
 niere victorieuse. Il est très certain que
 l'Angleterre a beaucoup à se plaindre de

nous. Je vous l'ai dit souvent & je vous le répète, les moyens qu'on a employés pour faire la guerre actuelle sont odieux. Nous devions agir avec loyauté, demander ouvertement le redressement de nos griefs, le renvoi du commissaire anglois établi à Dunkerque; & si la Cour de Londres eût refusé de faire droit à ces deux demandes, c'étoit alors que nous étions fondés à rompre avec elle & à lui déclarer la guerre. Qu'avons-nous fait au contraire? nous soulevons des sujets contre la mere-patrie, nous donnons asile à leurs ambassadeurs, nous employons une politique astucieuse pour cacher nos vues; nous trompons par des promesses, enfin nous jouons la comédie: on arrête dans le port les secours qu'on envoyoit aux insurgens, & on favorise ensuite leur départ clandestin; M. le Marquis de la Fayette & quantité d'officiers quittent leurs drapeaux sans congé, désavoués par le Roi & ses ministres, & passent cependant en Amérique pour y servir parmi les rebelles. Voila la conduite

uite que nous avons tenue; elle n'honore guères notre ministère; comment a-t-il pu s'imaginer que les anglois en seraient la dupé? . . .

L'adroit Francklin a eu bien raison de dire qu'il venoit électriser les esprits en Amérique, & qu'il avoit trouvé dans le Comte de Vergennes un *conducteur* entièrement favorable à ses vues. Il lui falloit une pareille dupe pour réussir. Ce rusé négociateur connoissoit déjà de réputation le cabinet de Versailles & les bureaux. Je ne vous ai jamais parlé, je crois, de son début ; il est intéressant : En arrivant à Paris, il ne vit que quelques négocians ou banquiers, pour lesquels il avoit pris des lettres de recommandation. Il leur fit voir, comme l'on dit, des étoiles en plein midi, en leur offrant la perspective flatteuse d'une nouvelle branche de commerce qui devoit valoir à la France plus que les trésors du Mexique & du Pérou. Le ministere ne tarda pas à être instruit de ce qui se

traitoit : on prend des informations, des agens sont envoyés pour s'assurer des faits ; les ministres, les premiers - commis veulent partager les bénéfices de ce commerce. C'est ce que le docteur Franklin vouloit. On évincé ceux avec lesquels on avoit commencé à traiter, & d'autres leur sont substitués ; le gouvernement promet de protéger le pavillon qui va flotter pour ce commerce. On expédie aux colonies angloises de la bonne & de la mauvaise marchandise, sur laquelle on ne doute point de faire un bénéfice de cent pour cent en la vendant par échange. Les américains voyent qu'on a cherché à les duper ; mais il leur falloit un allié. Le congrès écrit cependant à Franklin pour se plaindre ; celui-ci lui répond : *Prenez tout jusqu'à nouvel ordre ; imaginez-vous que c'est un subside que vous payez. Il n'y avoit que ce moyen pour réussir dans ma mission ; ici l'intérêt fait tout. Le Roi n'ayant point de maîtresse, il falloit tenter la cupidité des ministres & des premiers - commis. Je ne flatte d'avoir atteint.*

atteint mon but. On ne se déclarera qu'au retour des vaisseaux qu'on attend avec impatience. Je dois être instruit trois mois avant leur départ de nos ports d'Amérique, afin de faire craindre, si on ne se décide pas, une réconciliation avec l'Angleterre, dont la suite seroit de s'emparer de tous les vaisseaux françois qui se trouvent dans nos colonies (*).

Vous voyez, mon cher Comte, que ce Benjamin Francklin connoissoit bien le côté foible de nos ministres & qu'il fut en profiter. La conduite qu'il tint étoit on ne peut pas plus adroite, & j'avoue qu'il étoit assez difficile de la pénétrer. Il mystifia le premier-commis Gerard, il s'en est souvent amusé depuis. Actuellement il mystifie tout le gouvernement, & il prêche sous ses yeux les

D 5 80-100 prin-

(*) Cette lettre est du 12 Septembre 1777. M. Franklin reçut la réponse dans les premiers jours de 1778. Il fit ce qu'il avait dit, & ce fut effectivement le retour des vaisseaux qui détermina l'alliance avec les américains.

principes républicains. Son air de bonhomme fait qu'on est sans nulle défiance à son égard; mais c'est le renard caché sous la peau de l'agneau.

Adieu, mon cher Comte. Gerard second est toujours à Londres; le premier a fait la guerre, celui-ci fera la paix.



LETTRE V.

De VERSAILLES, le 12 Novembre 1782.

Du même, au même.

Vous aurez vu, dans ma dernière, le désastre arrivé aux batteries flottantes. Je vous ai dit aussi que l'armée combinée étoit venue, le 12 Septembre, jeter l'ancre dans la baie d'Algésiras. Don Louis de Cordova qui commandoit en chef, ayant eu avis, le 9 Octobre, qu'on signaloit une flotte portant pavillon ennemi, ordonna aussitôt de lever l'ancre & de se tenir prêt à agir, dès que

que la flotte britannique paroîtroit. L'amiral espagnol avoit supposé que Sir Howe profiteroit d'un vent d'ouest pour franchir le passage, & il avoit fait ses dispositions pour le forcer d'en venir à une action, tandis que ses frégates & vaisseaux du dernier rang prendroient ou couleroient bas les navires de transport & les bâtimens chargés de munitions qui devoient ravitailler Gibraltar. Le Dieu des mers se déclara encore en cette occasion pour les anglois. Les vents changerent tout à coup en variant du sud-ouest à l'ouest, au nord-ouest & nord-nord-ouest. Don Cordova se trouva accueilli d'une tourmente & de grains si violents que la plus grande partie de sa flotte chassa sur ses ancrés; plusieurs de ses vaisseaux-de ligne rompirent leurs cables & se mirent à dériver. Le *St. Michel*, de 70 canons, fut jetté près de Gibraltar où il échoua; le capitaine qui le commandoit fut obligé d'amener son pavillon. D'autres entraînés par la force des vents coururent risque de se perdre &

ne

ne purent échapper au danger qu'en gagnant le fond de la baie. Tout ceci arriva dans la nuit du 10 au 11 Octobre. Le jour, qui vint éclairer tous ces malheurs, en annonça un beaucoup plus grand; c'étoit l'entrée de la flotte angloise dans le détroit; le vent de sud-ouest qui la lui avoit facilitée dans la nuit du 11 au 12, ayant passé à l'ouest en calme, les courans l'entraînerent dans la Méditerranée; cependant sept à huit de ses transports parvinrent à mouiller devant Gibraltar avec un vaisseau de guerre.

L'armée combinée, après avoir réparé ses dommages, fit voile pour la Méditerranée à la faveur d'un vent qui tourna à l'ouest-nord-ouest. Les calmes qui régnerent le 14 & le 15, retarderent sa marche, & une brume qui survint le 16 & le 17, déroba à sa vue l'escadre angloise. L'Amiral Howe profitant en habile marin d'un vent qui souffloit bon frais avec un temps brumeux, donna le change à la flotte combinée, & déposa tout

tout son convoi à Gibraltar sans être apperçu des espagnols ni des françois, qu'au moment où il repassa le détroit dans l'ordre de bataille suivant :

Son avant-garde étoit composée de 12 vaisseaux-de ligne; le Vice-Amiral Barington, montant la *Britannia* de 100 canons, la commandoit.

Le corps de bataille étoit formée de 11 vaisseaux-de ligne; le Lord Howe montoit le *Vittory* de 100 canons.

L'arriere-garde étoit aussi de 11 vaisseaux-de ligne, commandés par le Vice-Amiral Millbanck, qui montoit l'*Océan* de 90 canons.

L'armée combinée étoit forte de 45 vaisseaux-de ligne. Dès qu'elle apperçut la flotte angloise, elle lui donna la chasse, mais avec 33 vaisseaux-de ligne seulement, les douze autres ne pouvant suivre, à cause de leur mauvaise marche.

Le

Le 20, vers les 5 heures du soir, l'action s'engagea entre les deux avant-gardes; elle dura trois heures & demie avec assez d'acharnement de part & d'autre. L'Amiral Howe, aussi prudent que brave, ayant rempli sa mission avec gloire, ne voulut pas risquer un combat, dont l'issue n'eut pu que lui être désavantageuse, si les forces de l'armée combinées étoient venues à se réunir. Il ordonna la manœuvre de porter & de forcer de voiles. Les deux arrières-gardes avoient aussi combattu en même tems que les avant-gardes, mais bien moins long-tems, attendu que les anglois se ressérèrent sur leur centre. On ne s'est fait, au reste, pas grand mal; le feu très vif qui eut lieu de part & d'autre, ne causa de dommage qu'à la mâture & aux agrès des deux armées navales. Le 21 à la pointe du jour, le général apperçut encore la flotte angloise à quatre à cinq lieues de lui, les vaisseaux les moins éloignés à quatre sous le vent de son armée. Obligé de réparer ses dommages, il ne put recom-

recommencer la chasse que le soir; mais
 l'Amiral Howe lui échappa. Don Cor-
 dova ne voyant plus de voile sous l'horiz-
 on, rentra à Cadix. C'est dans de pareil-
 les expéditions que les anglois se mon-
 trent dignes d'être les rois de la mer;
 leurs manœuvres, la construction de leurs
 vaisseaux, toujours excellens voiliers; l'ha-
 bileté de leurs généraux, l'intelligence
 de leurs matelots & la bonne harmonie
 qui regne presque toujours entre leurs
 chefs, sont des avantages faits pour leur
 assurer un succès constant sur leurs enne-
 mis. L'Amiral Howe, en partant de Lon-
 dres, avoit communiqué son plan à un
 de ses amis intimes, & lui dit: *Je suis
 assuré de réussir dans l'expédition dont je
 suis chargé. La seule chose qui pourroit
 m'en empêcher, ce seroit si je tombois au
 milieu de la flotte combinée pendant la nuit;
 mais je prendrai si bien mes mesures que
 cela n'arrivera pas.* — Il est certain que
 tout a contribué au succès de l'expédition
 du général anglois, & qu'au contraire
 tout

tout s'est réuni pour faire échouer le projet de la flotte combinée.

L'Angleterre avoit risqué le tout pour le tout pour faire cette expédition ; on avoit laissé les ports de la Grande-Bretagne sans défense ; on fut même obligé de faire marcher les milices pour les préserver d'une surprise de la part de l'ennemi. Le Duc de la Vauguyon, depuis le mois de Septembre, ne cessoit de présenter mémoire sur mémoire pour que Leurs Hautes Puissances envoysent à Brest dix vaisseaux de ligne. Mais le Stadhouder n'avoit pas assez à se louer de nous pour favoriser ses demandes & les appuyer. Sans cependant s'y montrer contraire, il fit tout ce que sa place exigeoit ; il écrivit aux amirautes pour savoir si on pouvoit fournir ces vaisseaux ; on lui répondit que non, en lui alléguant les raisons qui l'empêchoient, savoir qu'ils manquoient de cordages, de voiles de recharge, de vivres & qu'en outre ils étoient en mauvais état &c. On accuse le Prince d'Orange d'être la cause de

de ce délabrement de la marine hollandaise. Je vous avoue que je ne peux être de cet avis, car le Stadhouder n'est pas souverain; l'amirauté de la Province de Hollande pouvoit mieux surveiller l'état de sa marine qu'elle ne l'a fait, surtout ayant pour ainsi dire secoué toute dépendance de son capitaine-général. Mais on vouloit faire retomber tout l'odieux des mesures mal prises sur ce chef de la république. C'est bien le cas de dire que qui prouve trop ne prouve rien. Les états de Hollande & de West Frise, de Groningue, d'Utrecht, les quartiers d'Ostergo & Omelande écrivirent au Stadhouder: L'amirauté d'Amsterdam a voulu aussi se justifier, & ne pas paroître inculpée dans l'accusation; elle mit sous les yeux de Leurs Hautes Puissances un état des dépenses allouées pour l'équipement, les munitions de guerre & de bouche, ainsi que pour l'entretien des vaisseaux de son département. Nous verrons ce que tout cela deviendra; rien, à mon avis; le parti anglois sera toujours le dominant

& les intrigues qu'on a faites depuis le commencement de cette guerre avec la France en faveur du parti républicain, ne le feront pas triompher.

Je suis d'opinion que M. le Comte de Vergennes a très mal fait de se laisser entraîner dans toutes les fausses démarches qu'on lui a suggérées. On devoit se servir de la Hollande pour favoriser notre commerce & nous prêter l'argent dont nous avions besoin. En la rendant puissance active dans la guerre actuelle, nous nous sommes ôté une grande ressource. D'un autre côté, cette guerre l'obligeant à des dépenses considérables, son commerce ne peut qu'en souffrir, & peut-être bientôt se trouvera-t-elle au niveau de la France pour la dette passive. Rien de tout cela ne seroit arrivé, si on l'eut laissé garder une parfaite neutralité. Tous les bénéfices qu'elle eut faits, auroient passé en France dans les emprunts, puisque l'intérêt en Hollande est trop bas & qu'on ne peut y placer son

son argent. Nous avons au contraire favorisé le commerce des Suédois & des Danois; ces deux nations ont trop de besoins elles-mêmes, elles garderont chez elles le numéraire qu'elles ont amassé avec leur pavillon neutre... On a présenté à M. le Comte de Vergennes différens mémoires à ce sujet, pour lui faire sentir la faute qu'il faisoit en favorisant ainsi la Suede & le Danemarck. Mais pour entendre cette matière, il faut être négociant, & ce n'est ni le fait du ministre des affaires étrangères ni celui de ses bureaux. Le ministre de la marine est dans le même cas; c'est pourquoi notre commerce n'a pas fait ni ne fera jamais les progrès de celui des anglois & des hollandois. J'ai toujours trouvé plaisant qu'un contrôleur-général ou un intendant des finances présidassent la compagnie des Indes, lorsqu'elle existoit. J'ai souvent entendu déraisonner ces messieurs dans les assemblées où ils étoient comme commissaires du Roi; le despotisme qu'ils y exerçoient étoit revoltant. Quelqu'un osoit-il éléver la

voix pour faire quelques observations qui contredisoient Mrs. les Commissaires, on lui imposoit aussitôt silence au nom de S. M. Une seconde réplique eut été punie de quelques mois de Bastille.

Je me souviens, mon cher Comte, d'avoir passé, dans mon dernier voyage en Allemagne, par un petit pays appartenant à l'electeur palatin, qu'on nomme le pays de Bergue. Je fus étonné de voir comme le commerce y fleurissoit. Dans les villes d'Elberfeldt & de Solingen, il regne la plus grande activité; on y voit des manufactures de tous genres. Je demandai qui protégeoit ces établissements. Personne, me répondit-on; le souverain de qui nous dépendons, nous laisse les maîtres de faire ce que nous voulons. Nous lui payons peu d'impositions; les comestibles de première nécessité sont à un prix assez médiocre pour que les ouvriers que nous employons puissent vivre avec leurs familles.— C'est dans ce duché de Bergue que nos ministres devroient aller prendre des leçons;

leçons; ils y verroient que la seule manière de faire prospérer le commerce, c'est de lui laisser une entière liberté. Que de progrès n'auroit-il pas fait en France, si on eut voulu? Est-il en Europe une nation plus active, plus industriuse que la nôtre? Malgré toutes les entraves qu'elle éprouve, elle retire encore de grands avantages de cette industrie naturelle qui la caractérise. Qu'on juge de ce qu'elle feroit, si elle étoit favorisée comme elle devroit l'être. Je désire sincèrement que le gouvernement fasse enfin cesser ces entraves, qui ont empêché jusqu'à ce moment la France de devenir la première des puissances commercantes.

Je fais encore un autre souhait : c'est de voir les françois qui s'adonnent au commerce, devenir assez sages pour rester négocians & perpétuer cet état si utile dans leur postérité, par un arrangement en vertu duquel celui des enfans qui ne suivroit pas l'état de son pere, seroit dés-

hérité. Cette manie de se faire annoblir est encore la cause qu'il n'y a que très peu de maisons de commerce en France, qui datent de plus d'un siecle. Il n'en est pas de même en Hollande & en Angleterre. Aussi sont- ce les seuls pays où il y ait de véritables négocians.

Je vous joins ici la copie d'une piece que nous venons de recevoir d'Amsterdam, qui doit être présentée au Stadhouder. Cette piece forme la première partie d'un mémoire sur l'irréussite de l'expédition de Brest , qui doit ouvrir les yeux à la nation hollandoise sur la conduite de ceux en qui elle a mis sa confiance. On nous écrit qu'on espere de porter un coup sensible au parti Stadhoudérien , lorsque les Bataves sauront les causes & les motifs qui ont fait manquer cette expédition ainsi que l'armement des vaisseaux.

Adieu, mon cher Comte. Je suis &c.

CON-



CONSIDÉRATION S NOUVELLES

SUR
L'IRRÉUSSITE DE L'EXPÉDITION
DE BREST.



PREMIERE PARTIE

Exposition des motifs de la Demande de l'Ambassadeur de France, ainsi que des avis, délibérations & autres démarches qui ont eu rapport à cette demande, jusqu'à la résolution définitive que les Etats-Généraux formerent le 3 Octobre 1782.



MONSIEUR !

Depuis le mois de Juin de l'année 1778, & avec une marine incomparablement plus foible que celle des anglois,

la France avoit fait la guerre à ces derniers avec un succès plus éclatant que l'on ne s'y étoit attendu. L'échec que la flotte de M. de Grasse a reçu le 12 Avril dernier, n'avoit guères rendu meilleure la condition de l'Angleterre. Cette puissance, qui s'étoit vu enlever plusieurs établissemens importans, étoit épuisée d'hommes & d'argent. Elle se sentoit forcée de reconnoître l'indépendance des Américains, & ses députés étoient à Paris où ils sollicitoient l'accélération d'une paix à laquelle elle avoit toujours cru qu'elle forceroit ses ennemis, au lieu d'être réduite à la demander elle-même. Mais la France, qui touchoit au but qu'elle s'étoit proposé au commencement de cette guerre, & qui pouvoit se contenter de ses avantages, auroit bien voulu, avant la conclusion prochaine ou éloignée de la paix, tâcher de porter aux anglois quelques coups qui pussent faire obtenir à ses alliés la réparation de leurs griefs, ou même des avantages que l'on avoit encore

encore lieu d'esperer dans la situation où étoient les affaires.

Acet effet, tandis qu'une partie de ses forces secondoient celles de l'Espagne pour l'aider à réduire Gibraltar, entreprise difficile & peut-être téméraire, mais que la valeur & la fortune pouvoient faire réussir, elle crut que l'emploi de dix de nos vaisseaux, réunis à ceux qu'elle avoit ou qu'elle pourroit avoir à Brest, ne pouvoient manquer de contribuer à ses vues.

La France, Monseigneur, étoit d'autant plus autorisée à nous faire cette demande, qu'elle avoit pris & continuoit de prendre plus de part à nos intérêts que nous n'en prenions nous-mêmes. Elle avoit employé ses troupes à reprendre aux anglois nos établissemens d'Issequebo, Démérari & la Berbice, ainsi que nos îles de St. Eustache, de St. Martin & de Saba. Les habitans de St. Eustache & nos concitoyens bénissent encore & béniront à jamais la conduite noble & dés-

intéressée que le commandant françois a tenue après la reprise de cette île envers les malheureux que Rodney & son compagnon avoient dépouillés. L'action hardie de M. de Suffren à l'île de St. Jago, avoit sauvé le Cap de Bonne-Esperance, & des troupes françaises forment encore aujourd'hui la plus grande partie de la garnison de cette place. Le même Mr. de Suffren étoit en Asie, où il combattoit autant pour nous que pour sa patrie; où, à l'époque de la demande sus-mentionnée, il avoit déjà repris Trincomalé, sauvé l'île de Ceylan & mis à couvert des entreprises ultérieures des anglois, les Molucques & le reste de nos établissemens dans cette partie du monde. — De notre côté, une inactivité de près de deux années, laquelle avoit occasionné une perte immense à notre commerce, consumé inutilement les trésors de l'état, fait élever des murmures légitimes, des clamours éclatantes & donné lieu aux plaintes graves que plusieurs de nos villes & de nos provinces ont formées —

une

une inactivité qui nous avoit ruinés & déshonorés , qui nous avoit rendus à charge à nos alliés , & qu'on ne peut plus nier aujourd'hui , à moins que l'on ne croye que nous sommes abrutis au point que nous ne pouvons plus distinguer le blanc d'avec le noir — une inactivité , dis-je , si préjudiciable à nous-mêmes , si onéreuse à nos alliés , si honteuse aux yeux de l'Europe , n'autorisoit que trop la France à nous demander quelques vaisseaux pour coopérer aux entreprises que cette puissance & les Etats-Généraux auraient jugé propres à procurer quelques avantages & à elle & à nous .

I. Le 21 & le 22 Septembre , l'Am-
bassadeur de France remit , de la part du
Roi son maître , à Votre Altesse Sérénissime
deux mémoires où la demande de
sa Maj. étoit contenue : Voici en quels
termes V. A. s'exprime à cet égard dans
la suite du mémoire qu'elle a présenté à
Leurs Hautes Puissances le 7 Octobre.
„ La demande qui nous fut faite par M.

» le Duc de la Vauguyon (le 21 & le
 » 22 Septembre) au nom du Roi son
 » maître, causa quelque altération à ce
 » projet. (*) Il s'agissoit de détacher
 » d'abord dix vaisseaux de l'état pour
 » aller se joindre à Brest aux vaisseaux
 » de Sa Majesté. Là, si tel étoit le bon
 » plaisir de Leurs Hautes Puissances, on
 » pourroit concourir aux mesures les plus
 » efficaces pour protéger les établissem-
 » mens de la république, en particulier
 » ceux qu'elle possede en Asie. Ou bien
 » on iroit, de concert avec les vaisseaux
 » que S. M. Très Chéritienne tient ou
 » enverroit à Brest, bloquer le sud &
 » l'ouest de l'Angleterre, intercepter les
 » convois de cette puissance & inquiéter
 » son commerce. "

II

(*) Ce projet étoit celui d'envoyer dans la mer
 du Nord le Vice-Amiral Hartsink avec la plu-
 part des vaisseaux du Texel, ou du moins le
 Contre-Amiral van Kinsbergen avec une par-
 tié de ces vaisseaux, pour favoriser le retour
 des vaisseaux de la compagnie, qui étoient en
 Nørwege, & des navires particuliers qui se
 trouvoient au Sund.

Il est certain, Monseigneur, que cette protection si nécessaire étoit plus praticable, plus expéditive & moins dangereuse, de Brest que du Texel. Quant à l'interception des convois anglois, le ministere françois savoit qu'une partie de celui qui étoit parti de la Jamaïque vers le commencement d'août, relâcheroit vraisemblablement en Irlande & tenteroit d'entrer dans le canal de St. George ou dans la Manche, tandis que le reste pourroit prendre par le Nord de l'Ecosse ainsi que cela étoit déjà arrivé pendant cette guerre. Ce ministere savoit encore que les anglois attendoient journellement de l'Asie plusieurs vaisseaux de leur compagnie des Indes; qu'un convoi se disposoit à partir de Portsmouth pour cette même partie du monde, & que l'on travailloit dans les ports d'Angleterre à former un autre convoi destiné pour les Antilles. Ainsi, durant l'absence de l'Amiral Howe, qui n'étoit parti de Spithéad pour Gibraltar que 10 jours avant la demande du Duc de la Vauguyon, & au

moyen

moyen de nos dix vaisseaux réunis à
 ceux que les françois avoient alors ou
 devoient avoir incessamment à Brest, l'on
 auroit pu faire quelque expédition im-
 portante sur les côtes méridionales & oc-
 cidentales de l'Angleterre : Ensuite on
 auroit tenu de ce côté-là les anglois plus
 en bride, & l'on auroit mieux traversé
 leurs operations qu'on ne l'avoit encore
 pu faire jusqu'alors. Dailleurs, cette de-
 mande supposoit que la Cour de France
 & son ambassadeur croyoient de bonne-
 foi, ainsi qu'il étoit naturel de le croire,
 qu'au moins dix de nos vaisseaux du
 Texel étoient en état de remplir l'objet
 proposé, & que, vu les circonstances fa-
 vorables & l'exigence des intérêts com-
 muns, nous aurions d'abord accordé la
 réquisition. Quant à la demande que
 V. A. dit „ que l'on faisoit encore d'en-
 „ voyer *sans délai* le reste de la flotte
 „ vers l'autre côté de la Manche (c'est à
 „ dire de ce côté-ci par rapport à nous)
 „ pour tâcher d'intercepter, s'il étoit
 „ possible, un convoi anglois richement
 „ char-

„ chargé (*celui de la Jamaïque*,) que l'on
 „ assuroit être parti au commencement
 „ d'août sous l'escorte de l'Amiral Rod-
 „ ney“ ; c'étoit une suite du plan dont
 j'ai parlé ci-dessus. Mais l'accord de cet-
 te demande n'étoit pas si nécessaire que
 celui de la premiere, & pouvoit rencon-
 trer des obstacles dont celle-ci ne devoit
 pas être susceptible.

II. „ Cette double proposition (con-
 „ tinue V. A.) nous embarrasse extrê-
 „ mement“ — Mauvais augure, Monfei-
 gneur — „ Nous voulons éviter tout ce
 „ qui pourroit être désagréable à la cour
 „ de France.“ — C'est une attention que
 l'on fait que V. A. a toujours eue —
 „ D'un autre côté, nous trouvions plus
 „ d'une difficulté à accorder cette deman-
 „ de. D'abord toutes les opérations con-
 „ certées avec cette puissance, étoient sur
 „ le point de finir.“ — Le ministre
 françois le favoit aussi, & il ne croyoit
 pas que cela dût empêcher d'en concer-
 ter d'autres. — „ Il nous paroiffoit à
 „ crain-

„ craindre que les forces de la république
 „ que une fois divisées, il ne nous fût
 „ plus possible de donner les secours né-
 „ cessaires aux vaisseaux des Indes que
 „ l'on attendoit, ainsi que le convoi de
 „ la Baltique.“ — C'étoit vraiment fa-
 cheux pour ces vaisseaux des Indes, qui,
 relâchés en Norwege depuis 15 mois,
 n'avoient encore pu trouver l'occasion de
 faire un trajet de six jours. Mais, Mon-
 seigneur, les Vaisseaux que l'on pouvoit
 accorder à la France, n'auroient point em-
 pêché qu'il n'en restât au moins deux
 ou trois en état d'aller au devant de ce
 convoi, supposé même qu'il fût néces-
 saire d'y aller; car il avoit auprès de lui
 trois vaisseaux de ligne & une frégate,
 & depuis le départ de M. Howe, les
 Anglois n'étoient pas en état de rassem-
 bler les moindres forces dans cette mer,
 sans dégarnir entièrement l'entrée occi-
 dentale de la Manche & la pointe d'Ir-
 lande, où alors il leur importoit bien plus
 de veiller à leurs intérêts que d'accourir
 guêter un convoi, qui paroisseoit avoir
 fait

fait de son lieu de réfuge un séjour éternel. Une bonne correspondance en Angleterre, Monseigneur; moins de crédulité aux papiers anglois, & même la seule attention de suivre le cours des affaires, pouvoient donner une idée suffisante du peu de gens de mer que l'admiral Howe avoit laissés dans son pays, & par conséquent de l'impossibilité où les anglois étoient d'équiper des vaisseaux pour venir parader dans la mer du Nord, & jeter l'épouvante au Texel ou ailleurs, parmi ceux qui veulent bien être épouvantés, & qui font ensuite leur possible pour épouvanter les autres. —

„ Tout au plus (poursuit le Mémoire)
 „ d'après le nouveau plan, nous présaf-
 „ gions que l'armée navale des états
 „ dans la mer du Nord seroit bien foi-
 „ ble l'année prochaine. " — Cette armée
 auroit toujours été assez forte pour faire
 ce qu'on avoit fait depuis près de deux
 ans; c'est tout dire: D'ailleurs, les vaiss-
 eaux des Indes étant enfin revenus, le
 centre des moyens de défense pour nos

possessions des deux Indes étant une fois établi à Brest, l'inquiétude que 10 vaisseaux de guerre de plus dans ce port devoit donner aux anglois, la diversion que cela devoit apporter à leurs forces, nous dispensoient d'avoir pour la mer du nord des forces supérieures à celles qui seroient restées au Texel. D'un autre côté, avec un peu d'activité, les vaisseaux destinés pour Brest auroient été remplacés chez nous au printemps suivant par autant & plus de vaisseaux neufs, qui étoient lancés à l'eau depuis quelques mois; &, si l'on n'avoit pas trouvé assez de monde pour les équiper tous, le reste auroit du moins remplacé ceux qui étoient déjà en commission, mais qui par leur vétusté ou par quelques délabrements, se trouvoient hors d'état de continuer le service.

III. „ Toutes ces considérations ne „ nous permirent point de prendre un „ parti; même après avoir consulté Mrs. „ Reynst, Zoutman, Bisdom; & van der „ Hoop

„ Hoop sur ce sujet, nous préférâmes de
 „ remettre la décision de cette affaire à
 „ L. H. Puissances “ — Et il paroît que
 ces Messieurs ont été pleinement de vo-
 tre sentiment, car, selon la lettre de V. A.
 aux états de Frise en date du 29 Octobre
 1782., lorsque vous eûtes pris l'avis de
 quelques personnes, qui jouissent de votre
 confiance, quelques-unes d'entre elles, qu'on
 doit regarder comme versées dans les affai-
 res de la marine, jugerent qu'il ne conve-
 noit point de risquer à l'autre côté de la
 Manche notre marine renaissante, qui suffi-
 soit à peine pour couvrir nos côtes: Elles
 conseillerent au contraire de tenir nos for-
 ces rassemblées, afin de protéger le retour
 des vaisseaux de la compagnie des Indes &
 d'autres navires, contre les forces qui re-
 venoient successivement en Angleterre &
 qu'on occupoit de nouveau, ainsi que d'être
 à même de retirer des vaisseaux qui sans
 cela seroient envoyés au loin, un nombre
 d'officiers & de matelots plus exercés,
 & de les faire passer sur les vaisseaux

nouvellement mis en commission, dans la vue de les employer tous ensemble au printemps prochain, avec d'autant plus d'utilité & d'honneur pour l'état & au détriment plus certain de l'ennemi commun. — Monseigneur, j'ai répondu à tout cela dans le paragraphe précédent. J'observerai seulement ici que dans l'automne de 1781, la nécessité de conserver les meilleurs équipages pour la campagne suivante, fit refuser aux négocians le convoi qu'ils requéroient depuis six mois avec tant d'instances & de raison; & que, comme le motif d'une pareille épargne d'hommes se représentoit ici, il est naturel de croire que pour rendre le parallèle parfait, l'emploi que l'on auroit fait de ces équipages en 1783 auroit ressemblé à celui qu'on en a fait en 1782. D'ailleurs le public a été fort étonné que lorsque ces affidés de V. A., ces personnes versées dans les affaires de la marine, vous exposèrent leurs sentimens sur l'expédition de Brest, ils n'eussent point ajouté que, comme il étoit cependant possible que L. H. P. y

con-

consentissent, il convenoit de s'informer sans aucun delai, si les vaisseaux qu'on pourroit commander pour cette expédition, étoient en état de la faire. Mais on ne pense pas toujours à tout, disent les bonnes gens; & si l'on s'en rapporte aux apparences, cette idée ne tomba dans la tête de personne avant le 5 Octobre, & ce fut dans celle du Vice-Amiral Hart-sink.

IV. „ Le 23 Septembre, nous communiquâmes au comité secret des Etats-Généraux, les deux mémoires de M. de la Vauguyon du 21 & 22. Le même jour, L. H. P. rendirent cette affaire commissoriale avec les amirautes respectives. En conséquence de cette résolution, le comité (désigné avec les amirautes) s'assembla; &, après la tenue des conférences, il porta le 25 à l'assemblée des Etats-Généraux son avis, qui revenoit à ceci: comme les ordres que nous avions donnés pour l'enlèvement du convoi (*anglois*) de la Balti-

„ que, n'avoient pu être exécutés à
 „ tems (*), on devoit nous requérir de
 „ de désigner au plutôt un officier-gé-
 „ néral & de faire détacher par le Vice-
 „ Amiral Hartsing pour Brest, 4 ou 5
 „ vaisseaux de 60 canons, 3 ou 4 de 50,
 „ & 2 ou 3 frégates avec un cutter ou
 „ une corvette, pour y passer l'hyver &
 „ y attendre de nouveaux ordres; ou
 „ bien y entreprendre dans les mers
 „ d'Europe & de concert avec une esca-
 „ dre françoise, toutes les expéditions
 „ que cet officier-général de même que
 „ l'officier commandant à Brest jugeroient
 „ utiles & salutaires; bien entendu ce-
 „ pendant que ces ordres que nous don-
 „ nerions seroient censés révoqués, au
 „ cas que les vaisseaux de l'Etat ne pu-
 „ sent point entreprendre cette route
 „ avant le 8 Octobre suivant, tant à cause
 „ des vents contraires & inconstans, que
 de

(*) Ce convoi étoit parti du Sund pour l'Angle-
 terre les 10 & 11 Septembre, sous l'escorte
 de 5 fregates qui ont été ensuite employées
 ailleurs.

„ de quelque autre accident imprévu,
 „ afin d'empêcher & de prévenir la de-
 „struction totale de cette petite escadre,
 „ soit par l'Amiral Howe lors de son re-
 „tour de Gibraltar, soit par d'autres vais-
 „seaux ennemis supérieurs à ceux de
 „ l'Etat.“ — Cet avis, Monseigneur, dé-
 note assez que les inconvénients de l'en-
 voi d'une escadre à Brest, ne paroisoient
 pas à tout le monde aussi considérables
 qu'à Votre Altesse & qu'à ceux qui jouis-
 sent de sa confiance. Mais la clause de
quelqu'accident imprévu pouvoit bien indi-
 quer un *accident* ou plutôt des prétextes,
 qui n'étoient déjà que trop prévus. Quoi-
 qu'il en soit, le reste de l'avis porte que
 l'on feroit remettre copie de cette résolu-
 tion, par le Greffier Fagel, à Mr. le Duc de
 la Vauguyon. Il roule ensuite sur l'impos-
 sibilité qu'il y avoit, que le reste des
 vaisseaux de l'Etat entreprît d'enlever seul
 le convoi de la Jamaïque, qui devoit
 être escorté par neuf gros vaisseaux &
 quelques frégates; sur les obligations que
 la république avoit à la France, sur l'in-

activité passée, occasionnée par la décadence de la marine, sur les efforts que l'on feroit pour se mettre en meilleure posture, & pour agir avec plus de succès la campagne de 1783; &, enfin, sur la demande que l'on feroit aux amirautes du nombre des vaisseaux, qu'elles pouvoient fournir au premier de Mars de la même année: tous objets, que l'on trouvera spécifiés plus au long ci-après dans la résolution définitive, que L. H. P. prirent le 3 Octobre au sujet de cette affaire.

V. „ Messieurs les députés des Provinces de Hollande & de West-Fries, de Frise & d'Overyssel, se rangèrent d'abord à cet avis. Mais ceux des autres provinces s'engagèrent à s'expliquer ultérieurement à ce sujet. — Autre mauvais augure.

VI. „ Mr. le Duc de la Vauguyon remit le lendemain 26 à Mr. de Randwyck, député de la Province de Gueldre

„ dre, une note, où il insistoit sur une
 „ réponse prompte & positive au mémo-
 „ ire qu'il avoit donné: il demandoit en-
 „ core que, vu *l'accélération & le mystère*,
 „ que cette affaire exigeoit, on n'en
 „ fit point un objet de délibération pour
 „ les seigneurs des provinces respectives.
 „ En conséquence, comme les députés de
 „ la Province de Hollande insistèrent de
 „ la façon la plus forte, dans les nouvel-
 „ les délibérations sur cette affaire à l'as-
 „ semblée des états-généraux, pour l'a-
 „ mener à une conclusion, & arrêter ainsi
 „ le rapport inséré plus haut (c'est l'avis
 „ de l'art. IV.), le député de Groningue
 „ se rangea de l'avis des députés de Hol-
 „ lande, de Frise & d'Overijssel; & l'on
 „ pria ceux des autres provinces de s'ex-
 „ pliquer sur ce sujet sans délai. —
 Les pressantes instances de l'ambassadeur,
 sa prière de ne point renvoyer cette af-
 faire aux délibérations des provinces, les
 égards dus au Roi son maître, le court
 espace fixé dans l'avis de l'art. IV., le
 temps qui s'écoulloit, le retour de Howe

que l'on craignoit, tout enfin devoit déterminer les députés des trois provinces à prononcer. Il ne s'agissoit que d'un *oui* ou d'un *non*; & ce *oui* ou ce *non* ne s'est pas dit. . . Ah! Monseigneur, que les pierres d'achoppement sont communes dans le cours de nos affaires!

VII. „ M. L'Ambassadeur de France „ revint le lendemain 27, de nouveau à „ la charge, & exigea une réponse dé- „ cisive, afin de pouvoir expédier ce „ jour-là même son courier & donner „ connoissance à sa cour du résultat des „ délibérations. Aussi les députés des „ des quatre provinces, qui s'étoient déjà „ déclarées, insisterent-ils pour termi- „ ner cette affaire à la pluralité, le plu- „ tôt possible & même ce jour-là; mais „ à la prière des députés des trois autres „ provinces, on remit cette conclusion au „ Lundi suivant 30, parceque ces Mes- „ sieurs attendoient vers ce temps-là ré- „ ponse de leurs commettans. — J'avoue, „ Monseigneur, que la nature de notre con- „ stitu-

stitution exige quelquefois des formalités qui occasionnent des lenteurs & des retardements inévitables: mais le cas n'existoit point ici; les motifs pour accorder la demande, ou pour la refuser, étoient simples & claires, & l'exemple, les instances des quatre provinces, qui s'étoient déclarées, étoient une preuve que les députés des trois autres pouvoient, sans inconvénient, se déclarer de même. — Mais comme les motifs de l'accord sembloient l'emporter sur ceux du refus, ceux à qui l'expédition ne plaisoit pas étoient enchantés que l'affaire traînât en longueur. Aussi, dès ce moment là, les personnes éclairées ne purent s'empêcher de croire, que les menées ténébreuses, qui avoient traversé tant de fois nos intérêts pendant cette guerre, qui avoient fait échouer nos desseins, nos projets, nos opérations, auroient encore lieu ici; & elles prévirent, que malgré le consentement, que L. H. P. pourroient donner à cette expédition, quelque obstacle

stacle qu'on tenoit sous la main la feroit,
échouer.

VIII. V. A. passe ensuite aux ordres qu'elle a donnés le 30, au Vice-Amiral Hartsink de ravitailler les vaisseaux pour 4 mois, & à la confidence qu'elle lui fit le même jour, que L. H. P. pourroient bien prendre, le 1 ou 2 Octobre, la résolution d'envoyer 10 vaisseaux à Brest. C'est sur quoi je reviendrai ci-après ; ensuite elle continue ainsi : „ La nouvelle, „ que nous communiqua Mr. Backer, „ secrétaire de l'amirauté d'Amsterdam, „ fit retarder la conclusion de cette affai- „ re jusqu'au 3 Octobre. Le 30 Septem- „ bre, il nous envoya l'extrait d'une Let- „ tre de Paris, en date du 24, adressée „ à une grande maison de commerce à „ Amsterdam, à qui l'en marquoit, que „ l'Amiral Howe ayant été assailli d'une „ violente tempête sur la côte de la Bré- „ tagne, & ayant perdu plusieurs de ses „ vaisseaux de transport, n'iroit point à „ Gibraltar. Le lendemain nous commu- „ ni-

» niquames cette lettre au comité se-
 » cret, & cette nouvelle, jointe à celle
 » de la destruction des batteries flottan-
 » tes employées pour le siège de Gibral-
 » tar, que Mr. de Berckenrode avoit don-
 » née, fit naître une nouvelle résolution
 » qu'on rendit commissoriale avec les ami-
 » rautés. Enfin, la commission porta son
 » avis le 2 Octobre à l'assemblée de L. H.
 » P., & le 3 il fut converti en résolu-
 » tion formelle. — Monseigneur, cet-
 te nouvelle annoncée par le secrétaire
 Backer, étoit en elle-même un motif
 fort insuffisant pour contribuer à faire
 trainer la conclusion de l'affaire jusqu'au
 3 Octobre. Si l'Amiral Howe eut effuyé
 un pareil désastre sur la côte de Bréta-
 gne, la nouvelle n'en seroit pas d'abord
 venue à la Haye par le moyen d'un Pa-
 risien qui l'écrivit le 24 à une maison de
 commerce d'Amsterdam, & ensuite par
 le moyen de Mr. Backer, qui l'envoya le
 30 d'Amsterdam à Votre Altesse. Le mi-
 nistere françois eut été instruit du désastre
 de Howe avant le Parisien : la nouvelle
 eut

eut été portée à la Haye par un courrier extraordinaire , & ce courrier y seroit peut-être arrivé avant que la lettre du Parisien ne fût partie de Paris. D'ailleurs, quand même M. Howe eut perdu quelques transports sur la côte de Bretagne, qui avoit dit au Parisien que cet Admiral seroit retourné pour cela en Angleterre? Avoit-il assisté au conseil de guerre , que Howe pouvoit avoir tenu pour prendre cette résolution? Le vrai de tout cela, Monseigneur, est que, du 13 au 19 Septembre , il fit de gros tems dans l'Océan; que quelques navires françois & étrangers firent naufrage sur la côte de Bretagne; & que, comme l'on avoit rencontré le 15 la flotte angloise à 60 lieues à l'ouest des Sorlingues, quelques têtes chaudes en avoient conclu que ses transports étoient venus périr sur cette même côte & que son voyage de Gibraltar n'auroit pas lieu. Mais, sans m'arrêter à ces rapports , le silence du ministere françois, durant les six jours que la nouvelle du Parisien avoit mis pour parvenir à la

Haye,

Haye, étoit d'un tout autre poids que cette nouvelle; & V. A. pouvoit sans inconvénient se dispenser de faire à cet égard des démarches qui ne pouvoient que retarder la conclusion de l'affaire. Enfin, Monseigneur, permettez-moi encore un mot sur ce point. Avant de nous dire que V. A. reçut la lettre de M. Backer le 30; qu'elle ne la communiqua que le lendemain 1^{er}. Octobre au comité secret des Etats généraux; que cette lettre jointe à la nouvelle des *batteries flottantes* fit naître une nouvelle résolution, qu'on rendit commissoriale avec les amirautes; & que la resolution formelle ne fut prise que le 3 — avant, dis-je, de rapporter tout cela, Votre Altesse avoit dit que le 27, à la priere des députés des trois provinces qui ne s'étoient point déclarées, l'on avoit remis la conclusion de l'affaire au 30. Est-il possible qu'une lettre qui ne fut communiquée que le 1^{er}. Octobre au comité secret, ait pu contribuer à faire retarder une conclusion qui devoit avoir eu lieu la veille? Est-

ce que le 30 de nouveaux obstacles avoient fait échouer cette conclusion? Hélas, oui: Mais les rédacteurs de votre mémoire n'ont pas trouvé à propos de nous dire, quelle fut la nature des obstacles de ce jour-là. . . .

Quant à la nouvelle de la destruction des batteries flottantes, laquelle n'étoit que trop véritable, elle ne pouvoit avoir aucune influence sur la résolution que l'on devoit prendre d'envoyer, ou non, une escadre à Brest. Car, quand même l'Amiral Howe l'eut apprise, il n'en auroit pas moins poursuivi son chemin, parcequ'il n'étoit point prouvé que les batteries flottantes fussent le seul moyen que les assiégeans avoient pour réduire Gibraltar; parceque cette place devoit être très nécessairement ravitaillée, que les munitions de guerre s'épuisoient, & que la garnison avoit grand besoin d'être renforcée. En un mot, l'issue heureuse ou malheureuse du siège n'avoit en elle-même aucun rapport au voyage de nos vais.

vaisseaux à Brest, ni aux opérations que ces vaisseaux, réunis à ceux des françois, pouvoient faire dans le moment présent ou dans la suite. Je trouve tant de singularités, tant d'inconséquences dans l'histoire que les rédacteurs de votre mémoire nous donnent de cette affaire, que je perdrois courage de les relever, s'il n'étoit nécessaire de faire voir comment on fait usage de tout pour parvenir à ses fins.

Mais, Monseigneur, si, depuis le 21 Septembre jusqu'au 1er Octobre, c'est-à-dire depuis que l'ambassadeur de France avoit fait sa demande, & pendant que le comité dénommé avec les amirautes étoit occupé à former des avis, & que L. H. P. déliberoient sur cette demande, Mrs, Hartsink & van Kinsbergen étoient partis pour aller au devant du convoi de Dröntheim, à quoi donc auroient aboati tant de soins, tant de peines & de dé-marches? Votre Altesse se souvient sans doute que vers le milieu du mois de

Septembre, ces deux Messieurs avoient formé le plan d'aller à la rencontre de ce convoi; le second, avec une petite escadre de vaisseaux de 50 canons & quelques frégates, & le premier, qui devoit soutenir cette escadre, avec les gros vaisseaux. Votre Altesse se souvient qu'à près avoir approuvé ce plan, elle donna ordre, le 19 du même mois, à ces officiers de mettre à la voile au premier vent favorable; & qu'en conséquence M. Hartsink auroit mis en mer le 22, si le vent, qui avoit été bon le 21, ne fût venu à changer. Elle se souvient encore que M. van Kinsbergen tenta aussi de mettre à la voile avec sa petite escadre, mais que des vents impétueux l'en ont empêché. Votre Altesse se souvient enfin qu'elle n'a aucunement révoqué cet ordre, après ce tems, & que ce ne fut que le 1 Octobre que le vice-amiral Hartsink, après la réception de votre lettre du 30 Septembre, pour le ravitaillement des vaisseaux, imagina que l'ordre susmentionné cessoit & rappella M.

van

Kinsbergen de la frégate l'*Argo* que ce dernier montoit, toujours dans l'intention de partir avec son escadre au premier moment favorable. Or, Monseigneur, si cela étoit arrivé, à quoi auraient abouti ces soins, ces peines dont j'ai parlé plus haut? ... à rien A qui en auroit-on attribué la faute? ... à Votre Altesse ; car, en sa qualité d'amiral-général, elle devoit savoir qu'à chaque instant un vent heureux pouvoit faire mettre à la voile ces deux escadres, ou du moins l'une des deux: Elle devoit s'attendre à chaque moment à en recevoir la nouvelle; & dans cet état des choses, elle souffroit tranquillement qu'un comité nommé par les Etats-généraux, que les amirautes, que L. H. P. même ainsi que l'ambassadeur de France, passassent leur tems, les premiers à former des avis, L. H. P. à delibérer, l'ambassadeur à solliciter, à espérer, pour apprendre ensuite tout-à coup, que l'affaire étoit finie par le départ des vaisseaux. Votre Altesse auroit-elle oublié de faire

ressouvenir L. H. P. de la possibilité de ce départ? ou n'auroit-elle pas pensé à suspendre, du moins pour quelques jours, l'ordre qu'elle avoit donné aux amiraux? Si l'une ou l'autre de ces choses n'est pas tombée dans son esprit, je puis m'écrier: *Quel amiral-général avons-nous?*... Mais si Votre Altesse, s'en étant souvenue, n'a rien fait de cela je n'ai plus rien à dire.

Enfin la commission (établie pour examiner la nouvelle de M. Backer & celle de la destruction des batteries flottantes) porta son avis le 2 Octobre à l'assemblée générale, & le 3 il fut converti dans la résolution formelle que voici:

Du Jeudi 3 Octobre.

„ Délibéré par résumption sur le rapport de Mrs. de Randwick & autres députés de L. H. P. pour les affaires de la marine, qui ont examiné, en vertu de leur résolution commissoriale du 23 Septembre & conformément à celle,

„ celle, ce qui avoit été communiqué le
 „ même jour à Mrs. les députés de L.
 „ H. P. par S. A.; savoir: *Qu'elle avoit*
 „ *reçu de la part de M. l'ambassadeur de*
 „ *France deux mémoires (qu'elle a remis*
 „ *en même tems) & qu'elle avoit jugé de*
 „ *son devoir de les communiquer à eux*
 „ *Mrs. les députés, avec priere de l'infor-*
 „ *mer des intentions de L. H. P. relati-*
 „ *vement à ce qui est requis dans le dit*
 „ *mémoire par la cour de France; savoir,*
 „ *qu'il soit envoyé d'abord dix vaisseaux de*
 „ *guerre de la république à Brest, pour*
 „ *se réunir aux vaisseaux du Roi dans ce*
 „ *port, d'où, si L. H. P. le jugeoient à*
 „ *propos, ils pourroient protéger sans dan-*
 „ *ger les moyens de défense de leurs éta-*
 „ *blissemens, particulièrement ceux qui sont*
 „ *situés en Asie, ou bien bloquer, de con-*
 „ *cert avec les vaisseaux que S. M. Très*
 „ *Chrétienne a ou aura à Brest, la partie*
 „ *occidentale ou méridionale de l'Angleter-*
 „ *re, intercepter ses convois & porter dom-*
 „ *mage à son commerce. — „ De même*
 „ *qu'à l'égard de la proposition qui a été*

G 3 „ faite

„ faite en même tems à S. A.: „ D'envoyer
„ sans délai le reste de l'escadre de la ré-
„ publique au delà de la Manche (c'est à
„ dire vers le Nord de l'Angleterre,) pour
„ tâcher d'intercepter un convoi très riche,
„ qu'on assuroit être parti de la Jamaïque
„ au commencement d'août, sous la con-
„ duite de l'Amiral Rodney,“ vu que S.
„ A. avoit cru ne pouvoir prendre sur
„ elle une affaire de si grande importan-
„ ce, & qui pourroit avoir tant de sui-
„ tes, sans savoir préalablement ce que
„ L. H. P. jugeoient à propos à cet
„ égard: “

„ Pris aussi les considérations & l'avis
„ des colléges respectifs d'amirauté pré-
„ sents ici: a été trouvé bon & arrêté:
„ Que Son Altesse sera remerciée des ou-
„ vertures qu'elle a données: De plus,
„ qu'attendra que l'ordre que S. A. avoit
„ donné pour intercepter le convoi enne-
„ mi de la Baltique, n'a pu s'exécuter
„ à tems, elle sera priée de vouloir dé-
„ signer le plutôt le mieux un Officier-
„ géné-

„ général avec cinq vaisseaux de 60 canons, trois de 50, une frégate de 36 & une de 24, & un cutter ou aviso, & les faire détacher par le Vice-Amiral Hartsink à Brest, afin d'y hiverner & d'y attendre des ordres ultérieurs d'ici; ou de faire, en combinaison avec une escadre françoise, telle expédition dans les mers de l'Europe, que le dit Officier-général, de concert avec l'Officier-commandant à Brest, pourroit juger avantageuse; bien entendu néanmoins, qu'on devra tenir le dit ordre de S. A. S. comme non avenu, lorsque, par des vents continuallement à l'Ouest ou variables, ou par quelqu'accident imprévu, les vaisseaux de la république seroient détenus & empêchés de poursuivre le susdit voyage avant le 8 Octobre prochain, afin qu'il ne soit point donné occasion à l'Amiral Howe, à son retour de Gibraltar, ou à quelque autre force supérieure, d'intercepter cette petite escadre & de la détruire: Que de plus, il sera remis

„ copie de la présente résolution, par
 „ le Gressier Fagel, à M. le Duc de
 „ la Vauguyon, en y ajoutant, que le
 „ projet d'intercepter le convoi ennemi en
 „ question (lequel suivant les informations
 „ qu'on en a, sera protégé au moins par
 „ neuf gros vaisseaux & par quelques fré-
 „ gates) est jugé impraticable pour les for-
 „ ces présentes de la république seules &
 „ séparément; mais que L. H. P. sont fort
 „ sensibles, tant aux dispositions favorables
 „ de S. M., manifestées de nouveau par le
 „ dit mémoire, qu'à l'assistance réelle &
 „ fidelle, qu'elle a prêtée durant le cours de
 „ la présente année & de la précédente, à
 „ cet Etat en général & à ses colonies en
 „ particulier; & qu'en même tems elles
 „ peuvent assurer S. M. que comme il faut
 „ attribuer à la profonde décadence de la
 „ marine, que de ce côté-ci l'on n'ait pu
 „ coopérer plus efficacement à porter dom-
 „ mage à l'ennemi ou à couvrir les possessions
 „ de l'Etat, l'on ne cessera de faire tous les
 „ efforts possibles pour se mettre enfin en
 „ meilleure posture & pour tenir tête à
 „ l'en-

„ l'ennemi commun avec plus de vigueur ;
 „ auquel effet, il leur sera très agréable
 „ de pousser aussi l'année prochaine les opé-
 „ rations de guerre à forces combinées &
 „ d'un commun accord : Enfin que dans
 „ les mêmes vues, il sera écrit aux col-
 „ léges respectifs d'amirauté & qu'il leur
 „ sera ordonné, comme il leur est ordon-
 „ né par la présente, d'accélérer autant
 „ que possible les travaux pour les con-
 „ structions & les équipemens, & d'in-
 „ former L. H. P. de ce qui a été fait
 „ à cet égard par eux durant le cours de
 „ la présente année, & quels vaisseaux
 „ pour chacun de leurs ressorts, pour-
 „ ront être convenablement équipés &
 „ pourvus de tout le nécessaire, afin d'être
 „ prêts à servir la république & à met-
 „ tre en mer vers le 1 Mars 1783.

IX. Indépendamment de cette résolu-
 tion, L. H. P. en formerent une autre
 le même jour par laquelle V. A. étoit
 requise d'enjoindre aux officiers qui com-
 mandoient l'escadre, de se régler sur les

instructions suivantes — „S'il leur revient des informations positives ou du moins vraisemblables, du retour de la flotte de l'amiral Howe, ou de telle autre dont la supériorité dût mettre les vaisseaux de l'Etat faisant route pour Brest, en danger de succomber & d'être enlevés; ou bien si dans la traversée le vent devenoit contraire ou trop variable pour continuer prudemment le voyage : dans toutes ces suppositions l'escadre devoit faire voile directement vers les côtes de l'Angleterre, afin d'y intercepter encore les vaisseaux de la Baltique qui avoient relâché à Yarmouth ou à Hull & qui devoient par tir pour la Tamise ou pour les autres ports de leur destination, & de tâcher par ce moyen ou par tout autre qui sembleroit convenable, de procurer au convoi de Drontheim une plus forte escorte pour assurer son retour.“ — Les Etats-généraux formerent cette seconde résolution sur l'avis qui leur avoit été remis par le comité nommé le 1^{er} du mois

mois avec les amirautes pour examiner les incidens que la nouvelle de M. Backer & celle de la destruction des batteries apportoient à l'affaire. Mais l'importance, la diversité, l'étendue des occupations de L. H. P., leur confiance naturelle à cet avis, ne leur permirent point d'observer que les instructions que V. A. devoit donner aux officiers commandant l'escadre, pouvoient avoir d'autres suites que celles auxquelles on croyoit avoir pourvu: car dans le cas où le Comte de Byland eut reçu en route des informations positives du retour de l'amiral anglois, notre escadre risquoit *en faisant voile vers les côtes de l'Angleterre, afin d'y intercepter les vaisseaux de la Baltique, qui avoient relâché à Yarmouth & à Hull, & qui devoient partir delà pour la Tamise ou pour les autres ports de leur destination;* Notre escadre risquoit tout, dis-je, parceque M. Howe, à son approche ou à sa rentrée dans la Manche, auroit certainement appris la sortie & même la station de cette escadre, & auroit d'abord détaché ses

meil-

meilleurs voiliers pour l'attaquer ou lui couper sa retraite au Texel. Il n'y avoit donc uniquement que l'impossibilité de franchir la Manche par un vent contraire, qui pût autoriser notre commandant d'aller intercepter les vaisseaux de la Baltique qui se rendroient du Nord de l'Angleterre dans la Tamise ou ailleurs. Mais cette croisiere sur les côtes angloises auroit été inutile à l'égard de ces vaisseaux; car V. A. avoit appris depuis quinze jours par une lettre du capitaine van Beets datée d'Elfeneur le 10 Septembre, que ce jour-là même le convoi anglois étoit parti du Sund: On savoit à la Haye dès le 28, qu'il étoit arrivé le 19 au cap Flamborough; que le 20 une partie avoit déjà paru à la rade de Yarmouth, & que les jours suivans tous les vaisseaux avoient filé vers les lieux de leur destination. Ainsi, une escadre partie du Texel entre le 3 & le 8 Octobre, laquelle auroit été apprendre dans la Manche, ou à son entrée, le retour de l'Amiral Howe, ou y éprouver des vents contraires, seroit arrivée

rivée bien tard sur les côtes d'Angleterre pour y intercepter les vaisseaux susmentionnés, pour y intercepter un convoi, qui selon l'avis même donné le 25 Septembre par le comité dont je viens de parler, & selon la première résolution que L. H. P. formerent le 3 Octobre, n'étoit plus à intercepter; puisque cet avis & cette résolution portent en propres termes, comme on l'a vu ci-devant, que les ordres que V. A. a donné pour intercepter le convoi de la Baltique, n'avoient pu être exécutés à temps. Toutes ces contradictions, Monseigneur, & tant d'autres dont votre mémoire est rempli, me pétrifient. Enfin les vaisseaux dont notre escadre auroit pu s'emparer sur les côtes septentrionales de l'Angleterre, ne pouvoient être que quelques-uns de ceux du malheureux convoi de la Jamaïque, dont une partie devoit vraisemblablement arriver par le Nord de l'Ecosse. Le mémoire de la Cour de France le désignoit assez par la demande qui suivit celle des vaisseaux destinés pour Brest, & où L.

H.

H. P. étoient priées d'envoyer le reste de l'escadre de la république au delà de la Manche, pour intercepter un convoi très riche &c.; c'est à dire, de ce côté-ci de la Manche, vu que la demande ayant été dressée en France, il étoit naturel de parler ainsi, & qu'il étoit certain que les françois ne nous demandoient pas deux escadres pour passer ce bras de mer. Quant à l'approche ou au refour d'autres forces ennemis, dont la supériorité auroit dû mettre les vaisseaux de l'Etat faisant route pour Brest, en danger de succomber ou d'être enlevés, si ceux-ci n'avoient pris le parti de faire voile vers les côtes d'Angleterre; ces forces n'auroient pu être que les neuf vaisseaux que l'on attendoit avec le convoi de la Jamaïque. Mais l'extrême délabrement où ces vaisseaux se trouvoient à leur départ de cette île, étoit connu ici ainsi qu'ailleurs. Dans cet état déplorable, où le corps des bâtimens tenoit à peine ensemble, ou les agrès hachés, brisés dans les combats, étoient encore usés & pourris par le tems, où les équipages n'étoient

toient composés que de convalescens, de valétudinaires & d'invalides, aidés par quelques prisonniers; dans cet état cruel, dis-je, un rien devoit retarder la marche de quelques-uns de ces vaisseaux; un rien devoit en faire dévoyer d'autres, tandis que le reste, en avançant de son mieux, auroit tâché de gagner quelque port d'Irlande ou d'Angleterre, ou même d'Ecosse, ainsi qu'il étoit arrivé en 1781. Tout, en un mot, empêchoit que ces vaisseaux ne marchassent également & qu'ils n'arrives-sent en corps d'escadre en Angleterre. Ainsi nos forces avoient plus à gagner qu'à craindre de ce côté - là. (*)

X. „ Dans cette même résolution, l'on
„ nous prioit encore de communiquer aux
„ officiers commandans la lettre de M. de
„ Ber-

(*) Je rappellerai ici le malheureux sort de la plus part de ces vaisseaux: deux se trouvant hors d'état de continuer leur route, relâcherent avec des peines incroyables, l'un à la Jamaïque & l'autre à Halifax. Cinq périrent en chemin, & deux arriverent successivement en Europe.

„ Berkenrode. „ — C'est la lettre qui annonçoit la destruction des batteries flottantes; évenement qui, comme je l'ai fait voir, n'avoit & ne pouvoit avoir aucun rapport à l'expédition de Brest. Donc il étoit très inutile de communiquer cette lettre à des officiers qui avoient déjà des raisons ou des prétextes de rester pour s'exempter de faire un voyage qui ne leur plaisoit pas — „ Ainsi que toutes les pieces qui pouvoient être relatives à cette affaire; afin que ces officiers se conduisissent à cet égard comme ils le jugeroient convenable. „ — C'est aussi de cette maniere qu'ils se sont conduits.

XI. „ Munis de ces résolutions, nous dépechâmes le même jour par un expédition qui se tenoit prêt, nos ordres & une lettre que nous avions préparés d'avance, au vice-amiral Hartfink. — Voici la première marque d'activité que je trouve depuis le commencement de cette affaire. Dieu veuille conduire cet expès à bon port. Mais, Monseigneur,

seigneur, pourquoi la lettre dont cet exp-
rès étoit chargé, ne se trouve-t-elle
point parmi les pieces justificatives de
votre mémoire? Pourquoi les autres let-
tres que V. A. a encore écrites au Texel,
au sujet de l'expédition de Brest, & cel-
les qu'elle en a reçues sur le même su-
jet, ne s'y trouvent-elles point non plus?
Il est étonnant que celle de toutes nos
expéditions manquées qui a fait le plus
de bruit & qui a le plus besoin de jus-
tification, soit l'unique, touchant laquelle
on ne rencontre dans les pieces justifica-
tives aucune copie d'*ordres* ou d'*instruc-
tions*, données par Votre Altesse, aucune
copie de réponses ou d'*avis* reçus de nos
généraux &c.; tandis que d'ailleurs cette
compilation est farcie de pieces inutiles
& dont la futilité va quelquefois jus-
qu'au ridicule. — „ De concert avec
„ Leurs Hautes Puissances & sous leur
„ approbation, nous désignames pour com-
„ mander le détachement de Brest, le
„ vice-amiral Comte de Byland “ — qui
galopoit alors du Texel à la Haye pour

y apporter une sentence rendue contre un lieutenant; message bien important & nécessaire pour un Vice-Amiral. — „ Et nous „ ordonnames à M. Hartsink de ranger „ sous le commandement de cet officier „ cinq vaisseaux de 60 canons, savoir „ l'*Amsterdam*, le *Prince-Frédéric* & le „ *Kortenaar*: Pour les deux autres, nous „ laissâmes au Vice-Amiral le choix en- „ tre *l'Union*, *l'Amiral-Ruiter* & *l'U-* „ *trecbt*: En outre trois vaisseaux de 50, „ *le Goes*, *la Princesse-Louise* & *le Bata-* „ *ve*; la frégate *la Brille* de 36, & *la Ve-* „ *nus* de 24. — J'ai déjà fait voir à l'article VIII, que si depuis le 21 Sep- tembre jusqu'au 1 Octobre, le vent eut permis à Mrs. Hartsink & van Kinsber- gen de mettre en mer, V. A. auroit été dispensée de faire cette désignation.

XII. „ Nous ordonnames au Vice-Ami- „ ral Hartsink, de faire sortir avec ce dé- „ tachement le vaisseau le *Rhinland* & „ & la frégate *la Cour de Souburg*, qui „ étoient destinés pour les Indes-Occi-

IX „ den-

„ dentales. — La Cour de Souburg n'étoit point avitaillée, & ce défaut fut la première cause que ces deux vaisseaux n'ont pu partir avant le 10 Décembre. — „ Comme les vaisseaux du Vice-Amiral de Byland devoient passer l'hiver hors du pays, nous enjoignimes „ encore de faire remplacer, de concert „ avec le Général van der Hoop, s'il se „ trouvoit au Helder, les détachements „ de notre Régiment Orange-Gueldre, „ dispersés sur quelques-uns de ces vaisseaux, par des matelots tirés des navires qui ne feroient point le voyage „ de Brest. — Bonne disposition, Monseigneur, si elle avoit été nécessaire — „ & „ l'on devoit placer ce détachement sur „ les vaisseaux & les frégates, destinés „ à croiser dans la mer du Nord pour „ protéger le commerce de la république, „ que. — Protéger le commerce à l'entrée de l'hiver ! Cette protection feroit venue plus à propos six mois auparavant.

XIII. „ Enfin, nous ordonnamés au
 „ Vice-Amiral de faire sortir pour la
 „ mer du Nord tous les autres vaisseaux
 „ équipés, afin de fortifier & de rame-
 „ ner, s'il étoit possible, le convoi de
 „ Bergen (*) & du Kattegat, ou de ten-
 „ ter telle autre expédition qui paroi-
 „ troit nécessaire à lui Vice-Amiral &
 „ à ses officiers généraux, pour protéger
 „ le commerce de la république, & por-
 „ ter dommage à l'ennemi. Nous lui
 „ donnâmes un plein-pouvoir sur tous
 „ ces objets, en lui permettant d'escor-
 „ der le détachement du Comte de By-
 „ land jusqu'à une certaine hauteur, ou
 „ même jusques dans la Manche. —
 Monseigneur, tous ces ordres pompeux ne
 pouvoient que faire faire au Vice-Amiral
 Hartsink une parade inutile & peut-être
 dangereuse. Le convoi de Norwége
 n'avoit pas besoin de renfort : L'Argo
 seule, ou accompagnée d'une autre fré-
 gate,

(*) C'est celui de Dronheim, qui étoit arrivé
jusqu'à Bergen en Norwége.

gate, suffisoit pour chercher celui de Kattegat ; & l'escadre de Brest pouvoit se passer d'escorte. Il ne reste donc que l'article de *porter dommage* à l'ennemi : Mais pour porter ce dommage, il falloit que Mr. Hartsink pût établir sa croisière dans la mer du Nord ; & depuis plusieurs jours, selon que le mémoire de V. A. le rapporte en divers endroits, tous les pilotes du Texel ne cessaient de crier au Vice-Amiral, qu'il étoit très dangereux d'exposer en cette saison de gros vaisseaux dans cette mer. . . S'il m'est permis de faire ici une légère digression, je demande : Comment l'on peut accorder avec ces avis alarmants, ces ordres & l'inutile & funeste croisière que le Contre-Amiral van Kinsbergen entreprit le 10 Octobre, avec des vaisseaux de 60 canons ; tandis qu'au mois de Septembre il trouvoit mieux & plus sûr de sortir avec des vaisseaux de 50 ? — Comment l'on peut accorder avec les craintes & les prédictions de ces pilotes, & avec l'impossibilité où les anglois étoient de ras-

sembler une escadre aux Dunes, les ordres de sortir, que V. A. réitera jusqu'au 20 suivant à l'Amiral Hartsink, & le dessein que ce dernier avoit de renforcer d'une seconde escadre celle qui étoit sortie le 10? En l'année 1782, la mer du nord paroissoit donc à V. A. & à la plupart de nos généraux moins dangereuse qu'en 1781, où, le 28 Août, Mr. Hartsink vous écrivoit, que la saison étoit déjà trop avancée pour aller chercher les vaisseaux de Drontheim? où, le 22 Septembre, le Contre-Amiral van Braam & dix capitaines trouvoient qu'il étoit absolument trop tard & trop hasardeux d'accorder un convoi aux navires marchands, qui, après avoir attendu tout l'été, vouloient se rendre dans la Baltique? où, le lendemain 23, le Vice-Amiral Hartsink confirma l'avis du Contre-Amiral & de ses capitaines? où, le 25, les Vice-Amiraux Reynst & Zoutman, ainsi que les Contre-Amiraux Dedel & van Kinsbergen approuvèrent ces mêmes raisons? où, le 6 Octobre suivant, les députés des

amirau-

amirautes confirmèrent encore la même chose? . . . Mais en 1781, l'on avoit ses raisons pour parler ainsi; & en 1782, on avoit des raisons d'agir autrement.

XIV. „ Avec cette lettre (adressee „ au Vice-Amiral Hartsink) nous en ex- „ pédiames une autre au Comte de By- „ land, pour lui apprendre sa nomina- „ tion au commandement du détachement, „ & pour lui communiquer nos inten- „ tions au sujet du vaisseau le *Rhinland* „ & de la frégate la *Cour de Souburg*, „ navires destinés pour les Indes - Oc- „ dentales & que nous voulions faire „ sortir en même tems, comme nous „ l'avons dit plus haut. A ces instructions „ nous ajoutâmes encore ce qui suit:“ „ Je vous envoie ci-joint copie des deux „ résolutions, arrêtées aujourd'hui à ce „ sujet par L. H. P., & je n'ai d'autres „ instructions à vous donner que celle „ de vous conformer ponctuellement à „ la teneur de ces résolutions. Dieu veu- „ le bénir les armes de la république,

„ „ „ couronner votre expédition d'un heu-
 „ „ „ reux succès & ramener bientôt dans
 „ „ „ dans nos ports les vaisseaux de l'Etat,
 „ „ „ couverts de gloire & d'honneur! „ „ —
 Ces vœux sont louables. Monseigneur;
 mais l'événement ne tarda point à faire
 voir qu'ils étoient inutiles. . . . Hélas!
 nous avons fait tant de vœux pendant
 cette guerre; nous avons si souvent im-
 ploré la bénédiction du ciel sur nos ar-
 mes, que l'Europe étonnée ne favoit, qui
 l'emporteroit des deux, ou notre obstina-
 tion à prier, ou notre opiniâtréte à ne rien
 faire. Dieu qui entendoit l'un & voyoit
 l'autre, nous a fait une grande grace de
 ne point nous faire sentir tout le poids
 de son indignation. Il pardonna sans doute
 aux coupables en faveur des innocents.

XV. „ Mr. Hartsink ne reçut que le
 „ 5 Octobre les ordres, dont nous venons
 „ de faire mention, le courrier n'ayant
 „ pu sortir plutôt du *Nouveau-Dieppe*, à
 „ cause des vents orageux qui régnnoient
 „ alors. „ — Le vent nous a joué tant de
 „ tours

heu-
dans
Etat,
“—
neur;
faire
elas!
dant
im-
ar-
qui
ina-
rien
voit
de
ids
ute
s.
le
ons
nt
à
nt
de

tours pendant cette guerre, que, s'il étoit un être moral, je ne pourrois m'empêcher de dire qu'il a été un des plus déterminés anglomanes qui eussent croisé nos desseins, depuis le commencement des troubles jusqu'à ce jour. Cependant on pouvoit se passer ici de son secours; s'il avoit permis au courrier de remettre ses dépêches le 4, l'affaire n'auroit pas moins eu l'issu qu'elle a eue.

Causes, ou Prétextes qui ont empêché l'effet de la résolution de Leurs Hautes Puissances.

Après avoir rapporté tout ce que le mémoire de V. A. dit s'être passé pour décider l'expédition de Brest, & pour faire parvenir aux Vice-Amiraux Hart-sink & Byland les ordres & les instructions donnés à cet égard, il est à propos d'exposer les causes ou les prétextes, qui, selon le même mémoire, ont empêché cette expédition.

XVI. „ A la réception de notre let.
 „ tre, Mr. Hartsink assembla à son bord
 „ tous les capitaines des vaisseaux de
 „ ligne, destinés pour cette expédition
 „ (le Comte de Byland & le Contre-Ami-
 „ ral van Hoey étoient absents) Il leur
 „ apprit le but & le lieu de leur destina-
 „ tion, & s'informa d'eux, si leurs vais-
 „ seaux étoient en état de remplir cette
 „ mission. — Cette demande du vice-
 amiral aux capitaines paroît naturelle, si
 on la considere comme une maniere de
 communiquer simplement à ces derniers
 les ordres de L. H. P.; mais, hors de là,
 elle paroîtra des plus singulières & même
 des plus étonnantes, vu la connoissance
 parfaite qu'il avoit, & qu'en qualité de
 commandant en chef il devoit avoir de
 l'état & des besoins des vaisseaux, qu'il
 commandoit & qu'il avoit sous les yeux
 depuis longtems; état, besoins, qu'il
 devoit connoître par le tems qu'il fa-
 voit que ces vaisseaux étoient en com-
 mission, par les croisières qu'ils avoient
 faites, par les accidents qu'ils avoient
 effu-

essuyés, par les réparations qu'on leur avoit données, par les agrès, munitions, fournitures qu'ils avoient reçus; par la saison où l'on étoit, par la communication que le loisir lui permettoit d'avoir journellement avec ses capitaines, ou du moins avec le commandant particulier de la rade, qui, d'ailleurs, lui remettoit régulièrement les rapports hebdomadaires de l'état de chaque vaisseau, & de son équipage; état, besoins, dis je, qu'il devoit connoître par les informations particulières qu'il est convenable qu'un général fasse de tems à autre, pour découvrir s'il ne se glisse nulle part quelque négligence, & enfin par l'obligation où il est de savoir en tout tems, jusqu'à certains détails, l'état des forces qu'il commande, non seulement pour le service d'un reste de campagne, qui paroît devoir bientôt finir, mais aussi pour l'emploi fortuit d'un ou de plusieurs vaisseaux à quelque expédition inattendue, ainsi que pour tous les événements qui pourroient obliger de prolonger les opérations

En

En laissant même à part toutes ces considérations, cette demande que le Vice-Amiral Hartsink fit le 5 Octobre aux capitaines, paroîtra encore très-étonnante, si l'on fait attention, que le 1 du même mois, après qu'il eut reçu la lettre de Votre Altesse, qui lui ordonnoit de faire ravitailler pour quatre mois & sans aucun délai les vaisseaux du Texel, & qui lui annonçoit que le même jour, ou le 2 Octobre, L. H. P. pourroient bien prendre la résolution d'envoyer dix de ces vaisseaux à Brest, il se contenta de faire passer cet ordre aux capitaines, par le moyen d'un officier de chaque vaisseau, qu'il fit venir à son bord pour cet effet; & il ne prit en cet instant aucune précaution pour subvenir aux autres besoins que les vaisseaux pouvoient avoir. Le 1 Octobre, Mr. Hartsink étoit donc certain que, pour aller à Brest, les vaisseaux n'avoient de besoins que celui d'être ravitaillés; ou il n'étoit pas certain de cela. S'il étoit certain de cela, pourquoi les capitaines déclarerent-ils le 5, que ces besoins mettoient

toient leurs vaisseaux hors d'état de faire l'expédition? Pourquoi déclara-t-il lui-même le 7, avec les autres officiers-généraux, que ces mêmes besoins rendoient l'expédition impossible? Si au contraire, il n'étoit pas certain de cela, pourquoi attendit-il jusqu'au 5 Octobre pour faire aux capitaines la demande dont je viens de parler? La confidence, que V. A. lui faisoit de la résolution que L. H. P. pouvoient prendre le 1 ou 2 Octobre, ne devoit-elle pas lui faire penser, que les vaisseaux pouvoient manquer de toute autre chose que de vivres, & que dans la circonstance où il se trouvoit, le moindre de ses devoirs étoit de s'informer provisionnellement de l'état & des besoins ultérieurs des vaisseaux? Ne sentit-il pas alors, enfin, que le ravitaillement ne seroit de rien en ce cas, si l'on ne se mettoit à même de pourvoir au reste? Une telle conduite seroit inconcevable en tout autre, qu'en un homme qui s'est trouvé pendant deux ans à la tête d'une flotte sans avoir vu, & peut-être sans avoir

cher-

cherché à voir de quelle couleur étoit le pavillon de l'ennemi. Tout ceci, Monseigneur, me conduit naturellement à une autre question, que je vais discuter aussi, car le point que je traite ici, est susceptible d'être envisagé sous bien des faces.

En ordonnant, le 30 Septembre, au Vice-Amiral Hartsink, de faire ravitailler pour 4 mois les vaisseaux du Texel, & en lui communiquant en même temps, que L. H. P. pourroient bien prendre, le 1 ou 2 Octobre, la résolution d'envoyer dix de ces vaisseaux à Brest, V. A. ordonna à cet officier-général de faire les *autres dispositions nécessaires pour cette expédition*, ou elle ne l'ordonna point. Si elle ordonna telle chose, pourquoi Mr. Hartsink, en enjoignant, le 1 Octobre, aux capitaines de se fournir de vivres, ne leur enjoignit-il pas aussi de pourvoir aux autres besoins de leurs vaisseaux ? pourquoi attendit-il jusqu'au 5 Octobre pour leur demander si leurs vaisseaux étoient en état de remplir la mission pour laquelle on veoit

moit de les destiner ? Si au contraire, V. A.
n'ordonna rien de semblable, ainsi qu'il
paroît dans son mémoire & dans le ver-
bal du Vice-Amiral, pourquoi est-il dit
dans la lettre qu'elle adressa le 29 Octo-
bre aux états de Frise, qu'elle l'avoit or-
donné ? Car on ne peut entendre autre-
ment les passages suivants, extraits de la
même lettre. — „ En conformité de la
„ résolution de L. H. P. (du 3 Octobre)
„ nous avons envoyé le même jour par
„ exprès les ordres nécessaires, dans la
„ ferme attente qu'ils seroient remplis
„ à la lettre, comme dans la même vue
„ nous avions aussi informé en secret (le
„ 30 Septembre) l'officier commandant, des
„ délibérations entamées au sujet de l'ex-
*„ pédition de Brest, *afin que dans l'inter-**
„ valle l'on pût faire, autant que possible,
„ les préparatifs nécessaires. “ — Cette fa-
çon de s'exprimer, Monseigneur, désigne
pleinement l'intention absolue de V. A.;
*& ces mots, *les préparatifs nécessaires*, dé-*
notent non seulement le ravitaillement
des vaisseaux, mais aussi toutes les choses,
dont

dont ces vaisseaux pouvoient avoir besoin pour l'expédition. Vers la fin de la même lettre, V. A. ajoute. — „ S'il peut y avoir de la négligence à cet égard, il auroit été agi contre notre intention & contre nos ordres réitérés, attendu que pendant les dites délibérations, (c'est à dire le 30 Septembre) l'officier-commandant a été averti de notre part de la possibilité qu'il y avoit, qu'il fût ordonné un tel détachement, & il lui a été enjoint en même tems d'avoir soin d'être en état d'obéir promptement. — Voila l'ordre clairement expliqué; & cet ordre comprend de chef le ravitaillement & tous les autres besoins de l'escadre. Le résumé de tout cela est donc que, si V. A. a donné un tel ordre, Mr. Hartsink est coupable d'une désobéissance punissable. Si elle ne l'a pas donné, celui qui a rédigé pour elle la lettre susdite, lui en a fait imposer aux Etats de Frise,

Mais

Mais, sans m'arrêter davantage à ce sujet, il s'agit de savoir ici, quelles sont les réponses que les capitaines ont faites à la demande du Vice-Amiral. Selon ce dernier, après qu'il eut communiqué à ces Messieurs l'objet de leur destination, ils répondirent, que leurs vaisseaux étoient hors d'état d'être employés à l'expédition arrêtée. Sur quoi, il se fit remettre leurs rapports ou déclarations respectives, (c'est à dire leurs réponses motivées & par écrit) qu'il envoya le même jour, par le Comte de Welderen, à Votre Altesse. Voici, Monseigneur, ces déclarations, telles qu'elles se trouvent dans votre mémoire.

XVII. *L'Utrecht*, de 60. — „ Le Capitaine van Braam, qui commandoit le vaisseau *L'Utrecht*, déclara, qu'il ne pouvoit mettre à la voile au moment même, attendu que, d'après des ordres antérieurs, il ne s'étoit fourni de vivres que pour jusqu'au dernier Octobre. A la vérité il avoit écrit à son solliciteur, lors de la

» réception des derniers ordres, qui lui en.
 » joignoient de se ravitailler encore pour
 » 4 mois; mais il ignoroit le temps précis,
 » où ces vivres lui seroient envoyés. Il pré.
 » voyoit cependant, que ce ne seroit point
 » sitôt, à cause de la grande quantité de bis.
 » cuit dont il avoit besoin & dont il ne se trou.
 » voit pas toujours des provisions suffisantes.
 » Il ajouta enfin, qu'il étoit indispensable de
 » savoir l'objet & le lieu de la destination ulté.
 » rieure de ce vaisseau, pour fixer en conse.
 » quence la quantité de munitions & d'aut.
 » tres choses nécessaires dont il faudroit se
 » pourvoir. "

Le Goes, de 50. — „ Le Capitaine
 „ Stavorinus, commandant le vaisseau le
 „ Goes, répondit : "

„ Qu'il manquoit 42 hommes à la liste
 „ de son équipage; qu'il avoit à bord 54
 „ malades, la plupart attaqués de la dys.
 „ senterie; maladie qui faisoit journalle.
 „ ment de nouveaux progrès: "

„ Qu'il

„ Qu'il n'avoit des vivres, que jusqu'au
 „ dernier Octobre, & que rien n'étoit plus
 „ incertain que l'époque précise, où il pour-
 „ roit recevoir les vivres qu'il avoit don-
 „ né commission d'acheter en Zélande, d'a-
 „ près les ordres du premier Octobre. Que
 „ son vaisseau n'étoit pourvu que de deux
 „ voilures d'avant, dont l'une ayant servi
 „ depuis le mois d'Avril, devoit nécessaire-
 „ ment être renouvelée, au cas que le vais-
 „ seau fût obligé de rester pendant long-
 „ temps loin de la république. "

La Princesse Louise, de 50. — „ Le
 „ Capitaine Comte de Rechteren, qui
 „ avoit sous ses ordres le vaisseau la Prince-
 „ sse Louise, déclara, que ce navire étoit
 „ en état d'entreprendre la route, mais
 „ qu'il n'étoit avitaillé que jusqu'au 31 Oc-
 „ tobre. En conséquence de l'ordre du pre-
 „ mier de ce mois, il avoit commandé de
 „ nouvelles provisions; mais, selon la ré-
 „ ponse de son jolliciteur, cet approvisionne-
 „ ment & la préparation du biscuit néces-
 „ saire

„ faire devoit emporter encore une quinzaine de jours.

„ D'ailleurs son vaisseau n'étoit équipt que pour un certain temps, à raison du plus ou moins de consommation qui se feroit des vivres. Il avoit besoin de deux gros cables, l'un pour l'ancre ordinaire, l'autre pour l'ancre d'affour, au cas que ce navire dût passer tout l'byver ailleurs que dans les ports de la république.

„ Du reste son vaisseau étoit en bon état fort bien calfaté. On l'avoit carené six ou sept mois auparavant; il ne s'y trouvoit aucun malade, mais il manquoit de bardes pour l'équipage. "

L'Union de 60. — „ Au rapport du Capitaine Comte de Welderen, son vaisseau l'Union étoit absolument hors d'état de servir à cette expédition. "

„ D'abord, il n'avoit de vivres que pour jusqu'à la fin du mois d'Octobre; les nouvelles provisions pour 4 mois qu'il avoit ordonnées, n'étoient point encore prêtes „ E

„ Et ne pouvoient par conséquent être
„ expédiées. “

„ Son vaisseau, quoique bien équipée pour
„ une petite croisière dans la mer du nord,
„ manquoit de beaucoup de choses, s'il s'a-
„ gissoit d'une expédition plus considérable;
„ telle étoit une voilure neuve, un gros ca-
„ ble, des manœuvres courantes & des pro-
„ visions fraîches : D'ailleurs, il falloit re-
„ moudre la poudre, qui avoit perdu de sa
„ force. “

„ Comme ce vaisseau n'avoit point été
„ caréné depuis 18 mois, & que si l'on ne
„ vouloit pas qu'il fût rongé des vers, il
„ étoit nécessaire qu'on le mit au carénage;
„ il se trouvoit donc fort peu en état de se
„ prêter aux manœuvres que l'on en pou-
„ voit attendre. “

„ Enfin l'équipage étoit en très mau-
„ vais état, ayant eu pendant tout l'été des
„ fièvres putrides & il n'avoit point de bar-
„ des nécessaires pour un si long voyage. “

L'Amiral de Ruyter, de 60. — „ Le
„ vaisseau l'Amiral de Ruyter, commandé
„ par le Capitaine A. H. C. Straring,
„ étoit dans ce moment, au rapport de
„ cet officier, absolument hors d'état d'en-
„ treprendre la route. “

„ Il avoit disette de vivres : Il lui man-
„ quoit entre autres choses 30 mille livres
„ de biscuit, qu'on attendoit inutilement
„ depuis le 5 Octobre. ”

„ A cause du tems orageux, il n'avoit
„ pu recevoir une ancre & trois gros ca-
„ bles, qu'il lui falloit pour remplacer ceux
„ qu'il avoit perdus dans la dernière tem-
„ pête. ”

„ Son vaisseau ne manquoit pas du néces-
„ saire pour une petite croisière dans la
„ mer du nord; mais il étoit privé de beau-
„ coup de choses indispensables pour un
„ grand voyage, en particulier d'une voili-
„ re neuve. ”

„ Le nombre de ses malades montoit
„ déjà à 56, & augmenteroit sans doute,
„ si

„ si l'on obligeoit ce vaisseau à partir pendant l'hyver, sans donner à l'équipage les bardes nécessaires. “

Le Kortenaer, de 60. — „ Le Capitaine 't Hooft, Commandant le Kortenaer, alléguâ en substance les mêmes raisons: „ Il n'avoit point reçu les prouisions données; il manquoit d'une maître-ancre & de trois cables nécessaires à un tel voyage, pour remplacer ceux qu'il avoit été obligé de couper au mois de Septembre, lorsqu'il mouilla au Bréewik: D'ailleurs il lui falloit encore une voilure neuve & bien d'autres munitions, dont il pouvoit se passer pour une croisière dans la Mer du Nord. “

„ Il demandoit aussi des bardes, dont son équipage avoit un pressant besoin pendant l'hyver. “

Le Batave, de 50. — „ Enfin le Capitaine Bosch, Commandant le vaisseau le Batave, répondit: “

„ Qu'il avoit non seulement disette de
„ vivres, dont il n'étoit fourni que pour
„ jusqu'au 1 Novembre, bien qu'il eut,
„ ainsi que les autres capitaines, mandé de
„ nouvelles provisions pour 4 mois. “

„ Mais encore qu'il auroit besoin pour
„ cette expédition de plusieurs choses néces-
„ saires, entre autres d'une voilure neuve
„ pour les bûcheurs; “

„ Que d'ailleurs son vaisseau étoit fort
„ sale, très-mal voilé, & qu'il devoit néces-
„ sairement être radoubé pendant l'hyver;
„ Que, selon les apparences, il passoit hors
„ de la carène devant la quille, un boulon
„ qui endommageoit sans cesse les gros cables,
„ non-obstant toutes les précautions qu'on
„ avoit prises pour obvier à cet incon-
„ vénient. “

„ Enfin l'équipage manquoit des habits
„ nécessaires pour un tel voyage, privation
„ qui devoit naturellement occasionner beau-
„ coup de maladies. “

Voila

Voilà donc la déclaration des besoins, auxquels on attribue en tout ou en partie l'irréussite de l'expédition de Brest. Cet article important demande une discussion particulière & très-étendue, qui se trouvera ci-après. J'ajouterai seulement ici, que cette disette de munitions, de provisions, de vivres &c. fait ici le pendant d'une disette semblable, que nos officiers alléguerent au commencement de l'été 1781. lorsqu'il s'est agi de partir pour escorter la flotte marchande destinée pour la Baltique. On se souvient encore du mémoire vigoureux, que les députés de la ville d'Amsterdam présentèrent le 18 Mai de la même année aux états de Hollande sur cette singulière excuse.

XVIII. „ Les Vice-Amiraux Hart-
„ sink & le Comte de Byland, ainsi que
„ les Contre-Amiraux van Braam, van
„ Kinsbergen & van Hoey, pésèrent mu-
„ rement ces différents rapports dans une
„ conférence qu'ils eurent ensemble le

„ 7 Octobre. Le résultat de cette conférence fut que, selon eux, les vaisseaux destinés se trouvoient, pour les raisons ci-dessus indiquées, absolument hors d'état d'entreprendre l'expédition projetée : Le Vice-Amiral Comte de Byland, nommé au commandement de ces vaisseaux, déclara positivement, qu'il la jugeoit impraticable. — Comme l'on ne trouve pas dans le mémoire de V. A. le rapport que ces généraux lui ont fait de cette conference, je le placerai ici, tel qu'il se lit dans le mémoire de Mr. de Byland,

Les sous-signés officiers-généraux ayant mûrement délibéré sur le rapport des Capitaines van Braam, Stavorinus, Comte de Rechteren, Comte de Welderen, Staring, t'Hooft, Meurer, Bosch & Tulling, au sujet de l'état des vaisseaux l'Utrecht, le Goes, la Princesse-Louise, l'Union, l'Amiral de Ruyter, le Kortenaer, l'Amsterdam, le Batave & le Prince-Frédéric, rapport rendu le 5 de ce mois, déclarent par les présentes,

sentés, „ que ces vaisseaux sont absolument
 „ hors d'état d'entreprendre l'expédition de
 „ Brest, tant à cause de la disette de vi-
 „ ures, de munitions, d'habits pour l'équi-
 „ page, que pour plusieurs autres raisons
 „ trop étendues pour les insérer ici. " —
 Le Comte de Byland, nommé au comman-
 dement des vaisseaux destinés à cette expé-
 dition, déclare en particulier. „ Qu'il juge
 „ cette entreprise absolument impraticable. " —

Fait dans la conference des Messieurs
 les officiers-généraux, tenue à bord du
 vaisseau de l'état, l'Amiral-Général, à
 l'ancre à la rade du Texel le 7 Octobre
 1782. (étoit Signé)

A HARTSINK.

LE COMTE BYLAND.

WILLEM VAN BRAAM.

J. H. VAN KINSBERGEN.

J. VAN HOEY.

Monseigneur, permettez-moi de té-
 moigner ici l'étonnement que ce rap-
 port étrange me cause. Quelles étoient
 donc

donc les occupations importantes de ces Messieurs, pour trouver des raisons trop étendues pour être insérées dans leur rapport? Quels étoient les motifs de ce langage affecté, de cette réticence singulière? C'est ainsi tout au plus que les états-généraux pourroient s'énoncer, en rendant raison de l'impossibilité d'une chose à quelques-uns de leurs sujets. S'exprimer de la manière dans un rapport, fait pour être envoyé à un Amiral-Général, & pour être ensuite communiqué à L. H. Puissances, dans un rapport destiné à exposer jusqu'au moindre des obstacles qui se présentoient en cette occasion, à démontrer à fond l'impossibilité d'une expédition, qui avoit été formellement ordonnée par les états-généraux, & à laquelle par conséquent, la Cour de France s'attendoit; — s'exprimer de la manière, dis-je, c'est manquer à la fois & d'égard pour le chef de la marine, & de respect pour le souverain; c'est parler en Maîtres. Il falloit autant se borner à dire avec le Comte de Byland,

l'en-

l'entreprise est impraticable, & puis signez
comme ci-dessus.

XIX. „Après avoir reçu les rapports
„de ces capitaines, il nous parut conve-
„nable de les communiquer avec la let-
„tre du Vice-Amiral Hartsink au com-
„mité-secret de L. H. Puissances. —
Monseigneur, si les rédacteurs de votre
mémoire y avoient fait attention, ils au-
roient placé cet article avant le préce-
dent, puisqu'elle reçut en même tems la
lettre de Mr. Hartsink, de laquelle elle
parle ici; & que le 7^e jour auquel les
officiers-généraux formerent au Texel la
conférence sus-dite, elle communiqua au
commité secret cette lettre & ces rap-
ports. Mais ceci ne fait rien à l'affaire;
je dirai seulement, ainsi que je l'ai déjà dit,
que cette lettre du vice-amiral devoit avoir
trouvé place parmi les pieces justificati-
ves, aussi bien que plusieurs autres pie-
ces bien moins importantes. Je dirai en-
core, que l'on a trouvé fort étrange, que
V. A. après avoir communiqué les rap-
ports

ports & la lettre sus-dite au comité secret, afin (comme elle le dit elle-même dans la lettre qu'elle écrivit le 28 Octobre aux états de Frise) d'être informée des ordres ultérieurs de L. H. P. à ce sujet, n'attendit pas ces ordres & prit le même jour sur elle, sans en donner communication aux états-généraux, d'ordonner au Contre-Amiral van Kinsbergen de partir incessamment pour couvrir le retour du convoi de Drontheim, avec quatre des vaisseaux qui devoient aller à Brest. Comment concilier cette conduite précipitée avec les termes de la lettre que je viens de citer? Comment concilier cette conduite arbitraire avec l'obligation indispensable, où un cas de cette importance vous mettoit de prendre les ordres ou l'avis de L. H. P.? Comment peut-on concevoir que Votre Altesse, en remettant ce jour-là même à L. H. P. un mémoire volumineux pour justifier sa conduite passée, en qualité d'Amiral-Général, contre les soupçons, les plaintes & les clamours qui s'étoient élevés de toute part, se comblust

au

au même instant d'une maniere à faire redoubler ces clamours, ces plaintes & ces soupçons. Inconséquence étrange ! qu'on ne pourroit attribuer qu'à des motifs que je n'ose spécifier, si l'on ne connoissoit l'influence irrésistible que des conseillers, ennemis de l'état & de votre personne, ont sur votre esprit. . . . Il est vrai que, selon l'article suivant, L. H. P. ordonnerent elles-mêmes le 9, sur un avis dont la fausseté a été reconnue ensuite, la sortie de quelques vaisseaux pour aller au devant du convoi sus-mentioné. Mais, si elles avoient trouvé à propos de ne rien ordonner de semblable & de desaprouver l'ordre que Votre Altesse avoit donné, la croisière chérie n'en auroit pas moins eu lieu, ou du moins il auroit fallu courir après l'escadre pour la faire rentrer : Car, comme elle est partie du Texel le 10, à huit heures & demie du matin, & non pas le 12, ainsi qu'il est dit dans la lettre susdite, les contre ordres, qu'on eut pu lui envoyer d'après une résolution prise le 9, ne seroient point

point arrivés assez tôt pour prévenir la sortie.

XX. „ Le 9 suivant, les états-généraux prirent à ce sujet une résolution, dans laquelle ils déclarent, que, sans préjudicier à l'examen de la validité ou de l'insuffisance des raisons alléguées dans la lettre du Vice-Amiral Hartsink & les rapports qui l'accompagnoient, en considération de ce que le temps jusqu'auquel L. H. P. par leur résolution du 3 Octobre, avoient jugé l'expédition de Brest possible, étoit expiré, que d'ailleurs il paroiffoit, d'après les dernières nouvelles, qu'il s'sembloit aux Dunes une escadre ennemie; que pour ces raisons nous serions priés de faire accélérer, conformément aux ordres donnés précédemment, la sortie d'un nombre suffisant de vaisseaux, afin qu'avec le secours de la Providence, le convoi du Drontheim ne fût point obligé d'hyverner à Bergen, ou qu'il ne courût point de risque d'être

„ tre

„ tre pris ou détruit par l'ennemi. ” — La nouvelle du rassemblement d'une escadre aux Dunes, n'étoit qu'une de ces fanfaronades ordinaires des papiers anglois. Je ne parle point ici d'après l'événement: la moindre connoissance de l'état où l'Admiral Howe avoit, à son départ, laissé la marine en Angleterre, suffisoit pour le démontrer: Je l'ai déjà dit à l'art. II. ci dessus. Quant à la *très inutile & très funeste* sortie de nos vaisseaux pour croiser alors dans la mer du nord, & à la parfaite sécurité du retour du convoi de Drontbeim, j'en ai suffisamment parlé au même Art. II, & à l'Art. XIII. J'observerai seulement ici, qu'il est singulier que de fausses nouvelles eussent souvent fait rester nos vaisseaux dans nos ports; dans une *saison favorable*, & lorsqu'il étoit nécessaire qu'ils sortissent; & que justement, lorsque cette nécessité n'existoit pas, & que la *saison* étoit *dangereuse*, une nouvelle semblable ait pressé une sortie qui nous a coûté la perte de deux vaisseaux de ligne, & le délabrement de

trois autres. En vérité, Monseigneur, l'histo^{ire} de la part que nous avons eue à cette guerre, sera bien stérile en exploits ; mais elle ne le sera pas en merveilles.

XXI. „ Il plut encore à L. H. P. de faire communiquer cette résolution, par le greffier Fagel, à Mr. le Duc de la Vauguyon, & l'assurer qu'il ne falloit attribuer qu'à un concours de circonstances accidentelles l'impossibilité où l'on se trouvoit de satisfaire aux défis de la Cour de France, par rapport à l'expédition de Brest. — J'ai déjà dit que, dès le 25 Septembre, on auroit pu pourvoir au moins à une partie de ces *circonstances accidentelles* : Quant au reste, je l'examinerai ci-après : En attendant, j'ajouterai ici, que le 3 Mai précédent, lorsque Mr. le Duc de la Vauguyon communiqua par écrit au Fiscal van der Hoop. „ Qu'il étoit chargé de la part du Roi son maître, de témoigner à V. A. la satisfaction, que

„ S.

„ S. M. avoit de voir l'activité avec la-
 „ quelle on pouroit l'équipement des vais-
 „ seaux, „ cet ambassadeur ne prévoyoit
 pas qu'au commencement d'Octobre, il se-
 roit exempté de vous témoigner la satis-
 faction du Monarque touchant le bon
 état des vaisseaux demandés pour Brest.

XXII. „ Nous ne voulons point antici-
 „ per sur les délibérations de L. H. P.
 „ concernant la validité ou l'insuffisance
 „ des motifs allégués par les capitaines,
 „ qui obligèrent les officiers-généraux à
 „ déclarer unanimement, que l'expédition
 „ projetée n'étoit point praticable : Qu'il
 „ nous soit permis cependant de placer
 „ ici quelques réflexions, que nous four-
 „ nissent les résolutions des états de Frise
 „ & de Groningue, ainsi que la démar-
 „ che de Mrs. les Commissaires, nommés
 „ par leurs N. & Gr. P. (les états de
 „ Hollande) pour nous demander des
 „ ouvertures sur l'administration des af-
 „ faires de la marine, & que fait naître
 „ enfin la lettre du conseil de l'amirauté

„ d'Amsterdam adressée à L. H. P. sur
 „ le même sujet: Toutes ces pieces ont
 „ déjà paru dans les papiers publics, ainsi
 „ que notre réponse aux états de Frise
 „ aux susdits commissaires, & enfin no-
 „ tre lettre aux états de Hollande. Nous
 „ pouvons nous dispenser d'en faire ici
 „ mention, nous contentant de les pro-
 „ duire parmi les pieces justificatives
 „ N°. 4, 5, 6, 7, 8, & 9: On trou-
 „ vera également sous le dernier N°.
 „ une lettre de l'amirauté au dépar-
 „ ment de la Meuse, adressée à L. H. P.“—
 Mais, Monseigneur, la traduction fran-
 çaise de votre mémoire, laquelle a été
 faite de votre aveu pour les étrangers,
 renvoie à chaque page aux pieces justi-
 fication, que l'on n'a pas traduites. A
 quoi donc cette traduction peut-elle ser-
 vir sans ces pieces? Cela paroît éton-
 nant. Aussi un des plus grands princes de
 l'europe a-t-il dit, en jettant les yeux sur
 la traduction: *les bollandois sont plaisants;*
ils nous envoyent la coignée sans le man-
che. Cela dit, il ferma le livre & ne le
 regarda plus.

XXIII. „ Il suffira de remarquer que „ les états & Mrs. les commissaires sus- „ dits crurent voir une preuve nouvelle „ & incontestable d'inactivité & d'une ad- „ ministration défectueuse des affaires de „ la marine , dans l'impossibilité où l'on „ se trouvoit de faire entreprendre aux „ vaisseaux une expédition qui les au- „ roit éloignés pour tout l'hyver des ports „ de cette république. L'amirauté d'Am- „ sterdam , d'où ressortissoient la plûpart „ des vaisseaux désignés, craignoit qu'on „ ne lui imputât la disette & les besoins „ divers qu'avoient allégués les capitaines, „ mais qui ne se trouvoient pas spécifiés „ dans l'attestation des officiers-généraux, „ apparemment parce que ceux-ci avoient „ cru inutile d'insérer tous ces rapports dans „ leur attestation, comme si le conseil de „ cette amirauté avoit été accusé d'avoir „ oublié ou négligé quelque partie de „ l'approvisionnement des vaisseaux de „ leur ressort; il jugea à propos de se „ justifier.“ — Monseigneur, on ne doit „ pas toujours être accusé , & surtout dans

un cas aussi grave que celui-ci, pour être allarmé au point de croire qu'il convient de se justifier; il ne faut que craindre d'être *soupçonné*: D'ailleurs, quel tort la justification de l'amirauté d'Amsterdam a-t-elle fait à la conduite des officiers-généraux & de leurs capitaines, pour que les rédacteurs de votre Mémoire insinuent ici, que l'on a été piqué de cet écrit? Il semble, en vérité, qu'il n'y ait que les justifications, les excuses, les prétextes fondés ou non fondés de ces Messieurs, qui soient bien placés, qui soient recevables & dignes d'avoir des approbateurs & des protecteurs. On en a vu plusieurs exemples depuis le commencement de la guerre.

XXIV. „ A tout cela, nous opposons les raisons suivantes: 1°. tous ces vaisseaux étoient convenablement avisés & pourvus des munitions nécessaires pour jusqu'au 1. Novembre, époque à laquelle on étoit convenu dans les conférences avec Mr. le Duc de la Vauguyon au sujet des opérations combinées,

„ binées, que finiroit la campagne, par-
 „ ceque les vaisseaux doivent ordinaire-
 „ ment étre désarmés avant ce tems-là,
 „ pour les mettre en sûreté pendant l'hy-
 „ ver, précaution que la situation de nos
 „ ports rend indispensable.“ — J'étois sur
 le point de croire que Messrs. les ré-
 dacteurs alloient dire: *parcequ'au 1 Novem-
 bre, les hostilités cessent.*

XXV. 2^o. „ Par conséquent ces vaif-
 „ seaux étoient pourvus du nécessaire
 „ pour le service que, *selon toute appa-*
„ rence, ils devoient étre obligés de fai-
 „ re cette année, puisqu'il étoit impos-
 „ sible de prévoir qu'on en pourroit de-
 „ mander une partie pour des expédi-
 „ tions pendant l'hyver. — Cet exem-
 „ ple prouve qu'il ne faut pas toujours
se fier aux apparences.

XXVI. 3^o. „ On ne doit pasregar-
 „ der comme la preuve d'une mauvaise
 „ administration, ni défaut de zèle pour
 „ les affaires de la marine, la disette où

„ ces vaisseaux se trouverent de choses
 „ dont ils n'avoient aucun befoin pour
 „ le service que selon toute probabilité
 „ on exigeroit d'eux, mais dont ils ne
 „ pouvoient se passer, si l'on vouloit les
 „ employer à un voyage de quelques
 „ mois hors du pays, tandis qu'on igno-
 „ roit même à quelle expédition & dans
 „ quelle partie du monde ils seroient
 „ employés. — Beaucoup de monde
 ignoroit aussi cela; mais ces vaisseaux,
 étant une fois à Brest, n'auroient été en-
 voyés en aucune autre partie du monde,
 ni par la France ni par L. H. P. sous
 le bon plaisir desquelles tout devoit se
 faire, sans être bien équipés, bien armés
 & bien avitaillés: C'est sur quoi V. A. &
 Mrs. les officiers pouvoient se reposer.
 J'aurai ci-après occasion de m'étendre
 davantage sur cet article & sur les deux
 autres qui le précédent.

XXVII. 4° „ Les vaisseaux du ref.
 „ sort de l'une des amirautés avoient à
 „ la vérité reçu ordre de ce conseil de
 „ ravi-

„ ravitailler ; mais les autres amirautes
 „ ne l'avoient point encore donné, par-
 „ ce qu'à cause des limitations avec les-
 „ quelles plusieurs provinces avoient ac-
 „ cordé leur consentement, on n'avoit
 „ pu arrêter les pétitions du 1 Mai jus-
 „ qu'au 30 avril 1783. D'ailleurs, chaque
 „ capitaine exécute cet ordre selon l'em-
 „ ploi auquel on destine son vaisseau ; &
 „ cet ordre même dépend pour cet objet
 „ des ordres particuliers que lui donne
 „ le commandant de la flotte, & qui se
 „ reglent sur ceux que l'amiral-général
 „ trouve bon de prescrire. — La seule
 amiraute qui, selon V. A. avoit donné
 ordre à ces vaisseaux de se ravitailler,
 est, si je ne me trompe, l'amiraute de
 la Meuse ; car, selon la lettre que cette
 amiraute écrivit le 10 Decembre à L. H.
 P., ce collège avoit ordonné le 2 août
 1782, à tous les officiers de son ressort
 d'avitailler leurs vaisseaux jusqu'au 1 Mai
 1783 ; & le 22 Septembre, elle fit savoir
 aux-mêmes officiers que son intention
 étoit que leurs vaisseaux ne fussent em-

pêchés par le manque ou disette d'aucune chose, de rendre tous les services à la république. — „ *Les autres amirautes* „ n'avoient point encore donné de tels ordres, parce qu'à cause des limitations „ avec lesquelles plusieurs provinces avoient „ accordé leur consentement, on n'avoit pu „ encore arrêter les pétitions du 1 Mai „ 1782, jusqu'au 30 Avril 1783.
 C'est à dire que nous avions une marine à augmenter, à entretenir, à employer; que nous avions des ennemis à combattre, un commerce à protéger, les intérêts & l'honneur de la patrie à soutenir; que le 12 Fevrier, on avoit fait la demande de 9, 429, 353 florins, pour subvenir à cela pendant l'espace du 1 Mai 1782 au 30 Avril 1783, & qu'on avoit même consenti provisoirement à cette demande; mais que les *limitations* ou *réerves* faites par des provinces, avoient retardé jusqu'au mois d'Octobre l'arrêté de la demande & par conséquent ajouté un nouveau degré à la faiblesse & à l'inactivité déjà trop funeste de nos forces navales,

les, & fourni de nouveaux motifs aux menées pernicieuses à nos intérêts, à notre gloire, ainsi que de nouveaux moyens d'excuse à ceux auxquels on attribuoit déjà le mauvais état & l'inaction de nos vaisseaux. Tout cela, Monseigneur, ferroit ici la matière d'un commentaire effrayant; mais cela m'éloigneroit trop du sujet que je discute. Quant au tems & à la manière dont chaque capitaine reçoit les ordres d'avitailler son vaisseau, c'est encore un article dont je renvoie l'examen ci-après.

XXVIII. „ Il nous étoit donc impossible d'ordonner les préparatifs, proprement dits, pour un voyage aussi imprévu, avant que cette expédition fût décidée, ou du moins rendue *vraisemblable*: ce que nous ne pouvions faire, tant que nous ne serions pas informés des dispositions de l'assemblée, à laquelle nous avions porté cette affaire, sans vouloir prendre sur nous de décider quelque chose sur un objet

„ aussi

„ aussi important, sur-tout dans ces tems
 „ critiques & orageux, & tandis que plu-
 „ sieurs membres notables du gouverne-
 „ ment trouvoient beaucoup de difficulté
 „ dans cette proposition, tant à cause de
 „ la foiblesse de notre marine que de l'in-
 „ certitude où l'on étoit de l'époque à
 „ laquelle ces vaisseaux retourneroient
 „ dans nos ports. " — Dès l'instant que
 la demande en eut été faite, cette expé-
 dition devint *possible* : alors cette possi-
 bilité, l'importance de l'objet de l'expé-
 dition, la considération duë à la puis-
 sance qui la requéroit, suffisoient déjà
 pour faire penser à V. A. ce qu'elle au-
 roit à faire incessamment ; & dès le 25
 Septembre, lorsque les commissaires de
 L. H. P. eurent donné un avis confor-
 me à cette demande, & que trois pro-
 vinces eurent accordé leur consentement,
 l'expédition étoit plus que vraisembla-
 ble ; elle étoit probable, & très-proba-
 ble. Donc les ordres, que V. A. eût
 donnés alors pour *les préparatifs nécessai-
 res*, n'eussent pas été plus déplacés que
 ceux

ceux qu'elle donna le 30 de ravitailler ;
& dans ces tems *critiques & orageux*, per-
sonne n'auroit trouvé à redire que vous
eussiez ordonné aux vaisseaux de se
fournir de vivres, dont ils avoient réelle-
ment besoin, ainsi que de quelques au-
tres articles, qu'ils devoient absolument
se procurer plus tard.

Le moyen de faciliter cette expédition,
& de diminuer le nombre des *prétextes*, que
nos généraux ont allégués pour la décla-
rer *impossible*, étoit donc d'envoyer, dès
le 25 Septembre même, au Vice-Amiral
Hartsink, un ordre de faire immédiate-
ment avitailler, autant que possible, les
vaisseaux de ligne & les frégates de sa
flotte, les plus en état de mettre en mer,
& d'ordonner en même tems, qu'ils se
fournissent des objets les plus nécessaires,
pour une expédition de plusieurs mois,
sans dire pour quel endroit. Un tel or-
dre ne découvroit pas la nature ni le
lieu de l'expédition : D'ailleurs, les anglois
n'étoient point en état alors de l'empê-
cher.

cher. Par cette précaution , le 5 Octobre , lorsque les ordres de L. H. P. parvinrent au Texel , l'escadre destinée pour Brest se seroit déjà trouvée fournie de quelques provisions & d'autres choses nécessaires ; & le tems qui lui restoit alors jusqu'au 8 , lui pouvoit procurer le moyen de recevoir encore une partie de ce que les capitaines eussent pu avoir demandé. Cette précaution étoit d'autant plus nécessaire , qu'en la négligeant c'étoit risquer de rendre illusoire la résolution que L. H. P. pouvoient prendre , & qu'elles prirent en effet huit jours après : C'étoit remettre , pour donner des ordres , à un tems où il n'auroit peut-être plus été possible de s'y conformer , ainsi qu'il est arrivé à ceux que V. A. donna le 30 Septembre , pour le ravitaillement : C'étoit fournir matière à la belle Légende de que nos capitaines remirent le 5 Octobre suivant au Vice-Amiral Hartsink : C'étoit procurer à nos généraux les principaux *prétextes* qui les porterent le 7 , à juger l'expédition impraticable : C'étoit vous expo-

exposer, Monseigneur, à des plaintes légitimes de la part de la France, & de toute la nation : C'étoit vous exposer aux réproches, aux sarcasmes de vos ennemis, qui ont publié & publient encore, que, s'il s'étoit agi de servir l'Angleterre, V. A. auroit bien osé prendre sur elle de donner de tels ordres. Mais, sans m'arrêter à tout ce que la médisance & la calomnie ont répandu sur cet événement, je déclare qu'on n'a pu concilier une retenue si déplacée, si étonnante, avec cet empressement étrange dont j'ai parlé plus haut, que vous avez eu le 7 du même mois d'Octobre, d'ordonner au Contre-Amiral *van Kinsbergen*, sans en avoir prévenu L. H. P., de mettre en mer, avec une partie des vaisseaux mêmes qui devoient être de l'expédition ordonnée, & cela dans un tems, où V. A. n'avoit reçu du Texel que les *rapports* des capitaines, & non encore la *déclaration* des généraux; dans un tems, où il étoit possible que L. H. P. prissent le parti de prolonger de quelques jours le terme du départ

départ pour Brest; dans un tems, où elles étoient encore à déclarer si, vu le danger qu'il y avoit alors d'envoyer une escadre dans la mer du Nord, l'on feroit ou non cette croisiere: Ordre vraiment anticipé, Monseigneur; ordre précipité, que le public a qualifié de *téméraire*, & dont les motifs, ajouta-t'il, n'ont pu être que la crainte que vous aviez de la prolongation de ce terme, ou peut-être de la résolution que L. H. P. pouvoient prendre d'ordonner à l'escadre de partir pour Brest, dans l'état où elle se trouvoit: Ordre, enfin, que les états de Frise, dans leur lettre du 15 Novembre aux autres confédérés, n'ont pu s'empêcher de relever fortement, & d'y joindre des réflexions, dont les rédacteurs de votre *mémoire* se sont bien gardés de faire mention.

D'ailleurs, en supposant que, dès le 25 Septembre, V. A. a cru ne pouvoir prendre sur elle d'ordonner le ravitaillement des vaisseaux & l'approvisionnement

ment des autres objets dont ils avoient besoin, elle pouvoit s'adresser aux *Etats-généraux* pour savoir ce qu'elle avoit à faire en pareil cas. L'on ne doute pas que L. H. P. ne l'eussent autorisée de donner de tels ordres, à tout événement; l'état des choses & la suite que les délibérations qu'elles venoient d'entamer pouvoient avoir, l'indiquoient tellement. En un mot, *comme amiral-général de la république*, vous devez prévoir tout ce qui dépend des fonctions de cette charge; vous devez, autant qu'il est en vous, prévenir les inconvénients, les obstacles qui pourroient faire échouer les entreprises que le souverain se dispose à ordonner; & dans les cas où vous pensez ne devoir rien faire de vous-même, vous devez vous référer à L. H. P. & vous conformer aux ordres ou aux avis qu'elles trouvent bon de vous donner. Négliger l'une ou l'autre de ces choses, ce n'est plus remplir l'attente de ceux qui vous ont élevé au poste important que vous occupez.

XXIX. „ Aussitôt qu'il devint probable, que cette proposition seroit agréée par L. H. P., (c'est-à-dire le 30 Septembre) nous commençames les préparatifs nécessaires; & nous ne faîmes pas échapper un moment pour faire exécuter promptement la résolution finale que les circonstances ne permirent de prendre que le 3 Octobre. — Quelque attention sur ce qui est ici sous-ligné, & le souvenir de ce qui est dit dans l'article précédent, suffisent pour réfuter ce qu'on vient de lire.

XXX. „ Le mauvais tems retarda l'arrivée de nos instructions (qui ne furent remises que le 5 à Mr. Hartsink.) Quant aux raisons alléguées par les officiers-généraux & les capitaines de haut-bord, pour se défendre de remettre nos ordres, nous croyons en devoir laisser la recherche & l'examen à L. H. P. — Monseigneur, je laisse également ces raisons à la recherche & à l'examen de L. H. P., ainsi qu'au juge-
ment

ment qu'elles pourront en porter. Mais en attendant, cela n'empêche aucun citoyen de considérer cette affaire à sa manière, ni d'y joindre les réflexions, qu'il y juge convenables. — *Ici finit l'exposition du rapport que V. A. fait de l'affaire de Brest, dans la seconde partie de son mémoire.*



LETTRE VI.

De BERLIN, le 18 Octobre 1782.

Du Comte de.... à Mr de....

Je vous remercie, Monsieur, des détails sur la suite du siège de Gibraltar & la destruction des batteries flottantes, que vous m'avez envoyés dans votre lettre du 6 de ce mois. Le ministre d'Angleterre avoit aussi reçu l'avis de cet événement désastreux, mais d'une manière moins circonstanciée. J'ai envoyé au Roi une copie de ces détails; S. M. m'a répondu: „ Qu'on avoit fait une grande „ faute de ne point s'assurer auparavant

L 2

„ de

» de l'effet du jeu des pompes, puisque
 » c'étoit le seul moyen de garantir ces
 » machines de l'incendie qui les a détrui-
 » tes ; que le général Crillon auroit eu
 » tout le tems de faire tous les change-
 » mens nécessaires pour rendre son suc-
 » cès infaillible ; qu'au reste, il approuvoit
 » beaucoup la conduite du général Elliot ;
 » que très certainement le gouverneur
 » d'une place étoit autorisé par les loix
 » de la guerre à employer tous les moyens
 » de défense qui étoient en son pouvoir,
 » & qu'il n'avoit que celui du boulet
 » rouge pour détruire son ennemi. Je
 » plains, ajoute le Roi, ces bons espagnols
 » qui se sont sacrifiés si généreusement, sans
 » pouvoir recueillir le fruit de leur bravoure :
 » cela s'appelle se faire tuer de gaité de
 » cœur. J'espere que Charles III., après
 » cette terrible leçon, renoncera à la conquête
 » de ce rocher, à moins qu'il n'ait recours
 » au ciel & qu'il n'en obtienne une armée
 » céleste qui fonde des nues sur Gibraltar ;
 » c'est là, selon moi, le seul moyen de s'en
 » rendre maître. Mais l'ange extermina-
 » teur

„teur a remis depuis longtems son épée
„dans le fourreau, & je ne crois pas qu'il
„la tire de nouveau en faveur des espagnols.“

Je suis de l'avis de notre Monarque: L'éternel ne se mêle plus des guerres que se font les hommes; je doute même qu'il soit content des prières qu'on lui adresse pour lui demander la victoire ou pour le remercier de celles qu'on a remportées. Ces actions de grâces sont, selon moi, une injure qu'on fait à sa bonté & à sa justice, puisque par là on semble vouloir lui faire approuver le massacre de tant d'êtres créés à son image & qui avoient le même droit à sa protection.

Le ministre d'Angleterre m'a assuré que la paix se feroit cet hiver; toutes les lettres qu'il reçoit de Londres depuis un mois la lui annoncent comme une chose certaine. Je m'en réjouis pour vous; vous avez besoin de repos pour pouvoir remettre l'ordre dans vos finances & soulager ce bon peuple, à qui il importe peu que

l'Amérique soit indépendante : En effet les foibles avantages qui pourroient en résulter pour le commerce de quelques-unes de vos villes maritimes, peuvent-ils entrer en compensation avec les sommes énormes & le sang qu'il en a déjà coûté pour assurer cette indépendance ? Mais la funeste influence de quelques individus a prévalu, & pour satisfaire leur odieuse cupidité, on n'a pas craint de fouler de nouveau ce peuple malheureux, déjà accablé sous le double fardeau des impositions & du despotisme des ministres.

Toutes les nations de l'Europe veulent devenir commerçantes. Si notre Monarque avoit vingt ans de moins, je crois qu'il auroit aussi cette envie, quoiqu'un pareil système ait été jusqu'à présent contre ses principes. Je crois vous avoir déjà dit qu'il s'étoit fait marchand de caffé; tout ce qui peut contribuer à augmenter son trésor, lui convient; c'est lui faire sa cour que de lui en fournir quelque moyen. Pour moi, je voudrois qu'on en voyât

voyât à Spandau ceux qui lui insinuaient de semblables projets.

Les souverains & leurs ministres ne veulent pas sentir qu'il ne dépend pas de leur volonté seule de faire prospérer le commerce. Je suis toujours d'avis que ce dernier ne peut fleurir qu'autant qu'il jouit d'une liberté absolue, qu'aucune entrave, aucune prohibition n'arrête son activité. Si votre gouvernement avoit laissé sa compagnie des Indes agir d'après sa propre impulsion, d'après ses propres vues, les anglois n'eussent pas acquis dans l'Indostan cette prépondérance qu'ils ont aujourd'hui; bien au contraire, vous y joueriez vous-mêmes le rôle brillant que vos rivaux y jouent avec tant d'avantages. Mais vos ministres ont toujours voulu se mêler de tout, même des objets qui se trouvoient absolument hors de leur compétence. La manie d'exercer en tout & partout leur autorité, jointe à cet amour-propre dont ces messieurs ont toujours une assez forte dose, leur fait méconnoi-

tre & rejeter les hommes les plus propres à assurer le succès des entreprises au dessus de leurs forces ou de leur capacité. Je me souviens des services que vous rendit Mr. de la Bourdonnai; comment en fut-il récompensé? Il regne dans votre administration autant d'instabilité que dans vos modes. Le hasard gouverne l'empire françois; il est d'une complexion si robuste, qu'il peut tout supporter.

On nous écrit de Vienne, que c'est très sérieusement que l'Empereur se propose de rétablir le commerce d'Anvers & d'Ostende. Je suis curieux de voir comment & avec quoi il veut le protéger; il n'a point de vaisseaux de guerre, il n'a point de colonies, & il faut l'un & l'autre pour devenir puissance maritime. Ses sujets pourront tout au plus faire le commerce de cabotage; mais ils ont aux Pays-Bas des voisins qui le feront toujours mieux qu'eux. En attendant, S. M. I. continue de procéder à la réforme des moi-

nes

ties & à la suppression des abbayes. Il veut aussi diminuer le nombre des universités, qu'il trouve trop considérable. Dans la haute & la basse Autriche, il n'y en aura plus qu'une; la seconde sera à Prague pour la Bohême, la Moravie & la partie de la Silézie qui lui appartient; la troisième à Pest, pour la Hongrie; la quatrième à Lemberg, pour la Galicie & la Lodomérie; Pavie pour ses pays d'Italie, Louvain pour les Pays-Bas, & Fribourg pour l'Autriche-antérieure. S. M. I. qui n'aime point à payer des pensions à des gens oisifs, a fait dire à tous les ex-jeunes qu'ils aient à se préparer pour subir un examen, à l'effet d'être nommés au cures vacantes ou aux nouvelles qui seront érigées. Dès qu'ils seront en jouissance, leur pension cessera. C'est un bénéfice tout clair que l'Empereur fera; cela s'appelle savoir compter. Ce Monarque est occupé dans ce moment à fêter le Comte & la Comtesse du Nord, qui sont arrivés à Vienne dans la soirée du 4., S. M. I. avoit été au de-

vant d'eux jusqu'à quelques lieues. Les augustes voyageurs sont descendus au palais Impérial, d'où ils se sont rendus à la salle de l'opéra; ils y ont été reçus avec de grandes acclamations. On donna pour eux un nouvel opéra, qui parut les amuser beaucoup. L'Empereur, qui n'a qu'à vouloir pour être très aimable & très galant, est, dit-on, aux petits soins avec la grande duchesse; cette Princesse mérite réellement tous les égards qu'on lui témoigne, tant par son amabilité que par les grâces de sa figure. Notre ministre à Vienne nous écrit qu'elle se fait adorer de tous ceux qui l'approchent. Le Grand-Duc est plus sérieux, mais il est aussi très intéressant. Joseph II. cherche à s'en faire un ami; il en a besoin pour mettre à exécution les projets qu'il a contre les Turcs. Jadis les prêtres se sont enrichis en prêchant les croisades; l'Empereur reprend ces biens aujourd'hui pour faire la guerre aux infidèles, & cette prétendue caisse de religion sera dans peu transformée en caisse militaire; car on assu-

assure que Potemkin & lui ont fermement résolu de renvoyer les successeurs de Mahomet en Asie. La Porte, qui n'ignore pas les projets qu'on médite contre elle, se met en mesure d'y résister; elle a ordonné de réparer toutes ses fortresses. Elle devroit plutôt s'occuper à former sa milice à la discipline, & ne plus laisser subsister des préjugés qui lui sont si funestes. La dernière guerre lui a appris tout ce qu'elle a à redouter des Russes. Ce n'est plus le nombre d'hommes qui fait la force des armées & le gain des batailles, mais la bonne discipline, les sages dispositions, les manœuvres savantes, une artillerie bien dirigée, & les Turcs sont encore au berceau pour toutes ces connaissances. Leur empire est détruit, s'ils persistent à ne pas vouloir s'éclairer & à croire toutes les sottises que renferme leur alcoran.

Notre Princesse-Royale de Prusse, épouse du Stadhouder, continue de se plaindre amerement de votre ministere & du

Duc

Duc de la Vauguyon. Dans une lettre qu'elle vient d'écrire au Roi, elle accuse le cabinet de Versailles de perfidie, des procédés les plus iniques & les plus odieux; elle ajoute qu'il n'est sorte d'intrigues qu'on ne fasse pour soulever les sept provinces unies contre son époux. Je vous avoue que je ne conçois rien à cette politique de votre cour. Le Comte de Vergennes devroit être bien assuré que ni nous ni l'Angleterre ne souffrirons jamais que la Hollande soit gouvernée par votre influence, & que vous fassiez du Stadhouder un simple officier-général au service de la république. Cette dernière a fait avec lui un contrat qu'elle ne peut rompre sans les plus puissants motifs, & il n'en existe aucun. La Province de Hollande ne peut seule faire la loi, par la raison qu'elle est la plus riche. Suyvant la constitution, elle n'a que sa voix aux états, comme les autres provinces. Vos écrivains ont beau argumenter, ils n'ont encore rien prouvé contre le capitaine-général. On ne peut faire un crime à ce

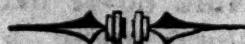
der-

dernier de ne point aimer la France; vous conviendrez qu'on n'a rien fait chez vous pour se l'attacher. Tout au contraire semble justifier l'éloignement que ce Prince montre pour votre patrie: le sang anglois coule dans ses veines; il a été élevé par une mère qui ne pouvoit que vous haïr, puisque pendant tout le tems de sa régence, elle n'a pas cessé d'avoir à se plaindre de vous. De tous les ambassadeurs que vous avez eus à la Haye, Mr. d'Avrincourt est le seul qui se soit bien conduit envers la famille Stadhouderienne. Nous avons au dépôt de nos affaires étrangères des rapports sur tous vos ambassadeurs, qui prouvent combien, dans différentes occasions, on s'est permis de manquer au premier personnage de la république. Ces sortes de choses ne s'oublient pas. Notre Princesse Royale, malgré son affabilité, sent ce qu'elle est; l'élevation de son âme ne lui permet pas de souffrir qu'on manque à ce qui lui est dû, tant à cause de sa naissance que de son rang.

J'ap.

J'apprends dans ce moment que le Roi a chargé sa Régence de Poméranie d'avancer soixante mille écus pour l'aggrandissement du port de Schwönmund & pour le mettre en état de recevoir dans sa rade les plus grands vaisseaux. Ce port fut fameux autrefois, mais il fut détruit par les suédois. On m'assure que S. M. veut avoir une marine Royale. J'en serois fâché; nous ne sommes pas faits pour nous battre sur mer, notre force n'est que sur terre. J'espere que le grand Frédéric ne terminera pas son regne par une sottise, & c'en seroit une bien grande que de vouloir, à l'âge où il est, devenir puissance maritime.

Vous voyez, Monsieur, que les hommes doués du plus grand génie, sont sujets à se tromper comme les autres. La perfection est une chimere en morale, comme la pierre philosophale en est une en physique. Adieu &c.



LETTER VII.

De VERSAILLES, le 25 Novembre 1782.

De M. de . . . au Comte de . . .

Votre Monarque a raison, mon cher Comte; il faudroit une armée céleste pour prendre Gibraltar; toute autre maniere seroit, à mon avis, inutile. Il n'est pas même plus aisé de réduire cette place par la famine que de s'en emparer par escalade. Je crois en conséquence qu'on est résolu de renoncer à cette expédition; mais on attendra pour lever le siege que les préliminaires de la paix soient signés ou du moins convenus; cela sauvera un peu la gloire des espagnols ou plutôt de Charles III. On dira que la pacification est venue arrêter le cours de l'entreprise.

Les dernières nouvelles de Londres disent que les négociations sont en bon train. Les anglois, malgré les succès qu'ils ont eus au commencement & à la fin de cette

cette campagne, conviennent qu'ils ont autant besoin que nous de mettre fin à cette guerre. Vous ne pouvez vous faire une idée de ce qu'elle nous coûte: En outre des dépenses ordinaires affectées au département de la marine & de la guerre, nous avons contracté une dette énorme, qui se monte à plus de douze cents millions. Vous conviendrez que cette indépendance de l'Amérique nous reviendra fort cher; il n'y a pas d'apparence que les avantages que nous en retirerons, balancent la mise de fonds.

L'Espagne, qui n'auroit jamais dû se mêler de cette querelle, n'est pas mieux traitée que nous. Son entêtement à vouloir s'emparer d'une forteresse imprenable, l'a empêchée d'employer ses forces ailleurs & de nous seconder puissamment. Nous aurions pu, de concert avec elle, porter un coup sensible aux anglais du côté des Antilles, & ne pas leur laisser un pouce de terrain dans ces contrées. Cela au moins nous auroit indemnisé des frais

de

de la guerre ou au moins d'une partie: Mais jamais on n'a été d'accord sur les opérations projetées; chacun n'a pensé qu'à son intérêt particulier. Le rusé Franklin s'applaudit en secret de nous avoir ainsi fait ses dupes; mais il aura rendu un grand service aux peuples en leur apprenant comment ils peuvent recouvrer leur liberté.

Dans un comité tenu chez le Roi, il y a quelques jours, en présence de tous les ministres, on a délibéré sur les moyens de continuer la guerre, au cas que, contre toute attente, les négociations à Londres seroient sans effet. De tous les partis proposés, aucun n'a été accepté. Le contrôleur-général s'est refusé à toute nouvelle imposition; il a dit pour raison que la nation, déjà assez accablée sous le fardeau des charges publiques, ne voudroit pas l'être davantage; que d'ailleurs elle étoit accoutumée depuis le commencement de la guerre à ne plus voir mettre de nouveaux impôts; qu'il se garde

soit bien de s'écartier des principes de son prédeceſſeur ſur ce point. Les courſiſans augurent de là que le contrôleur-général ne reſtera pas longtems en place, par la raſon que celui qui eſt chargé du coffre-fort, doit toujours le remplir, n'impor-
te comment. On paroît assez em-
barraſſé ſur le choix de ſon ſuccesseur. On
parle encore d'un Foulon, qui ſeroit bien
un ſecond abbé Terrai. Il entend à la vé-
rité parfaitement la partie des finances, mais
c'eſt un homme dur & despotique qui ne
connoit point de bornes à ſes volontés; il
combleroit impitoyablement le fardeau
des impôts. Cependant comme il ſeſt
rendu odieux ſous le regne précédent,
quoiqu'il ne fût encore que ſous-ordre
pendant l'administration du Duc de Cho-
ſeul, on ne croit pas que le Roi le nom-
me. L'intendant de Lyon vife aussi à
cette place, mais il jouit également d'une
mauvaise réputation. Celui qui pourroit
réuſſir, c'eſt l'intendant de Lille; il a de
l'esprit, des talens, il eſt fort bien venu
des femmes; il a beſoin de devenir ministre

des finances pour payer ses dettes & s'enrichir. . . . On le dit protégé par le Duc de Choiseul; celui-ci eut beaucoup à se plaindre de lui dans l'affaire de Bretagne, mais il paroît avoir oublié tout ce qui s'est passé. Mr. de Calonne a été tour à tour attaché au parti qui étoit en faveur. Dans le tems de l'affaire de Mr. de la Chalotais, on lui donna l'espoir d'être fait intendant & ensuite ministre, s'il vouloit se prêter à ce qu'on exigeoit de lui. Un homme ambitieux se refuse-t-il à de pareilles propositions? Le Duc de Choiseul, qui a un caractère assez altier, s'est toujours laissé conduire par ceux qui ont su gagner sa confiance; lorsqu'il étoit en place, il a bien fait des fautes dans ce genre, & surtout pour complaire à sa sœur la Duchesse de Grammont, femme aussi artificieuse que méchante. Ses amis lui font toujours espérer que le besoin qu'on aura de lui le fera rappeler. C'est ce que je ne crois pas: il a contre lui le Roi, qui ne reviendra jamais des préjugés dont on l'a imbu au sujet de cet ex-

ministre. Un autre ennemi non moins dangereux , c'est Monsieur ; comme ce Prince a beaucoup d'empire sur l'esprit du Monarque , il s'opposera toujours avec succès au rappel du Duc de Choiseul. La Reine a fait à cet égard tout ce qu'il est possible ; elle n'ose & ne peut plus faire aucune démarche. On m'affirme que le Comte de Maurepas , avant de mourir , a fait promettre à S. M. qu'elle ne permettroit jamais que le Duc rentrât au timon des affaires. On dit que Mr. de Vergennes , instruit d'une nouvelle intrigue qui se faisoit en faveur du Duc de Choiseul pendant la dernière maladie du Mentor , en prévint ce dernier , & que ce fut ce qui donna lieu à la promesse que le moribond exigea du Roi.

Je suis d'avis que le Duc de Choiseul eut pu être d'une grande utilité à l'état dans les circonstances actuelles ; les fautes qu'il a commises pendant sa première administration , eussent été pour lui une leçon salutaire. Mais on redoute trop tout

tout ce qui l'entoure & l'on craindroit surtout en le rappelant qu'il ne renforçat le parti de la Reine. Nous désirons vivement la fin de la guerre ; mais je crains qu'après la paix nous n'ayons une guerre intestine beaucoup plus dangereuse. Je vous avoue que je ne fais pas trop comment toutes les cabales actuelles finiront ; il faut cependant que l'une ou l'autre succombe. Les chefs qu'elles ont à leur tête sont puissans ; celles du Roi & de la Reine sont les moins fortes. On continue toujours d'indisposer le peuple contre la souveraine ; cette Princesse est entourée de personnes qui la conseillent mal, & qui ne cherchent qu'à la rendre odieuse en insinuant qu'elle est la cause des déprédations qui se commettent. Je crois vous avoir déjà dit qu'elle n'y avoit aucune part. On grossit au centuple toutes les générosités qu'elle fait, & l'on finira par dire que c'est elle qui a dépensé les douze cents millions qu'a coûté la guerre d'Amérique.

Que pensez-vous du mémoire que je vous ai envoyé sur le Stadhouder? Voilà encore, à mon avis, une victime que l'on veut sacrifier à la haine d'un parti que nous avons formé pour diviser la Hollande. On m'écrit de Londres que l'Angleterre s'est piquée de générosité dans cette affaire, & qu'elle est décidée à faire des sacrifices pour amener la paix, afin de tirer le Prince d'Orange du mauvais pas où il se trouve engagé, & de pouvoir ensuite rendre la pareille à la France. Celui qui me mande cela, m'assure que Mr. de Vergennes ne réussira jamais dans l'alliance qu'il projette avec la république. Le cabinet de St. James fera tout ce qui dépendra de lui pour l'empêcher. Voici ce que mon correspondant me dit à ce sujet :

„ Il est étonnant que le ministère „ de Versailles ignore ce qui se passe ici, „ & combien notre influence a repris en „ Hollande, depuis qu'on éclaire les dé- „ marches du parti voué à nos ennemis,

les-

„ lesquelles ne tendent à rien moins qu'à
 „ renverser la constitution des sept pro-
 „ vinces-unies. Les françois prétendent
 „ qu'ils sont les alliés naturels de la Hol-
 „ lande ; ils ne peuvent être les alliés
 „ naturels de personne, mais bien des
 „ ennemis dangereux pour ceux qui se
 „ fient à leurs promesses. En effet, com-
 „ ment se sont-ils conduits envers les
 „ puissances avec lesquelles ils avoient
 „ contracté des engagemens ? Bien loin
 „ de les remplir, il les ont au contraire
 „ toujours violés, lorsqu'ils y ont trouvé
 „ leur intérêt. Qui croira jamais à cette
 „ philanthropie dont votre cabinet fait
 „ parade, à ce désir qu'il affecte de vou-
 „ loir rendre les mers libres & de réu-
 „ nir pour ainsi dire dans une même fa-
 „ mille toutes les puissances maritimes
 „ & même celles qui ne le sont pas ? Mais
 „ seroit-ce réellement un service qu'il
 „ rendroit à l'Europe : Le commerce
 „ a besoin de rivalité ; il ne peut pas
 „ être fait par toutes les nations indif-
 „ finiment. Si chacun favoit faire des

„ souliers & des habits, les cordonniers
 „ & les tailleurs feroient inutiles. Il est
 „ étonnant que des hommes tels que ceux
 „ qui se trouvent à la tête de votre ad-
 „ ministration, veuillent se mêler d'être
 „ législateurs; ce ne sera jamais des êtres
 „ corrompus qui seront en état de faire
 „ de bonnes loix; des despotes mécon-
 „ noissent les droits de l'espèce humaine,
 „ Mais leur excessive ambition, leur désir
 „ insatiable de dominer en tout produira
 „ un effet opposé à celui qu'ils se pro-
 „ mettent: A force d'appesantir le joug
 „ sur ceux qu'ils gouvernent, ce joug se
 „ brisera de lui-même; ils donneront
 „ dans le piège que l'esprit de liberté
 „ leur tend pour rompre les entraves
 „ dans lesquelles il est resserré & pren-
 „ dre l'essor le plus hardi & le plus rapide.
 „ Voila ce qu'auront operé les démar-
 „ ches du Comte de Vergennes; la révo-
 „ lution d'Amérique a déjà répandu des
 „ lumières, qui ne feront qu'augmenter
 „ de jour en jour. Pour favoriser leur
 „ propagation, nous enverrons des apô-
 „ très

„ très en France pour prêcher ce bon
 „ peuple, qui n'a besoin que d'être un peu
 „ instruit sur ses droits pour les faire
 „ valoir. Nous préférions de traiter avec
 „ une nation libre comme nous, plu-
 „ tôt que d'avoir affaire à des minis-
 „ tres despotes tels que ceux qui vous
 „ gouvernent. “

„ Je ne prétends pas justifier les pro-
 „ cédés que nous avons eus envers les
 „ hollandois. Je sais que nous avons de
 „ grands torts; notre parlement a dés-
 „ approuvé hautement la conduite des
 „ ministres & surtout l'ordre qu'ils ont
 „ donné qu'on attaquât le pavillon de la
 „ république & qu'on s'emparât de ses
 „ possessions. Nous reconnoissons la faute
 „ que nous avons faite & nous voulons
 „ la réparer. Vous conviendrez cepen-
 „ dant que les hollandois avoient mérité
 „ notre ressentiment en se jettant à corps
 „ perdu, comme ils l'ont fait, dans les
 „ bras d'une puissance qui n'a cherché
 „ qu'à les tromper. Comme anglois &

„ homme libre, je dois être vrai: La
 „ Province de Hollande avoit le même
 „ droit que les autres provinces à deman-
 „ der le redressement de ses griefs. On
 „ ne peut disconvenir que le parti aristocra-
 „ tocratique a fait de grands progrès
 „ dans cette république, & qu'il est de
 „ l'intérêt des états-généraux d'y mettre
 „ des bornes. Mais il falloit procéder
 „ d'une autre maniere à cette réforme.
 „ Les régens d'Amsterdam ne devoient
 „ pas se laisser conduire d'après l'impul-
 „ sion d'une puissance étrangere; il eut
 „ fallu d'abord rompre toute liaison avec
 „ l'ambassadeur de France & même avec
 „ le nôtre, & faire présenter par les dépu-
 „ tés à la Haye, un mémoire dans lequel
 „ ils auroient dit: que la constitution de
 „ la république ayant éprouvé des chan-
 „ gemens qui pouvoient avoir des suites
 „ funestes pour sa tranquillité & sa pro-
 „ périty, ils demandoient, au nom de leurs
 „ commettans, qu'il fût pris des mesu-
 „ res pour lui rendre toute son intégrité
 „ primitive. On devoit, à cet effet, se
 „ con-

„ concerter avec les autres provinces,
 „ sans faire intervenir pour un pareil
 „ objet aucune puissance étrangere. Un
 „ peuple libre ne doit point choisir de
 „ médiateur dans ses affaires domestiques;
 „ il a seul le droit d'en connoître. Cette
 „ marche, qui eut été parfaitement légale,
 „ eut honoré les membres de la régence
 „ d'Amsterdam. Mais, avant tout, on au-
 „ roit dû mettre les forces de terre &
 „ de mer sur un pied respectable, pour
 „ pouvoir se déclarer au besoin contre
 „ la puissance qui auroit osé attaquer. Ce
 „ n'auroit pas été nous. Pendant tout le
 „ tems qu'auroit duré notre guerre avec
 „ la France, la Hollande auroit continué
 „ son commerce, & pu en même tems
 „ changer tout ce qui se trouvoit de
 „ vicieux dans sa constitution. On a fait
 „ précisément tout le contraire: Les pro-
 „ vinces se sont divises, les factions d'Yorck
 „ & de la Vauguyon se sont formées.
 „ Qu'en est-il arrivé? Qu'en voulant
 „ éviter la guerre, on s'est vu forcé de
 „ la faire; que cette guerre a coûté beau-

„ coup

„ coup à la république; qu'il regne une
 „ haine implacable entre le parti républi-
 „ cain & le Stadhoudérien, & que cette
 „ haine causera peut-être la ruine des
 „ sept provinces-unes. “

„ Nous ne rendrons jamais le Prince
 „ d'Orange souverain de la Hollande;
 „ cela n'est pas de notre intérêt; mais
 „ nous devons le maintenir comme chef
 „ de la république. Nous savons par
 „ l'expérience ce que c'est qu'un état pu-
 „ rément démocratique. Si c'étoit le meil-
 „ leur gouvernement, nous l'aurions a-
 „ dopté; car nous n'aimons pas les Rois.
 „ Mais un souverain comme celui que
 „ nous avons, peut faire du bien & jamais
 „ de mal. Le Stadhoudier est dans le
 „ même cas. George III. nous a induits,
 „ il est vrai, à une guerre injuste contre
 „ nos colonies; mais nous le forcerons enfin
 „ à faire la paix. Guillaume d'Orange
 „ s'est laissé conduire par son Mentor,
 „ qui lui a fait commettre beaucoup de
 „ fautes. Qu'on lui fasse renvoyer ce mau-
 „ vais

vait conseiller, mais qu'on lui laisse les
 droits & prérogatives dont il jouit; on
 ne peut lui ôter sans injustice ces droits
 dont toute la confédération s'est rendue
 garante & l'Angleterre aussi au besoin.
 Jamais aucune révolution n'a réussi lors-
 qu'on a négligé les formes qui doivent
 en légitimer le succès. Celle de l'Amé-
 rique étoit fondée sur des principes
 valides; l'Angleterre a eu tort de ne
 pas faire droit aux justes demandes des
 américains. Les griefs & la conduite
 de ce peuple servirent un jour de règle
 à d'autres nations pour demander le
 redressement des leurs; & l'exemple que
 nos anciens frères viennent de donner
 à l'Europe doit faire trembler tous les
 Rois. Nous avons ici un Fox, un Shé-
 ridan & d'autres écrivains qui s'occu-
 pent à composer des évangiles sur la
 liberté, que leurs disciples ironnt pré-
 cher *per totam in terram*.
 J'avoue, mon cher Comte, que cet
 anglois a bien raison dans tout ce qu'il
 dit

dit sur les affaires de la Hollande. Mais notre ministre des affaires étrangères & ceux qu'il emploie ne voyent pas, comme l'en dit, plus loin que leur nez; ils finiront par l'être eux-mêmes la dupe de leurs intrigues; leur mauvais succès les couvrira de honte, & notre trésor public aura fourni plusieurs millions pour opérer une révolution qui tournera contre nous. On m'a écrit de la Haye que le mémoire que je vous ai envoyé n'a pas produit l'effet qu'on s'en promettoit, & qu'il est aisé de prouver par le succès qu'à eu le Lord Howe, que l'envoi de ces dix vaisseaux-de ligne n'auroit pu causer aucun mal aux anglois.

Un officier de marine m'a appris que nos ennemis ont fait pendant cette campagne un essai de nouveaux canons sur leurs vaisseaux de guerre; que le *Rainbow* portoit à sa première batterie des pieces de 68 livres de balle, de 42 à la seconde, & de 32 à la troisième. Ces pieces d'un nouveau calibre ont l'avantage

tage de tirer beaucoup plus loin que les autres & de causer un ravage affreux sur le navire qu'elles atteignent. On assure que Sir Howe avoit plusieurs vaisseaux qui portoient de ce canon. Combien l'on employe de moyens pour détruire plus sûrement cette pauvre espèce humaine ! La bravoure actuellement est inutile ; que peut-on opposer à ces globes meurtriers qui vous écrasent comme un coup de tonnerre ?

Adieu, mon cher Comte, je suis &c.

LET-



LETTRE VIII.

De VERSAILLES le 6 Decembre 1782.

Du même, au même.

J'ai oublié de vous dire dans ma dernière quelle nos héros sont de retour de Gibraltar. Le Comte d'Artois & le Duc de Bourbon sont arrivés ici le 23 du mois dernier. Le premier a eu un long entretien avec le Roi sur ce siège & la marine dont le brave Elliot a défendu la forteresse confiée à sa garde. Suivant le rapport de ce Prince, les espagnols ont perdu beaucoup de monde dans les dernières attaques qu'ils ont faites, surtout en voulant éteindre le feu mis aux ouvrages par les boulets rouges & les carcasses que leur lançoient les assiégés. Les anglois n'ont pas reçu autant de dommages; leur position avantageuse les mettoit dans le cas de braver les cent pieces de canon dirigées contre eux, ainsi que les bombes qu'on leur envoyoit,

AVAIL

qui

qui se brisoient contre le rocher. Le Comte d'Artois parle de ce siège avec beaucoup d'intérêt, ainsi que le Duc de Bourbon ; l'un & l'autre paroissent regretter de n'avoir pu dans cette occasion donner des preuves de leur courage & se rendre dignes par leurs exploits du nom qu'ils portent.

Le Roi a dit à son frere : „ Je suis fâché que vous ayiez été le témoin d'une expédition qui a aussi mal réussi. Si l'on avoit suivi mon avis, on auroit pu acquérir cette forteresse sans en faire le siège. Il ne falloit pour cela qu'un peu moins d'entêtement de la part du Roi d'Espagne ; si, au lieu d'employer ses troupes & une partie de ses forces navales contre Gibraltar, il les eût jointes aux miennes pour s'emparer de toutes les possessions des anglois aux Antilles, & les attaquer en même tems avec vigueur aux Indes-Orientales, alors l'Angleterre se seroit vu forcée à demander la paix, & on y eut mis pour principale condition la restitution de Gibraltar.

Tom. XI.

N

Vous

Vous trouverez sans doute que notre Monarque a raison. Moi, je lui trouve un tort, c'est de n'avoir pas su vouloir. Malheureusement, il n'a que trop souvent ce tort-là, & il est d'autant plus grand qu'aucun de ses ministres n'a une aussi bonne judiciaire que lui. Il n'est presque jamais du même avis qu'eux; il leur a souvent dit d'avance ce qui résulteroit des mesures qu'ils prenoient, & rarement il s'est trompé.

On m'assure qu'il a montré un peu d'humeur au Comte de Vergennes, sur les longueurs qu'éprouvent les négociations à Londres, & qu'il a déclaré d'une maniere très énergique qu'il vouloit la paix, pour pouvoir ensuite s'occuper des moyens de soulager son peuple. Mais il n'y a pas d'apparence que ce Monarque puisse réaliser de sitôt ses bonnes intentions; car, bien loin de diminuer les impositions, on vient de rétablir le troisième vingtième & l'on a fixé sa durée à trois années après la paix. On

va aussi faire un emprunt d'une nouvelle forme. Le Roi donnera quinze pour cent de cet argent pendant quinze ans. A cette époque, on ne payera plus que cinq pour cent à ceux qui survivront ou à leurs héritiers. C'est un nouveau moyen pour se procurer des fonds, mais qui est très ruineux pour l'emprunteur. Si cela continue, on finira par faire banqueroute.

Afin de faire croire aux anglois que nous sommes tout prêts à faire une sixième campagne, on travaille avec une activité étonnante dans tous nos ports au radoubement de tous nos vaisseaux de guerre & à la construction de plusieurs autres. Au mois d'avril prochain, la perte que nous avons faite au combat contre Rodney sera réparée, & nous aurons sept à huit navires de guerre de plus. Tout cela n'en imposeroit point aux anglois, si eux-mêmes n'étoient pas aux expédiens & qu'ils n'eussent pas autant besoin de repos que nous.

Notre Comte de Vergennes, glorieux d'avoir réussi à détacher les colonies angloises de la métropole, avoit eu le projet d'opérer une révolution à peu-près semblable dans l'Inde. Il avoit fait partir en 1779, un émissaire pour ces contrées, chargé de négocier avec Hyder-Ali. Ses instructions portoient : „ De proposer au Prince Indien de ne plus souffrir que „ les Européens eussent des possessions „ dans l'Indostan ; qu'on l'aideroit à se „ rendre maître de celles qu'ils y a- „ voient ; que la France seroit la pre- „ mière à donner l'exemple, en lui remet- „ tant les siennes (le sacrifice n'eut pas été grand, car les anglois se sont em- paré de tout ce que nous avions dans ce pays). „ Qu'afin de le faire réussir „ dans cette expédition, on rassembleroit „ à l'Ile de France, une flotte nombreuse „ ainsi qu'un nombre suffisant de troupes „ européennes pour le seconder puissam- „ ment. „ Hyder-Ali accepta la propo- „ sition & commença les hostilités en 1780. Mais le malheur arrivé au convoi que

nous

nous avions expédié pour les Grandes-Indes, a fait manquer une partie de nos projets. Sans cet évenement & les autres contrariétés que nous avons éprouvées, nous aurions pu faire beaucoup de mal aux anglois, de concert avec notre allié ; je doute cependant que nous les eussions chassés de leurs possessions.

Le bon Abbé de St. Pierre avoit formé le projet d'une paix perpétuelle; jusqu'à présent il ne s'est point réalisé & je crois qu'il ne le sera pas encore de sitôt. Notre Comte de Vergennes a celui de rendre la navigation libre sur toutes les mers; ce projet n'est pas, à mon avis, d'une exécution moins difficile. Ce ministre prétend ouvrir le commerce de l'Inde à toutes les nations européennes, de maniere que chaque puissance pourra y établir des factoreries. Mais, en supposant qu'il réussisse, quels avantages pourront résulter de ce commerce, si tout le monde le fait ? aucun. Les puissances qui auront la marine la plus nombreuse,

N 3 feront

feront toujours la loi aux autres. Si la jalouse regne entre les négocians d'un même pays & d'une même ville, peut-on s'attendre à une meilleure intelligence entre un assemblage de commerçans de différens pays & qui auront tous des intérêts différens? Ce projet du Comte de Vergennes est, selon moi, fort mal conçu. Il faut bien peu connoître les hommes pour croire qu'on peut ainsi les assujettir. Rien, au reste, ne m'amuse autant que d'entendre notre ministre des affaires étrangères parler liberté & indépendance, lui qui n'aime point les contradictions & qui comme tous ses collègues est très despote dans sa place. J'ajouterai que nous ne sommes pas encore dans le cas de donner des loix à la Grande-Bretagne; bien loin d'être réduite à ce point d'affoiblissement, elle est encore, à mon avis, fort redoutable; & Mr. le Comte de Vergennes, à qui on donne le nom de Dictateur de l'Europe, n'exercera sa dictature que chez nous.

On

On avoit répandu le bruit que des passeports avoient été expédiés par Mr. le Comte de Vergennes pour un ministre plénipotentiaire qui devoit se rendre près de notre cour de la part de l'Angleterre. Mr. de Fitzherbert, qui est ici, & qui a rapporté, dit-on, avec lui les dernières résolutions de sa cour, n'a que le titre de commissaire. Il aura celui de plénipotentiaire, dès qu'on sera d'accord sur quelques articles qui sont encore en contestation, mais qui ne sont pas de nature à empêcher le succès des négociations.

D'après les avis que nous recevons de Londres, les anglois ont dans les Antilles 37 vaisseaux-de ligne qui seront prêts à agir à l'ouverture de la campagne prochaine. Ils se proposent avec ces forces d'entreprendre une expédition importante contre nos possessions ou celles des espagnols. Ils ont mis la Jamaïque à l'abri de toute attaque. Comme nous avons manqué la conquête de cette île, lorsque nous aurions pu la faire, il n'est plus possible de

la tenter. Je trouve, au reste, la paix préférable; toute la France la desire, à l'exception du petit nombre de ceux que cette guerre enrichit, tels que quelques uns de nos ministres, des premiers-commissaires & les fournisseurs.

Nous aurons à la paix une grande promotion de noblesse: Quantité de ces roturiers qui se sont enrichis par des voies tant licites qu'illicites, vont se faire déclasser avec la savonnette à vilain, c'est à dire au moyen d'une charge de secrétaire du Roi, ou de trésorier des finances qu'ils acheteront. Ces deux charges font un haut & puissant seigneur d'un homme qui naguères se nommoit *la Fleur*, ou *Champagne*. Je voudrois qu'on obligeât ces Messieurs à garder leur noms de guerre, au lieu de leur permettre de se débatiser, comme ils le font, lorsque ceux qu'ils portent sentent trop la roture. Cette noblesse qui s'achète est très onéreuse au peuple, sans être d'un grand avantage au Roi. Les sommes que de telles ac-

qui-

quisitions rendent aux parties casuelles, n'équivalent pas à beaucoup-près aux droits qu'elles procurent à ceux qu'elles font sortir de la classe des non-privilégiés. Comme le fisc ne perd jamais ses droits, toutes les charges dont le nouveau noble se trouve exempté sont réparties sur ceux qui restent dans la roture. Voila encore un des grands abus de notre administration. Une partie de la nation, & c'est toujours la plus indigente, doit supporter seule toutes les impositions, tandis que les plus aisés peuvent s'y soustraire. En outre de ces charges véniales dont je viens de parler, il y en a encore un grand nombre d'autres qui donnent les mêmes droits. On m'a assuré que, d'après un relevé fait au contrôle-général, il se trouvoit près de quatre millions de citoyens qui ne payoient pas le tiers d'impositions que les autres. Les ministres, les parlemens soutiennent ces franchises, par la raison qu'ils en jouissent eux-mêmes & que ce sont leurs propres droits qu'ils défendent. Tous

les contrôleurs-généraux qui ont voulu attaquer cet abus, ont été renvoyés. Il n'y a que la volonté absolue du Roi qui puisse opérer une telle réforme, mais il en sera toujours détourné par ceux qui ont intérêt à l'empêcher. On croit que les assemblées provinciales pourront parvenir à ce but, lorsqu'elles seront constituées comme elles doivent l'être. Leur constitution actuelle ne vaut rien ; le clergé, les nobles ou privilégiés y ont encore trop d'influence. On s'occupe des moyens de rectifier ce défaut & de donner au Tiers-Etat une représentation égale aux deux premiers ordres. Si l'on y réussit, les choses, dans peu, changeront de face, & le peuple, comme le plus fort, aura raison. On m'assure que le Roi désire qu'il s'opere un changement dans la constitution & qu'il en facilitera les moyens autant qu'il le pourra ; la principale raison en est qu'il est très ennuyé d'une partie de sa noblesse, qui l'obsede pour obtenir des graces ; de son haut clergé, qui ne remplit point les devoirs de son état

&

& qui passe sa vie ici ou dans la capitale
 à soliciter les évêchés ou abbayes qui
 vaquent; enfin de la résistance continue
 que les douze parlemens opposent à tout
 ce qu'il veut faire, laquelle on ne peut
 faire cesser qu'en leur fermant la bouche
 avec la clef d'or. Le Roi disoit fort plai-
 samment au feu Comte de Maurepas,
 dans un moment où S. M. avoit reçu de
 très belles remontrances: *J'ai envie de*
me rendre le délateur de ces Messieurs vis-
à-vis de la nation. D'Aligre a remis en
même tems que ces remontrances, des con-
ditions auxquelles quelques membres de la
grand'chambre veulent faire passer ce que
je demande. Ces gens jouent la comédie, &
le peuple est leur dupe. Je voudrois qu'il
fût instruit de ce qui se passe. — „ Il le
 „ fait, répliqua Mr. de Maurepas; mais
 „ gardez-vous bien, Sire, de mettre tout
 „ le monde dans votre secret; il vaut
 „ encore mieux avoir affaire aux parle-
 „ mens que d'avoir toute la nation pour
 „ maître. Je crains que ces administra-
 „ tions provinciales que vous avez per-
 „ mis

„ mises, n'ayent des fuites fâcheuses pour
 „ votre autorité. Faites vous-même les
 „ changemens que vous croyez avantageux
 „ au bonheur de votre peuple ; mais ne
 „ les faites jamais faire par d'autres. Si
 „ une fois vous laissez échapper de vos
 „ mains les rênes du gouvernement, il
 „ ne vous sera pas aisé de les repren-
 „ dre. Je suis trop âgé pour espérer de
 „ pouvoir vous guider encore longtems.“

Le Mentor n'a pas agi suivant les principes que ces paroles annoncent. En arrivant à la place où il avoit été appellé, il débuta par une insouciance impardonnable. Il disoit qu'il étoit trop vieux pour penser à réformer les abus, qu'il devoit se borner à empêcher qu'il ne s'en introduisit de nouveaux. Il sacrifia les deux plus honnêtes-hommes qui fus- sent dans le conseil d'état : Mrs. Turgot & Malesherbes ; il fit donner la marine à un lieutenant de police qui n'y entendoit rien. Ce fut par foiblesse pour son Marquis de Pésai, qu'il fit nommer Mr.

Necker

Necker à la place de directeur des finances : Ce fut lui enfin qui détermina le Roi à la guerre actuelle. Ces administrations provinciales qu'on blâme tant & qu'il blâme lui-même ici, sont en partie son ouvrage. Mr. Necker, avant de les proposer au Roi, lui en parla. Mr. de Maurepas répondit qu'il en trouvoit l'idée admirable & qu'il approuvoit beaucoup ce projet. Qui pourroit croire qu'il y ait eu autant de légereté dans une tête qui touchoit à son seizième lustre ? Celle de votre Monarque est mieux organisée, mon cher Comte ; il montre autant de fermeté & de courage dans l'exécution de ses projets, qu'il déploie de génie dans leur conception. Heureux l'empire qui est gouverné par un tel maître !
 Je suis votre tout dévoué serviteur,

LET-



LETTRE IX.

De VERSAILLES, le 18 Decembre 1782.

Du même, au même.

D'après ce que vous m'aviez écrit, mon cher Comte, de la réunion de différentes sectes & de leurs menées secrètes pour opérer une révolution, j'ai pris des informations & j'ai cherché à m'assurer de l'existence de cette espece de ligue & de la nature de ses projets. Les lumières que j'ai acquises à ce sujet confirment tout ce que vous m'en avez dit. Malgré l'œil vigilant de la police, il se tient dans la capitale de fréquentes assemblées où l'on prépare les matériaux nécessaires pour reconstruire à neuf l'édifice de la monarchie françoise. Les architectes qui rédigent le plan de cette vaste entreprise, sont les ci-devant-Jésuites, les *Rosécroix*, les *Illuminés*, les *Martinistes* & les *Cabalistes*. C'est dans la rue Plâtrière que se rassemblent les principaux

mem.

membres de ces sociétés pour y travailler de concert au bonheur de l'espèce humaine. Le seul moyen, selon eux, de parvenir à ce grand but, c'est de rétablir l'égalité parmi les hommes; & pour réussir plus sûrement dans ce dernier objet, il ne s'agit de rien moins que de faire un nouveau partage des biens, d'ôter à ceux qui ont trop, pour donner à ceux qui n'ont rien. Je trouve ce projet très beau en spéculation, mais d'une exécution très difficile; car les possesseurs actuels ne se détacheront pas aisément de leurs propriétés. Les législateurs qui s'occupent de ce grand œuvre, sentent toutes les difficultés qu'ils auront à vaincre; mais pour en triompher ils se proposent d'exalter les esprits dans la classe du peuple par tous les moyens imaginables, & surtout en paroissant se dévouer généreusement pour lui faire recouvrer ses droits. On m'assure que Mr. Necker est affilié à cette confédération, à laquelle on a admis des personnes du premier rang pour lui donner plus de considération.

tion. Quant aux collaborateurs, ils sont pris indifféremment dans toutes les classes.

Il est une vérité, mon cher Comte, humiliante pour l'espèce humaine : C'est que toutes ces nations policiées depuis des siècles s'agitent en tous sens & de manières si diverses d'un bout du globe à l'autre, ont toujours été conduites par un petit nombre d'individus qui les ont constamment gouvernées suivant leur volontés & leurs caprices. C'est sans doute le sort des hommes d'être toujours plus ou moins dépendans, quelques modifications que leur inconstance naturelle leur fasse apporter à leur manière d'être. Combien de sortes de gouvernemens n'ont-ils pas éprouvés, depuis qu'ils sont réunis en société ? Ont-ils été contens d'aucun, en est-il un seul où ils aient parfaitement joui de leurs droits ? Cette inconstance des hommes, cette imperfection des institutions humaines devroient détourner de leur projet ceux qui veulent se rendre les législateurs des peuples.

Qu'ils

Qu'ils ouvrent l'histoire, ils y verront que les plus belles loix, les établissemens les plus solides n'ont qu'une certaine durée, qu'il n'est rien qui résiste au tems; ils reconnoîtront en outre que ce qu'on nomme les conquérans ont été & seront toujours les fléaux destructureurs de l'espèce humaine & des empires, que les nations douces & pacifiques ont été constamment subjuguées par les nations belliqueuses. La considération qu'on a donnée au métier des armes est, selon moi, un grand mal: tout homme doit être soldat lorsqu'il s'agit de défendre sa patrie, mais il ne doit jamais être l'agresseur. Je voudrois qu'il fût possible que toutes les nations de l'Europe fissent entre elles un pacte fédératif, par lequel elles s'engageroient à ne jamais prendre les armes pour une cause qui ne seroit pas juste, ni à se mêler autrement que par leur médiation de toute querelle d'un souverain avec un autre, qui n'intéresse-roit en aucune façon leurs sujets respectifs. Je voudrois qu'il fût possible d'é-

tablir un tribunal suprême, à l'instar des deux tribunaux de l'empire, lequel aurait le droit de prononcer sur tous les différens qui pourroient survenir entre les souverains & états de l'Europe; que ceux-ci fussent forcés de se soumettre aux décisions de cet aëropage, qui deroit avoir à sa disposition des forces militaires pour faire exécuter tous les arrêts qu'il rendroit. Pour qu'un pareil projet pût avoir son exécution, il faudroit que toutes les puissances voulussent s'y prêter de bonne foi; mais des intérêts particuliers & d'autres raisons politiques s'opposeront toujours à sa réalisation. Aussi je ne vous en parle que comme d'un beau rêve; je sens trop combien l'espèce humaine est encore éloignée de ce point de perfection morale. La guerre semble être un mal nécessaire; les sauvages se la font continuellement, les nations policées ne sont pas plus raisonnables. Le *tien* & le *mien* seront toujours la source d'une foule de différens.

Je vous ai dit dans quelques - unes de mes lettres, combien on blâmoit notre ministre des affaires étrangeres de n'avoir pas cherché à maintenir la Hollande dans la neutralité qu'elle vouloit adopter; ce qui nous eut été bien plus avantageux que de nous servir, comme nous l'avons fait, du pavillon des puissances du Nord. Les négocians de Bordeaux & de Nantes se sont plaints amèrement à ce sujet; ils ont présenté un mémoire, dans lequel ils disent: „ Qu'ils s'apperçoivent chaque jour du tort que leur fait la marine marchande des puissances du Nord, qui prive les négocians de France de tous les bénéfices que leur procureoit le commerce des Iles-sous le vent; que ce commerce se fait actuellement par les Suédois, les Danois, les Hambourgeois & autres, qui se sont emparé de l'importation à la faveur de la neutralité armée qui leur donne la facilité d'aller acheter aux Antilles les productions de ces îles pour les transporter ensuite dans tout le Nord. Cette liberté d'im-

„ porter & d'exporter, à l'exclusion des
 „ navires marchands françois, anglois,
 „ espagnols & hollandois, ainsi que le
 „ privilége qu'ils ont de pouvoir entrer
 „ dans les ports des nations belligera-
 „ tes & surtout dans ceux de leurs colo-
 „ nies, ont fait hausser considérablement
 „ les caffés, les sucre, l'indigo & au-
 „ tres productions, tant dans les îles du
 „ vent que dans celles sous le vent, où
 „ ces marchandises, devenues pour les eu-
 „ ropéens des denrées de première néces-
 „ sité, se vendent aujourd'hui à un prix
 „ exorbitant, tandis que les mêmes den-
 „ rées qui se trouvent dans les villes
 „ maritimes de France, ne s'achetent qu'à
 „ un très bas prix. "

Ce mémoire a été lu dans le conseil de commerce. Il a été résolu de n'y point faire de réponse, mais de faire savoir aux négocians de Bordeaux, Nantes & autres villes maritimes, que toutes les apparences étant pour une paix prochaine, les sujets de plainte qu'elles avoient cesseront bientôt d'eux-mêmes.

Nous

Nous allons avoir une armée d'officiers-généraux : La promotion qui doit se faire, sera, à ce qu'on assure, de soixante-quatre lieutenans-généraux, autant de maréchaux de camp & des brigadiers à proportion. Vous voyez que nous pouvons, si nous le voulons, continuer la guerre ; nous ne manquerons pas de généraux pour nous commander. Mais je crains une chose, c'est que l'argent ne nous manque pour payer les honoraires qui sont attachés à ces différens grades ; car vous savez que tous ces Messieurs ne se contentent pas du titre, qu'il faut qu'une pension y soit jointe. Beaucoup de ceux qui ont servi pendant cette guerre l'ont méritée ; mais combien aussi en est-il qui obtiendront cette faveur sans y avoir le plus petit titre ? Nous devrions bien imiter l'Empereur, qui vient de faire un nouvel arrangement pour les pensions tant civiles que militaires, lesquelles s'accordaient un peu trop légèrement sous le règne de Marie-Thérèse. S. M. I. veut que ces grâces ne se donnent dès-

ormais qu'à ceux qui auront bien mérité par leurs services ou par des actions d'éclat; elle n'entend point que pour placer un protégé, on accorde une retraite à celui qui lui cede sa place, ni qu'on rende héritaire dans une famille un bienfait concédé à un seul pour des services rendus.

Tous nos gens de la cour ne trouvent pas que cet exemple soit bon à imiter. Ils disent qu'un pareil système d'économie est indigne de la majesté du trône, & qu'il deshonore celui qui l'adopte. Je ne suis pas de cet avis; je désirerois que notre Monarque prît sur lui, comme il l'a déjà fait quelquefois, de rayer beaucoup de noms sur la liste qu'on lui présente, lorsqu'il s'agit d'avancer en grade ou d'accorder des récompenses.— *Qu'a-t-il-fait*, demandoit S. M. au ministre? je ne le connois pas & n'ai jamais entendu parler de lui.

Mr. le Duc de la Vauguyon, qui se trouvoit ici depuis le mois dernier avec

son

son épouse, est venu, dit-on, pour être consulté sur les préliminaires de la paix & aussi pour rendre compte verbalement des dispositions de la Hollande, si l'on peut compter sur elle pour des arrangements ultérieurs & surtout pour le traité qu'on veut conclure avec elle. Pour prouver à Leurs Hautes Puissances notre bonne foi, il a été décidé que Mrs. les Comtes de Berkenroode, de Brantzen & Mr. Spoors, secrétaire d'ambassade, seront admis aux conférences qui se tiendront pour la paix, & que rien ne sera arrêté sans le consentement des états-généraux. Mr. le Duc de la Vauguyon est reparti d'ici pour la Haye le 11. de ce mois; il se flatte que sa prépondérance en Hollande est toujours la même; il en a donné la preuve par la réintégration de Mr. van Berkel dans le poste de conseiller-pensionnaire de la ville d'Amsterdam, laquelle n'auroit jamais eu lieu sans lui & qui s'est faite, dit-il, contre le gré du Stadhoudier & de tous ceux de son parti. Notre ambassadeur prétend qu'il a si bien

pris ses mesures, qu'avant deux ans la constitution de la Hollande sera entièrement changée, que l'ordre équestre sera sous la dépendance du parti républicain & qu'un nouvel ordre de choses s'établira entre les provinces-unies. Un anglois à qui on a rendu ce propos, a dit : *Mr. le Duc de la Vauguyon parle bien des dispositions qu'il a faites, mais il ne dit rien des nôtres.* C'est comme si un général assurait qu'il battra dans deux ans l'armée contre laquelle il se propose de marcher. Il est vrai que les ministres du cabinet de St. James qu'on vient de renvoyer, ont fait de grandes sottises. Mais ceux qui leur ont succédé ont formé un autre plan, & je doute que celui de votre ambassadeur soit mieux conçu. Je rends justice à son esprit, à ses talents ainsi qu'à ceux de ses coéquipiers; mais nous avons aussi chez nous des braves en politique & en intrigues, qui sont capables de se boxer avec les vôtres, & ils ne tarderont pas à entrer dans l'arène.



Quelqu'un a dit à M. de Vergennes, que Mr. Berenger, secrétaire de l'ambassade de la Haye & aujourd'hui chargé d'affaire par *interim*, auroit beaucoup mieux réussi que son principal dans les négociations avec la Hollande; mais on ne l'a jamais consulté sur ce qui s'est fait, on lui a même tout caché. Le Sr. Marchand, ex-jésuite, étoit le seul confident de notre ambassadeur. Ce dernier a de l'esprit, mais c'est un homme dangereux; il s'est aliéné tous les esprits, à l'exception des catholiques Romains à qui il a persuadé que le moment étoit venu de rentrer dans leurs droits & de triompher des sectes Luthérienne & Calviniste. Vous saurez que le projet du parti républicain est de s'unir aux catholiques contre les Stadhoudériens. Dans toutes les révolutions, la religion joue toujours un rôle: on fait le pouvoir que les prêtres ont sur le peuple, & on cherche à tirer parti de ce moyen puissant. Mais ce qui m'étonne, c'est que les ministres de l'église Romaine s'unissent avec ceux

de Luther & de Calvin. Leurs principes & leurs opinions diffèrent tellement qu'il faudra tôt ou tard que la brouille se mette entre eux. Il me semble que Leurs Hautes Puissances voyent ce qui se passe avec trop d'indifférence, ou bien elles sont assurées que cette coalition entre les protestans & les catholiques-Romains n'est que l'affaire du moment. Les gens sensés qui sont ici paroissent fâchés qu'on ait renvoyé Mr. le Duc de la Vauguyon en Hollande ; ils craignent que la haine que lui porte le parti Stadhoudérien, ne nous entraîne dans de nouveaux démêlés & une nouvelle guerre ; surtout si on persiste à vouloir operer en Hollande une révolution, qui d'ailleurs est presque impossible, vu l'opposition que formeront nécessairement à l'exécution d'un pareil projet les puissances garantes des droits & prérogatives accordés au Stadhouder.

On peut regarder, au reste, la paix comme certaine. Aujourd'hui est parti de l'hôtel

l'hôtel d'Espagne, Mr. d'Erédia, secrétaire d'ambassade de Mr. le Comte d'Aranda; il avoit reçu des lettres de créance de sa cour qui l'autorisent à traiter avec le Lord Shelburn pour les conditions de paix entre l'Espagne & le cabinet de St. James.

Comme, d'après les principes de Mr. Necker, il est impossible d'osier risquer de mettre de nouvelles impositions, on va réaliser le projet d'emprunt dont je vous ai parlé dans ma dernière; il sera de deux cents millions. Pour engager le public à y porter ses fonds, on prendra moitié contrats & moitié argent. Vous sentez combien un pareil moyen sera onéreux, attendu que les anciens contrats avoient beaucoup perdu de leur valeur & que par cette opération on va les remettre au pair. Ainsi on peut calculer que, l'emprunt étant de 200 millions, le Roi fera la rente de cinquante millions au moins, pour laquelle on ne lui aura donné aucune valeur.

leur. Mais il faut de l'argent, & la nécessité ici fait passer par dessus toutes les considérations quelconques.

Adieu, mon cher Comte. Qu'on doit se trouver heureux chez vous d'avoir un coffre-fort bien garni, point de dettes à payer & un Roi qui fait commander !

Je suis &c.

LET-

LETTRE X.

De BERLIN, le 28 Novembre 1782.

Du Comte de..., à Mr de....

J'ai reçu, Monsieur, vos lettres du 26 Octobre & 12 de ce mois, ainsi que le mémoire sur l'affaire de Brest. Je vois par le contenu de la dernière que Sir Howe a été aussi heureux dans le ravitaillement de Gibraltar, que le général Elliot dans la destruction des batteries flottantes. Si nous étions encore aux tems du paganisme, les anglois ne pourroient se dispenser d'élever un temple à Neptune, qui les a si bien secondés dans la guerre actuelle, & particulièrement dans cette dernière occasion, tandis que vous & vos alliés les espagnols avez été constamment les jouets de l'inconstance de ce Dieu des mers. Il faut cependant convenir que vos ennemis savent mieux tirer parti que vous des avantages que procurent des vents favorables,

tables: les manœuvres de Sir Howe pour parvenir au but de sa mission ont été des plus habiles, & cet amiral a pleinement justifié la confiance qu'on avoit en lui. Comme les évenemens les plus désagréables sont souvent la source d'évenemens heureux, je crois comme vous que cet échec reçu devant Gibraltar & le ravitaillement qui en a été la suite, accéléreront encore la paix. Notre ministre à Londres écrit au Roi qu'elle est infaillible¹, qu'il a eu plusieurs conférences à ce sujet avec les ministres de St. James, qui lui ont dit qu'on étoit d'accord sur les préliminaires.

Je pense comme vous, Monsieur, sur les avantages que les puissances belligérantes retireront de cette guerre; elles se seront épuisées réciproquement; leurs sujets seuls feront les victimes des erreurs des ministres qui les gouvernent. Le Roi d'Angleterre a mal fait d'entreprendre une guerre injuste contre ses colonies; celui de France n'auroit jamais dû profiter

ster de cette querelle domestique pour se venger de son ennemi. On lui a persuadé que le moment étoit arrivé d'humilier la grande Bretagne; on l'a trompé; cette puissance ne sera pas affoiblie par la perte de ses colonies. Depuis la paix de 1763, elle a acquis dans l'Inde des possessions beaucoup plus vastes, plus fertiles & plus riches que celles qui viennent de se soustraire à sa domination. Son commerce lui fournira les moyens de payer les dettes qu'elle a contractées; c'est toute la nation qui en est solidaire. Chez vous, c'est le Roi seul qui doit, & il ne peut payer qu'en mettant de nouvelles impositions. Je ne crois pas ce moyen admissible dans le moment actuel, & votre Monarque ne pourra satisfaire à ses engagemens qu'en recourant à des opérations forcées, ou en établissant une taxe sur vos privilégiés & votre clergé. Mais ceux-ci ne le souffriront jamais.

Notre Monarque a fait une guerre qui a duré sept ans. À la paix, ses sujets
ne

ne se sont point ressentis des malheurs de cette longue lutte, ils n'ont point été obligés de supporter de nouvelles charges. Au contraire, S. M. s'est occupée des moyens de les indemniser des contributions qu'ils avoient été forcés de payer à l'ennemi. Il a fait des répartitions dans toutes les provinces & a payé les dettes qu'elles avoient contractées. Quel exemple pour vos administrateurs ! Un royaume qui n'a que le tiers de votre population, le cinquième de vos revenus, a lutté contre les trois plus grandes puissances de l'Europe, a fait une paix glorieuse, n'a point contracté de dettes, & se trouve à la paix avoir une épargne de plus de quatre cents millions de vos livres, & sur pied une armée effective de deux cents quarante mille hommes, bien entretenus & bien disciplinés. Vous avouerez que cela tient du prodige & fait une critique sanglante de votre gouvernement. La pénurie dans laquelle se trouve votre trésor public, ne peut être attribuée à votre Monarque; on fait qu'il n'est point porté

porté pour la dépense, qu'il est même fort économe & se refuse tout ce qu'il croit superflu. Je pense comme vous que c'est une calomnie atroce d'accuser la Reine d'être la cause du dérangement de vos finances; elle peut avoir disposé de quelques millions en faveur de ses créatures; mais qu'est-ce que cette foible somme en comparaison du deficit qui existe? L'augmentation énorme de votre dette provient de toutes les mauvaises opérations de vos contrôleurs-généraux, de ces emprunts ruineux auxquels on a recours dans des besoins pressans, du gaspillage qui se commet dans la perception des deniers publics & dans leur application. Je ne vois pas de possibilité que la France se tire de la crise où elle va se trouver à la paix. Quel homme serait assez hardi pour se charger de l'administration des finances! Notre Monarque, qui s'entend assez bien à cette partie, prétend qu'il ne vous reste qu'un seul moyen, & ce moyen c'est de faire banqueroute. . . . On s'y attend.

Vous me dites dans une de vos lettres que Mr. Necker n'a point perdu l'espoir de rentrer en place. Si cela arrive, je dirai qu'il a perdu la tête. Je conçois que son ambition lui fera voir tout en beau. Ceux qui veulent le faire rappeler ont certainement des projets, & ils se serviront de lui pour les mettre à exécution. Cette variation continue qui regne dans votre ministère ne peut qu'être funeste au bonheur de votre nation. Il seroit difficile de citer une époque où votre gouvernement ait adopté & suivi le même système pendant dix années. Votre histoire ne présente qu'un combat perpétuel entre la puissance royale & les différens corps revêtus d'une partie de l'autorité. Ce furent d'abord les grands du royaume qui commencerent cette lutte; lorsqu'on les eut réduits & que le Cardinal de Richelieu leur eut porté le dernier coup, parurent alors les parlemens, qui s'érigèrent en tuteurs des Rois. Mais comme ces aëropages n'étoient pas assez forts pour exercer le pouvoir qu'ils s'étoient

arrogé, tous leurs efforts ne servirent qu'à augmenter la puissance royale, au lieu de la diminuer. En effet, tout contribue à faire croire que, sans les parlemens, le despotisme n'eut pas fait autant de progrès. Le clergé, la noblesse & le peuple ne se fussent pas reposé sur ces prétendus représentans de la nation; ils eussent mieux défendu leurs droits, & Votre Louis XIV. n'auroit jamais osé se présenter dans l'assemblée de la nation, en bottes & éperons & le fouet à la main, comme il le fit un jour en plein parlement. Il me semble qu'un souverain qui avilit à un tel point le peuple sur lequel il régnait, n'auroit jamais dû obtenir le surnom de grand qu'on lui donna, & qu'il ne méritoit nullement toutes les louanges qui lui ont été prodiguées. Ce furent ces éloges, ces adulations excessives qui firent de ce prince un despote qui ne conoissoit d'autre loi que sa volonté. En effet, quel est l'homme ou le souverain assez philosophe pour ne pas se laisser enivrer par l'encens qu'il reçoit de toutes parts, &

qui ne se croye pas tout permis , dès qu'on aprouve , qu'on exalte même toutes les sottises qu'il fait ? Louis XIV. eut raison de prendre cette devise : *Ne te cede point au Soleil.* Comme cet astre, il attirroit tout à lui ; sa cour étoit le foyer qui absorboit toutes les richesses du royaume. La noblesse & le clergé , comme les satellites du Soleil de Versailles , avoient le plus de part à ses bienfaits ; le peuple , placé dans un tourbillon beaucoup plus éloigné , ne pouvoit jouir des mêmes faveurs , ou bien s'il en obtenoit quelques-unes , ce n'étoit que par la réfraction de sa lumiere. Je trouve , Monsieur , que l'astre de la royauté a bien pâli chez vous , & qu'il a bien perdu de sa chaleur pendant le regne de Louis XV. Il en perd encore tous les jours sous le regne actuel , & je crains qu'entrant un jour ou l'autre en opposition avec la planète populaire , il n'en résulte un choc qui l'anéantisse ou en fasse un simple satellite subordonné à celle-ci. Cette grande révolution est prédite depuis longtems ; il me semble

semble qu'on fait tout pour l'accélérer & rien pour l'empêcher.

C'est le sort des empires d'avoir leur enfance, leurs beaux jours & leur décrépitude. Ce que les annales du monde nous ont conservé atteste cette vérité & nous prouve que les nations, comme les hommes, doivent cesser d'exister. Ces grecs, ces romains, autrefois la terreur de l'univers, que sont -ils aujourd'hui ? Les premiers languissent dans un honteux esclavage, les seconds n'ont conservé de leur existence que le nom. Reconnoitroit-on actuellement dans Rome la patrie des *Brutus*, des *Ciceron*, des *Cesar*? Les causes de la décadence de tous les empires sont à peu - près les mêmes; l'abus des richesses & de l'autorité, le mépris des loix, le luxe & la mollesse qui détruisent insensiblement l'énergie nationale. Le Sénat fut avili par les Empereurs, comme vos parlemens le furent par vos Rois: Deux puissances qui veulent s'arroger une même autorité, ne peuvent rester long-

tems unies. Il paroitra toujours étonnant que, parmi une nation aussi éclairée que la vôtre, un homme qui n'a souvent d'autre mérite que celui d'être riche, puisse, au moyen d'une charge qu'il a acheté, devenir pour ainsi dire l'égal de son Roi & lui faire la loi. Le mandataire d'une grande nation doit être choisi par cette nation elle-même; c'est sur le plus vertueux, le plus éclairé que le choix doit tomber, & non sur celui qui a de quoi payer une charge de conseiller ou de président. Le Roi & ses ministres ont raison de traiter comme ils le font ces pretendus défenseurs du peuple, qui ont donné plus d'une fois des preuves qu'ils étoient les tyrans plutôt que les soutiens. Le ministere n'est-il pas assuré de les amener à ses vues, lorsqu'il le veut? combien peu y en a-t-il parmi eux qui soient incorruptibles? Votre chancelier Meaupou avoit fait un coup d'état en réduisant ces corps à leurs fonctions primitives, celles de rendre la justice, & en abolissant la vénalité de leurs charges. Louis

XVI.

XVI. a fort mal fait de détruire cet ouvrage. D'Alembert, qui n'aime pas plus les parlemens que les prêtres, écrit au Roi que la destruction des parlemens est plus prochaine qu'on ne croit, & que ce projet entre dans le plan de Mr. Necker pour l'avenir, en supposant qu'il soit rappelé au ministere, comme tous ceux de son parti le croient. Je souhaite, Monsieur, pour votre nation qu'il se trouve dans les vingt-quatre millions d'ames qui la composent, un homme en état de la rendre aussi heureuse qu'elle le mérite. Votre Roi paroît vivement désirer le bien de son peuple; mais cela ne suffit pas; il faut qu'il trouve des coopérateurs pour l'aider dans cette tâche difficile, & cela ne me semble pas aisné. Sans y penser, je me suis un peu trop étendu sur cette matière, que vous devez mieux connoître que moi. Mais c'est d'après vous que je parle; ce sont vos différentes lettres qui m'ont fait naître les réflexions que je vous communique.

Vous savez sans doute que l'Empereur continue à détruire la puissance du Pape dans ses états. Il veut que tous les moines dépendent de leur évêque diocésain. Les supérieurs qui refuseront d'obéir, seront punis suivant la gravité du cas. S. M., tout en faisant la guerre au Pontife - Romain, lui rend les plus grands honneurs. Elle veut que la postérité soit instruite de la visite que lui a faite le successeur de St. Pierre: Notre ministre à Vienne nous écrit qu'on a placé avec grande pompe, le 30 du mois dernier, à Marie-Brunn, au dessus de l'entrée principale de cette église, une inscription gravée en lettres d'or sur du marbre blanc, laquelle porte ce qui suit:

Pius VI. Pontifex Maximus &c.

Josephus II. Roman. Imperator semper augustus,

Cum Maximiliano Austria Arciduce;

Tbaumaturgà Fontanensi devote salutà,

Hic, tenerrimos inter amplexus,

Excisis adstantium lacrymis,

Sibi invicem Vale dixerunt.

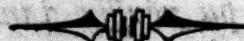
Viloa,

Voila, comme vous voyez, de bien tendres adieux; mais il faut beaucoup de foi pour croire à leur sincérité. Aussi dit-on à Vienne que cette inscription a été placée uniquement pour perpétuer la démarche que le bon Pie VI. a faite, laquelle est vraiment digne du pere commun des chrétiens. Malheureusement elle n'a pas eu le succès qu'elle méritoit. Joseph II. se glorifie en secret d'avoir eu à sa cour celui dont les prédecesseurs ont si souvent humilié les souverains & surtout quelques Empereurs de sa maison.

Le Roi a beaucoup plaisanté sur cette inscription; il a dit: *Je crois que si le Pape avoit encore ce voyage à faire, il ne l'entreprendroit pas. S'il avoit paru à Vienne accompagné de quelques cents de ces légions Romaines si formidables autrefois, il auroit pu réussir dans l'objet de sa démarche. Ce n'est qu'avec les argumens tirés du droit canon qu'on peut convaincre le Cesar Germanique.*

Je ne peux encore vous dire mon avis sur le mémoire contre le Stadhouder que vous m'avez envoyé. Je crois son auteur un peu suspect; il paroît avoir trempé sa plume dans le fiel républicain, & votre Duc de la Vauguyon a présidé, je crois, à la rédaction de cet écrit. On assure que la France veut une satisfaction éclatante & qu'elle exige qu'on fasse le procès à ceux qui ont empêché le départ de ces dix vaisseaux pour Brest. Il faudroit, dans ce cas, le faire à tous les membres de la régence & même à vos partisans, car il me paroît qu'ils ont eu des torts comme les autres. J'espere que la paix mettra fin à tout cela.

Je suis &c.



LET-



LETTRE XI.

De VERSAILLES, le 6 Janvier 1783.

De M. de . . . au Comte de . . .

Je viens d'apprendre par un ami & confident du comte de Vergennes, que la paix sera signée avant la fin de ce mois. Le Roi a enfin montré qu'il avoit une volonté; S. M. a dit à son ministre de mettre dans cette affaire la plus grande activité, qu'elle ne vouloit plus entendre parler d'une nouvelle campagne, attendu que l'état où se trouvoient les finances ne lui permettoit pas d'imposer de nouveau ses sujets; qu'elle regretteroit toujours d'avoir consenti à cette guerre, dont le succès ne dédommageroit jamais la France de ce qu'elle a coûté. Le monarque a parlé avec beaucoup de fermeté; on voudroit qu'il prît souvent ce ton, les affaires en iroient beaucoup mieux. Il seroit à désirer que ses ministres pensassent comme lui.

Le

Le Comte de Vergennes, d'après l'injonction formelle du Roi, a écrit à M. Gerard de Raineval de se hâter de conclure & d'aplanir toutes les difficultés qui se présenteroient, sans cependant donner à connoître les intentions de S. M. pour que le cabinet de St. James ne profite pas de la circonstance & ne se rende pas plus difficile sur les conditions.

Ce n'est que depuis quelques jours que j'ai appris que les commissaires anglois & américains qui se sont rendus à Paris, ont arrêté, il y a environ un mois, des préliminaires en neuf articles qui doivent servir de base à la paix, mais sous la condition expresse qu'ils n'auront leur exécution qu'après que la France & l'Espagne seront de leur côté d'accord avec l'Angleterre sur les termes de la pacification. Le premier de ces articles porte:

„ Que S. M. Britannique s'engageoit à
 „ reconnoître les Etats-unis savoir: le
 „ *New-Hampshire, Massachusset, Rhode-
 Island & les plantations de la Prov-
 dence,*

„ dence, le *Connecticut*, le *New-Yorck*,
 „ le *New-Jersey*, la *Pensylvanie*, la *De-*
 „ *laware*, le *Mariland*, la *Virginie*, les
 „ *Carolines méridionale & Septentrionale*
 „ & la *Georgie*. Que ces treize provin-
 „ ces seroient déclarées libres & indé-
 „ pendantes, & reconnues comme Etat
 „ souverain par la *Grande-Brétagne* &
 „ les autres puissances de l'europe.

Les commissaires anglois & américains réglerent aussi dans les conférences qu'ils eurent entre eux, les limites des possessions respectives. Les américains ont demandé en outre qu'on leur accordât le droit de pêche dans toutes les baies & criques qui se trouvent du côté de Terre-neuve & autres domaines de l'Angleterre en Amérique. Les commissaires anglois n'ont exigé de leur côté en retour des demandes qu'on leur a faites, que la libre navigation depuis la source du fleuve Mississippi jusqu'à l'Océan.

Cette

Cette convention préliminaire, sur laquelle on paroît parfaitement d'accord, ne peut que faciliter beaucoup les négociations pour la paix entre la France & l'Angleterre. Je me suis procuré hier dans les bureaux des affaires étrangères, une copie de l'ultimatum envoyé à la cour de Londres. Voici ce que nous demandons :

1°. Que l'Angleterre nous cede en toute propriété les îles de St. Pierre & de Miquelon dans le golphe de St. Laurent; l'ile de Tabago aux Antilles; la rivière du Sénégal avec toutes ses dépendances, ainsi que les forts St. Louis, Pador, Galam, Arquin & Portendick sur la côte d'Afrique; & dans l'Inde, les districts de Valanour & de Bahour pour servir d'arrondissement à Pondichéri, ainsi que les quatre Magans qui avoisinent Carical.

2°. Que l'Angleterre consente à l'affranchissement absolu de la ville de Dunkerque;

kerque; qu'il n'y ait plus de commissaire anglois pour y faire l'inspection. On détermine aussi d'une maniere plus claire & plus précise qu'on ne l'avoit fait dans le dernier traité de paix, quelles doivent être les limites respectives pour la pêche de la morue au banc de Terre-neuve

Quant aux conditions de l'Espagne, elle demande 1^o. Qu'on la laisse en possession de l'ile de Minorque & de la Floride. 2^o. Qu'on lui fasse la cession de toute la Floride Orientale, 3^o. que l'on regle, avant la conclusion de la paix, les limites & les districts qui seront accordés aux anglois pour la coupe du bois de Campêche. Le cabinet de Madrid insiste sur cette fixation, comme étant une précaution très nécessaire pour empêcher le commerce interlope que font les anglois dans tout le Golphe du Mexique.

On craignoit que ce dernier article n'excitât de la fermentation à Londres,
sur

turtout dans le parlement britannique; mais il a passé sans bruit: L'Angleterre soupire ainsi que nous après la paix; ce peuple libre & qui se moque de notre esclavage, n'est pas plus heureux que nous; il est accablé comme nous sous le fardeau des impositions, & les taxes qu'il paye surpassent même encore les nôtres. Qu'est-il résulté, au reste, de cette guerre pour les deux nations: Les anglois ont perdu treize de leurs plus belles provinces en Amérique; les succès qu'ils ont eus, même celui du 12 Avril dernier, ne les dédommagent pas des dépenses énormes qu'il ont dû faire. Nous sommes à peu-près dans le même cas. Le cabinet de St. James paroît mettre beaucoup de sincérité dans les négociations pour la paix, & semble disposé à faire tous les sacrifices possibles pour l'obtenir. On reproche aux ministres de ce cabinet ainsi qu'au parlement, leur indifférence envers les Royalistes de l'Amérique qui se sont sacrifiés pour la cause du Roi. Ces derniers, privés de leurs propriétés en Amérique &

ban-

bannis par le congrés, n'ont point reçû de l'Angleterre l'assistance & l'appui aux- quels ils avoient droit de s'attendre ; on les a abandonnés, on n'a nullement cherché à adoucir leur sort. Cet exemple doit servir de leçon à ceux qui pourroient dans la suite se trouver dans le cas de défendre la cause des Rois. Où le peuple est le plus fort, on doit préférer de se mettre de son parti. Au reste , on doit s'attendre que celui-ci es- sayera bientôt ses forces sur le grand théâtre de l'Europe ; le feu couve déjà sous la cendre dans différens états. Les souverains, bien loin de s'occuper du sou- lagement de leurs sujets , ne le font que des moyens d'augmenter leurs revenus & de river de plus en plus les fers de ceux qu'ils gouvernent. Le despotisme a des bornes ; lorsqu'il les passe, il risque de perdre cette autorité qu'il a usurpée, & d'avoir à craindre à son tour le des- potisme populaire. . . . Les souverains & leurs ministres sont à cet égard dans une sécurité qui ne peut manquer de

leur devenir funeste. Ils ont adopté une logique par laquelle ils croient parvenir à persuader ceux qu'ils gouvernent, qu'ils ne sont occupés que de leur bonheur. Voila soixante-dix ans environ, c'est-à-dire depuis la mort de Louis XIV., qu'on nous amuse par des promesses. On suit à cet égard constamment le même système; c'est surtout dans les préambules d'édit qu'on cherche à jeter de la poudre aux yeux. On y annonce dans les termes les plus pompeux, que le Roi, sur le compte qui lui a été rendu de l'état de ses finances & des charges onéreuses que ses fidèles sujets doivent supporter, veut que son contrôleur-général travaille à faire des retranchemens dans toutes les dépenses de l'administration; que ce n'est que par des économies qu'on pourra parvenir à diminuer le fardeau des impositions &c. &c. Mais ce beau début se termine toujours par proposer un emprunt, que les circonstances, dit-on, rendent nécessaire pour faire face à des engagemens preslés. Ces engagemens sont souvent

une

une leurre, & l'argent qu'on s'est procuré par ce nouveau moyen se dépense en prodigalités ou pour des objets d'une nécessité peu urgente. Voila comment on administre les revenus de l'état depuis un demi siècle, & ils continueront à être administrés ainsi, jusqu'à ce qu'un nouvel ordre de choses subitement introduit, forcera les ministres à se conduire autrement qu'ils ne le font.

Je vous avoue que je ne vois pas plus que vous comment nous nous tirerons de la crise dans laquelle nous allons nous trouver à la paix. Quoiqu'en ait dit Mr. Necker, il existe un deficit énorme entre la recette & la dépense. Ce deficit ne pourroit être rempli que par de nouvelles impositions, mais elles sont absolument impossibles. Quant à votre idée de faire contribuer les privilégiés, sans doute ce moyen feroit un des meilleurs auquel on pourroit avoir recours, & les ressources qu'il procureroit, jointes à un système d'économie qui retrancheroit toutes les dépenses

les qui ne sont pas d'une nécessité absolue , pourroient peu-à-peu éteindre la dette passive. Mais je crois comme vous que ceux qui jouissent de ces priviléges s'opposeront toujours avec succès à une pareille innovation. Il faut, je le répète, pour les y forcer, un nouvel ordre de choses, une révolution qui abbatte d'un seul coup toutes les têtes de l'hydre des abus , & qui par une crise salutaire régénere toutes les parties de l'administration.

Les ministres des affaires étrangères & de la marine viennent dans ce moment de recevoir des avis de Londres, qui confirment la nouvelle qu'on avoit déjà apprise , savoir : Que notre allié Hyder-Ali, conjointement avec les troupes françoises que le Bailli de Suffren avoit débarquées, a livré un combat à Sir Eyre Coote, dans lequel ce dernier doit avoir été fort maltraité. Cette nouvelle a fait beaucoup de sensation à Londres , & elle déterminera vraisemblablement les anglois à conclure promptement la paix. Je crois qu'ils

qu'ils feront très bien, car on m'assure que dans le plan formé pour la campagne prochaine, il avoit été arrêté de porter, de concert avec l'Espagne, la plus grande partie de nos forces maritimes dans l'Inde, & d'y attaquer nos ennemis avec énergie, avant que la cour de Londres pût y envoyer des secours. Pour assurer le succès de cette expédition, on auroit renoncé au siège de Gibraltar, ou du moins on se seroit contenté de tenir cette forteresse bloquée par terre. Le lieu du rendez-vous eut été au Cap de Bonne-Esperance & aux îles de France & de Bourbon. L'auteur de ce projet vouloit qu'il n'y eut que le Roi & le ministre de la guerre qui en fussent instruits, & la flotte qui eut été chargée de cette expédition, n'eut ouvert ses instructions qu'à la hauteur de l'île de Ste. Hélène au dixième degré de longitude.

Comme rien ici ne peut rester secret, si la paix ne se fait pas, je crois qu'il seroit imprudent de vouloir mettre ce

projet à exécution. Nos ennemis, qui en sont certainement instruits, prendroient leurs mesures en conséquence & ne manqueroient pas de le faire échouer.

Nous avons aussi appris par la voie de Londres, que notre général de Suffren a soutenu trois combats contre Sir Hugues ; aucun n'a été décisif ; mais ils ont empêché les progrès des anglois, & les obligeron de nous rendre, à la paix, tout ce qu'ils nous ont pris dans ces contrées ainsi qu'aux Hollandois. Nous cherchons par tous les moyens à faire notre cour à ces derniers ; mais je crains que ce ne soit peine perdue. Quoiqu'en dise M. le Duc de la Vauguyon, les Bataves ont un foible pour l'Angleterre. L'affaire de Brest se poursuit toujours à la Haye, mais elle n'aura pas les suites que la Province de Hollande voudroit lui donner. Il paroît encore un autre mémoire dirigé contre le Stadhouder ; celui-ci ne produira probablement pas plus d'effet que le premier.

On

On m'assure que l'Empereur fera valoir avant peu les prétentions qu'il forme à la charge de la république des provinces unies. Il fera, dit-on, cette démarche à l'instigation de Mr. de Vergennes, qui veut par cette intrigue forcer Leurs Hautes Puissances à demander la médiation de notre cour, laquelle ne sera accordée que sous la condition d'un traité d'alliance entre la France & la Hollande. S. M. Impériale espere de son côté qu'elle pourra rétablir le commerce des Pays-Bas ainsi que la navigation sur l'Escaut, & redonner de l'activité à la compagnie d'Ostende. Rien de tout cela ne s'effectuera. Je suis étonné que le Prince de Kaunitz n'empêche pas son royal maître de donner dans le piege qu'on lui tend. Ce grand ministre a trop d'esprit & d'expérience dans les affaires pour ne pas sentir combien l'exécution de ces projets est difficile.

Que dit votre monarque de tout cela?
Je ne crois pas qu'il consente jamais à

ce que la maison d'Autriche augmente sa puissance aux dépens des Hollandois.

Adieu, mon cher Comte. Je suis votre dévoué serviteur.



LETTRE XII.

De BERLIN, le 18 Decembre 1782.

Du Comte de à M. de

Je vous ferai part aujourd'hui, Monsieur, de mes réflexions sur le mémoire intitulé: *Considérations sur l'impossibilité de l'expédition de Brest.* Cet écrit, je l'avoue, est très spécieux; il est fait pour séduire, mais non, selon moi, pour convaincre. Voici mon opinion: Les états généraux étoient divisés entre eux; trois provinces avoient déterminé la rupture entre la république & l'Angleterre. Quand je dis trois provinces, ce n'est pas que j'ignore qu'on pourroit les réduire à une seule: celle de Hollande; car les autres se virent forcées d'accéder à la volonté

de cette dernière. Etoit-il de la politique de Leurs Hautes Puissances de concourir à l'aggrandissement de la France au détriment de la Grande-Bretagne ? Etoit-il de leur intérêt de se mettre sous la dépendance de votre cour ? Toutes les intrigues du cabinet de Versailles & de son ambassadeur, tant à la Haye qu'à Amsterdam, pour changer entièrement la constitution de la république, ne devoient-elles pas inspirer une juste défiance contre vous ? Pouvoit-on se dissimuler le projet que vous aviez d'anéantir le pouvoir du Stadhouder ? Comment pouviez-vous, d'après cela, espérer des succès & ne pas vous attendre à toutes les contrariétés que vous avez éprouvées ?

Mais revenons à l'affaire de Brest :

Lorsque le Duc de la Vauguyon présenta aux Etats-Généraux différens mémoires pour obtenir dix vaisseaux-de-ligne, les négociations pour la paix entre l'Angleterre & la Hollande étoient déjà commencées. Leurs Hautes Puissances ne

pouvoient donc pas se permettre d'envoyer les secours demandés, sans manquer à ce qu'elles se devoient à elles-mêmes & à la gloire de la république dont elles sont les représentans. L'auteur des *Confidérations*, n'a eu, à ce qu'il paroît, d'autre intention en faisant cet écrit, que d'inculper le Prince d'Orange & de le rendre odieux à ses concitoyens. Je ne crois pas que ce but soit rempli : Ceux qui liront l'ouvrage avec impartialité, s'il est rendu public, reconnoîtront aisément que tous les membres de l'administration se sont conduits dans cette affaire comme le Stadhouder, & qu'ils n'avoient pas plus d'envie que lui d'envoyer des vaisseaux de guerre à Brest. Le Prince d'Orange n'a pas jugé à propos sans doute de dire les vrais motifs qui l'ont empêché de se conformer aux ordres de ses maîtres; mais le conseil d'état ne peut pas les ignorer. C'est pourquoi j'imagine que les perquisitions qu'on fait pour trouver des coupables, n'auront point de suites. Quelqu'un de la Haye nous écrit que ces *Confidérations* ont

ont été rédigées sous les yeux de votre ambassadeur, que l'original est en françois, qu'on le traduira en hollandois. Il ajoute que, d'après ce qui se passe, la paix qui est prête à se faire entre les puissances belligérantes, ne mettra pas fin aux troubles de la république, & que le Comte de Vergennes veut à quelque prix que ce soit opérer une révolution dans ce pays. Je ne crois pas qu'il réussisse jamais dans son projet; trop de puissances sont intéressées à s'y opposer; il me semble d'ailleurs que ce ministre n'a pas mis assez d'adresse dans sa conduite. L'affaire des Barrières doit ouvrir les yeux aux Hollandois; les voila presque entièrement sous la dépendance de l'Autriche & de la France. S'il prend envie à ces deux puissances de subjuger cette république, qui les en empêchera? elle n'a pas des forces suffisantes pour résister à des ennemis aussi formidables. Semblables aux athéniens, les Hollandois ne pourront trouver d'abri que sur leurs vaisseaux, & pour se soustraire

au

au joug qu'on voudroit leur imposer, il ne leur restera d'autre ressource que d'aller habiter Batavia & Java, en ne laissant à leurs ennemis qu'un pays inondé. Les Bataves prirent déjà une fois cette résolution désespérée, lorsque Louis XIV. menaçoit de les subjuger. Un peuple libre qu'on veut réduire à l'esclavage, est capable des plus grands excès. Je ne crois pas cependant que les choses en viendront là; la France elle-même a trop d'intérêt de menager la Hollande; ce pays lui offre trop de ressources. Je vous ai déjà dit & je vous le répète, que votre cour eut beaucoup mieux fait de laisser la Hollande garder une parfaite neutralité, & de lui procurer les moyens d'amasser pendant cette guerre des richesses dont vous auriez pu disposer à la paix. Les revenus de la république ne sont pas considérables; ils suffisent à peine aux dépenses que l'état est obligé de faire. Cette guerre, toute courte qu'elle a été, l'a obligée de contracter une dette assez forte; si les troubles continuent,

tinuent, cette dette augmentera encore, & par une politique mal entendue, la France se trouvera privée d'une ressource qui lui étoit du plus grand avantage.

Notre ministre à Londres écrit au Roi que la paix qui va être signée, sera des plus glorieuse pour vous; que l'indépendance de l'Amérique sera reconnue par la Grande-Bretagne. Vous m'avouerez que cette indépendance vous aura coûté un peu cher; je ne vois pas encore quels avantages vous pourrez en retirer. L'Espagne seule, à mon avis, aura gagné à cette guerre.

Je vous ai souvent écrit que le Roi avoit toujours désapprouvé la guerre d'Amérique. S. M. est charmée que les treize Etats-unis soient reconnus indépendans: *Mon très honoré frere George III, a-t-elle dit, a tenu une conduite très maladroite envers ses colonies, & son parlement a mal fait de lui accorder des subfides pour leur faire la guerre. Je suis fâché*

facébé d'être aussi vieux ; j'aurois aimé à voir
 l'effet que produira cette liberté conquise par
 les Américains. Je crains bien que l'es-
 prit d'indépendance ne devienne une conta-
 gion, & qu'il ne prenne envie tôt ou tard
 à quelques nations de l'Europe de secouer
 le joug de leurs oppresseurs. Tous les
 souverains mes collègues jouent mal leur
 rôle ; ils se conduisent suivant l'ancienne rou-
 tine, & ils ont tort. Les peuples sont trop
 éclairés aujourd'hui pour qu'on puisse espé-
 rer de les gouverner comme on le faisoit il
 y a cent ans. Il faut mettre dans le métier
 de Roi un peu de charlatanisme, s'assurer sur-
 tout de la bienveillance du peuple ; il est sensible
 aux égards qu'on a quelquefois pour lui, à la
 justice qu'on lui rend préférablement aux
 grands. Ces petits moyens employés avec
 art, font toujours leur effet. Quarante
 années d'expérience m'ont assez appris com-
 ment on doit conduire cette espece humai-
 ne, & la forcer de vous applaudir, lors-
 qu'elle auroit envie de vous sifler. La na-
 tion la plus enthouisaste de ses souverains,
 c'est la françoise. Il est si aisé à ceux qui

la

la gouvernent de s'en faire adorer, qu'il y a, selon moi, une maladresse impardonnable de leur part lorsqu'ils n'y réussissent pas. Je ne vois cependant que Henri IV. qui ait bien su jouer son rôle. Il dut ses succès à sa grande popularité, & à une franchise apparente qui n'étoit pas toujours sincère. Brave de sa personne, il étoit fait pour commander un peuple aussi belliqueux que le françois. Mais le règne de ce prince commença sous de trop malheureux auspices; le venin de la ligne n'étoit pas encore détruit, le fanatisme subsistoit encore. Henri IV. fut la victime de la haine des prêtres & d'une femme méchante. Ce grand homme qui avoit affronté mille fois les dangers à la tête de ses armées, pérît par la main d'un vil scélérat. Il méritoit une fin plus glorieuse, & sa mort est une tache pour la France, comme sa vie est un modèle pour les Rois.

Ce que dit notre monarque, Monsieur, est très vrai. Les souverains doivent être de bons comédiens, & leur rôle est très

diffi-

difficile à jouer. Le nôtre a vraiment ce talent; personne ne fait mieux que lui se rendre agréable à ses sujets. Lorsqu'il a fait quelques ordonnances qui ne sont pas approuvées de la nation, il trouve le moyen de faire cesser le mécontentement par quelques bienfaits, qui font oublier les sujets de plainte qu'on a contre lui.

Semblable à votre Louis XI., Frédéric ne prend conseil que de lui-même dans tout ce qu'il entreprend, soit pour la politique, soit pour la guerre ou les finances. Ses succès lui ont appris à se passer de ses ministres; il ne les consulte jamais & ne s'en sert que pour mettre à exécution les projets qu'il a formés. Il a une morale politique très égoïste; il dit qu'un souverain ne doit point avoir de délicatesse de procédés, par la raison que lui & ses sujets en sont presque toujours la dupe. Il cite à ce sujet l'exemple de Louis XV. qui, dans la guerre de sept ans, laissa, par modération, prendre aux anglois quatre

à cinq cents vaisseaux marchands, avant de prendre des mesures pour s'opposer aux pirateries de ces fiers insulaires: Si je n'avois pas prévenu mes ennemis, dit-il, le projet qu'ils avoient de me détrôner auroit eu son exécution. J'ai été forcé de rendre la Saxe victime des fausses démarches dans lesquelles l'impéritie d'un ministre acbarné contre moi l'engagèrent.

Dans ce moment S. M. ne prend intérêt à la Hollande qu'à cause de sa niece la Princesse-Royale. Il n'aime point les Bataves, mais la Province de Gueldres fixe son attention; il la convoite depuis longtems. S'il arrivoit pendant son regne une grande révolution dans ce pays, les mécontens, pourvu qu'ils fussent riches, trouveroient un asyle chez nous. Vous ne devez pas être étonné, d'après cela, de notre indifférence sur ce qui se passe dans cette république. Nous faisons de tems à autre quelques démarches en faveur du Stadhouder, mais elles sont si faibles qu'elles n'en imposent point à vo-

tre cabinet ni au parti républicain; celui-ci fait à quoi s'en tenir. Si notre Prince-Royal étoit sur le trone, les choses iroient autrement. Il idolâtre sa sœur, & il ne tarderoit pas à s'en rendre le chevalier. Votre Comte de Vergennes n'aura pas aussi beau jeu avec lui.

On m'assure que l'Empereur a fait faire des insinuations à notre cabinet pour l'engager à faire valoir, de concert avec la cour de Vienne, de vieilles prétentions à la charge de la république. S. M. a fait une réponse qui n'est ni négative ni affirmative; la voici: *Si les prétentions de l'Empereur sont fondées & reconnues pour telles, je me déterminerai quand j'aurai vu quel effet auront produit les démarches qu'il fera à ce sujet. Mais je doute que ces démarches soient accueillies: La France préférera toujours d'avoir la Hollande pour voisine, plutôt que la maison d'Autriche. Si cette dernière réussissoit aux Pays-Bas les sept provinces-unies, elle acquerroît un degré de puissance qui*

qui la rendroit trop redoutable à l'Europe. Je suis, au reste, curieux de voir comment le Comte de Vergennes accomplira toutes les promesses qu'il a faites.

Ceux qui imaginent que S. M. est très disposée à prendre une part immédiate aux affaires de Hollande, se trompent lourdement, comme vous voyez. Les anglois & les hollandais ne sont point les deux nations favorites de notre monarque. Cependant je ne crois point qu'il souffre jamais qu'on anéantisse ces derniers; & si l'on vouloit pousser les choses trop loin, je suis très assuré qu'il se mêleroit de la querelle, à moins qu'on ne voulût l'admettre au partage du gâteau, comme on le fit pour la Pologne. . .

Je vous envoie ci-joint un écrit sur l'affaire des Barrières, qui m'a paru fort intéressant. C'est l'extrait d'un entretien qui a réellement eu lieu, dit-on, entre le Prince de Kaunitz & le Comte de Wassenaar, ambassadeur de L. H. P. à Vienne, avec des observations en forme de lettres à ce sujet. La lecture en a

R 2 fort

fort amusé le Roi, qui a reconnu le grand chancelier de la cour de Vienne dans sa maniere de traiter les affaires. S. M. a dit : *Je ne congois pas comment Leurs Hautes Puissances peuvent encore avoir quelque confiance dans ce Vergennes. Si elles sont instruites de ce qui se passe, elles doivent savoir que c'est lui qui a déterminé l'Empereur à rompre le traité des Barrières. Quel fond peuvent-elles faire, d'après cela, sur les promesses qu'on leur fait? Si cette république se divise entre elle, elle sera anéantie dans peu de tems; sa force ne confiste que dans son union. . . Si j'étois plus jeune, je ferois un nouveau cours de politique, car je ne me reconnois plus dans celle qu'on paroît avoir adoptée. Je crains qu'on ne regrette l'ancienne.*

Adieu, Monsieur! J'espère que votre premiere m'annoncera la signature des préliminaires de la paix. Je la désire sincèrement pour vous.

Je suis &c.

Copie



Copie d'une Lettre de Vien- ne, en date du 16 Mars 1782.

Mr. de Waffenaar a eu l'occasion de se procurer une conversation particulière avec le Prince de Kaunitz, sur les affaires des Barrières. Dans cette conversation, qui a été assez vive & assez longue, il y a eu quelques traits remarquables. Le Prince de Kaunitz a dit entre autres avec beaucoup d'énergie :

„ Ecoutez, je vais vous parler franchement. L'Empereur ne veut plus entendre parler de Barrières ; elles n'existent plus. Tout traité dont la base & le fondement sur lesquels il repose, sont annulés, perd son essence par lui-même. Celui-ci a été fait contre la France ; actuellement nos liaisons avec cette puissance sont telles, qu'il devient parfaitement nul & inutile ; & par là nous

„ vous avons fourni une bien meilleure
 „ barrière & plus sûre que l'autre, qui
 „ est chimérique. “

Mr. de Wassenaar ayant témoigné là-dessus que des systèmes de cette importance étoient sujets à des changemens dans ce monde, Mr. de Kaunitz a répliqué avec vivacité : „ Non, ceci ne peut „ changer; ces liaisons sont la suite d'un „ système fixe & bien raisonné; elles ne „ sont pas pour peu de tems ou d'années, „ elles sont pour cent ans & plus. Quand „ même il viendroit dans le cabinet de „ Vienne ou de Versailles un ministre „ assez fou (ce qui est incroyable) assez „ fou, dis-je, pour vouloir les rompre, „ il se feroit mettre aux petites-maisons; „ mais ne pourroit y réussir, tant elles „ sont fermes & bien cimentées; & je „ vous le répète, c'est la meilleure Bar- „ rière que vous puissiez désirer. L'Em- „ pereur vous veut du bien, & vous ne „ pouvez jamais avoir rien à craindre, „ ni de notre côté ni de celui de la Fran- „ ce. “

Mr.

Mr. de Wassenaar ayant fait à ce sujet un compliment convenable, mais ayant en même tems témoigné qu'il étoit mortifié de voir que les représentations de L. H. P. touchant Namur produisoient si peu d'effet, Mr. de Kaunitz répondit : „ Vous remplissez bien vos ordres ; mais „ vous avez de l'esprit, & je suis sûr „ que vous entrez dans mon idée & que „ vous sentez le néant de cette Barrière. “

Mr. de Wassenaar lui répliqua en haussant les épaules : „ Que jusqu'ici il „ avoit toujours crû que les traités signifi- „ foient quelque chose. Il ajouta : qu'il „ feroit un rapport à ses maîtres de cet- „ te conversation. “ Mr. de Kaunitz dit alors : „ Je vous ai parlé en honnêt- „ te homme & franchement. Mandez-leur „ tout ce que je vous ai dit ; ils se trou- „ veront bien de ménager l'Empereur. „ Conduisez-vous sagement dans ce cas, „ & vous ne vous en repentirez pas. “ En parlant de la guerre entre l'Angle- „ terre & la république, & des négocia-

tions de paix, Mr. de Kaunitz a dit :
 „ Commencez donc par vous armer sé-
 „ rieusement sur mer ! Vous vous êtes
 „ fort négligés & y avez mis trop de
 „ lenteur. “

„ Mr. de Wassenar ayant répondu :
 „ qu'on faisoit tout son possible pour le
 „ faire, mais que la constitution du gou-
 „ vernement entraînoit toujours des len-
 „ teurs. Puis ayant demandé s'il n'y avoit
 „ pas bientôt espérance de voir un con-
 „ grès assemblé “ Mr. de Kaunitz ré-
 pondit avec humeur : „ *Il en faudra bien*
 „ *un tôt ou tard.* “ Il a ajouté ensuite
 avec vivacité. „ Ah ! les anglois sont bien
 „ à se grater la tête d'avoir négligé la
 „ belle occasion que je leur ai offerte
 „ l'année passée de se tirer d'affaire avec
 „ honneur. J'avois formé un plan qui
 „ sauvoit tout le decorum ; ils n'ont pas
 „ voulu, ils s'en repentiront. Les voi-
 „ là en bien plus mauvais état, outre ce
 „ qu'ils ont à encore craindre. “

Réfle-



Réflexions sur la conversation ministérielle entre le Prince de Kaunitz & le Comte de Wassenaar, mentionnée dans la Lettre précédente.

Ces réflexions sont d'un habitant d'Enkbuy-
sen, qui les a adressées à un de ses amis
habitant de la ville de Gouda. Elles n'étoient
point destinées à voir le jour, & ni l'ha-
bitant d'Enkbuyzen ni celui de Gouda n'ont
part à leur publication. C'est par ba-
sard qu'elles sont tombées entre les mains
d'un tiers; & comme le sujet de la conver-
sation est si intéressant, la conversation elle-
même si remarquable, & que les réflexions
paroissent assez naturelles, on a crû rendre
service au public, en se permettant la petite
indiscrétion de les lui communiquer.

PREMIERE LETTRE.

Vous me demandez, mon cher Compatriote, ce que je pense de la conversation qu'a eu le C. W. avec le P. K. dont vous m'avez envoyé un précis à la suite de votre dernière lettre, & vous voulez que je vous en dise mon sentiment avec franchise. Je le ferai en bon républicain, qui, comme vous, est de l'opinion que, malgré les embarras dans lesquels notre état se trouve par la guerre avec l'Angleterre, ni nous, ni notre ennemi n'auroient dû négliger entièrement & traiter avec tant d'indifférence une affaire aussi importante que celle qui fait l'objet de cet entretien.

Il faut observer d'abord que les deux interlocuteurs sont bien inégaux. L'un est un ministre consommé, vieilli sous le harnois de la politique; l'autre d'un âge mûr à la vérité, mais entièrement novice dans les affaires, témoin son propre aveu énoncé dans son discours de congé à l'assemblée des Etats-généraux. Mais venons à la

con-

conversation même. Le Prince doit avoir commencé ainsi : *Ecoutez, je vais vous parler franchement.* J'applaudis d'abord à cet *écoutez*. Cela annonce l'homme supérieur, consommé, l'ancien ministre, qui veut prendre sur soi d'instruire, d'endocriner l'apprentif que nous lui avons envoyé, & qui a soin de l'avertir d'être attentif. *Je vais vous parler franchement.* Fort bien ! j'approuve encore ce ton là. Outre qu'on dit que c'est le ton propre à cet ancien ministre, c'est encore celui qui fut introduit si heureusement, & à l'honneur de notre siècle, peut-être grâce à lui & à ce grand D. de C. dans notre politique. On ne se parle plus par détours, quand même on diroit ce qu'on ne pense pas ; on assure toujours : *je vous parle franchement, je vous parle vrai, je vous parle rondement* ; & la franchise, la vérité, la bonne foi ne sont plus épargnés, au moins dans les discours. A force de se servir de ces mots, à moins que la mode n'en passe trop vite, on en apprendra la vraie va-
leur;

leur; & peut-être les souverains ou leurs ministres se persuaderont-ils comme nos grands négociants, de les admettre également dans la pratique. Ce seroit alors une obligation essentielle que l'humanité auroit à ceux qui ont fait naître cet usage. — *L'Empereur ne veut plus entendre parler de Barrière.* Cela est clair, & vous prouve ce qu'on gagne à parler franchement. Autrefois, un moins grand ministre, l'eut-il été d'un tout aussi grand Monarque, n'auroit pas crû qu'il convenoit de parler d'une manière aussi tranchante à un ministre d'un état souverain, sur un objet qui les intéressoit mutuellement, qui n'est pas moins qu'un traité subsistant entre eux deux. L'expression: *Ne veut plus entendre parler*, lui auroit paru dure. Cela n'est plus ainsi; à l'époque actuelle, nos manières, notre ton, ont quelque chose de si doux, de si poli; on fait débiter à présent les choses désagrémentables avec une aisance, une délicatesse, qui rendent agréable ce qui auroit paru autrefois sec & rude. Il y a 30 ou

40. ans qu'un ministre eut peut-être encore commencé ainsi : „ Ces Barrières gênent l'Empereur. Il les trouve inutiles, & il voudroit en être débarrassé; mais comme elles existent par un traité formel, conclu avec la république, il voudroit s'entendre avec elle.“ Qu'en auroit-il résulté alors? Il auroit fallu que notre ministre demandât des ordres; & si avant sa conversation ou dans sa jeunesse il eut peut-être lu ce traité des Barrières dont il est question, & cet autre traité de la grande alliance, qui a fait la base de celui des Barrières; que la mémoire lui eut été fidelle, & qu'il eût voulu démontrer le but, l'importance de ce traité, les embarras qui, de son inéantissement, naîtroient pour la république, alors on se seroit mis à disputer, à discuter, à raisonner, & à perdre un tems précieux. Au lieu de cela, le P. ministre continue: *Elles n'existent plus.* Vous voyez bien quel avantage il y a de parler franchement & sans détours. En discutant comme j'ai dit plus haut,

notre

votre C. W. auroit peut-être lâché le mot:
 „ que lorsqu'un traité lie deux puissances,
 „ ces amies, l'une ne peut anéantir unilatéralement ce qui y est stipulé.“ Ne vous effrayez pas de ce grand mot, & ne me dites point: „ Voilà, mon cher compatriote, du pédantesque qui ne sent pas le poli, l'agréable de notre siècle.“ Vous auriez tort. Je l'ai vu employé ce même mot, depuis peu, par ces grands hommes qui doivent nous servir de modèle, & ils ont raison. En abjurant tout pédantisme, toute discussion odieuse, autrefois en usage, & par lesquels on cherchoit à prouver son droit, ces grands hommes veulent toutefois qu'on sache que ce n'est pas pour cause s'ils négligent de traiter les affaires méthodiquement, mais qu'au fond ils ont fait leurs classes, qu'ils savent le latin; & si vous lisez leurs écrits, même leurs *réponses verbales*, *observations verbales*, &c. (car tout est *verbal* quoiqu'écrit) vous y trouverez du latin tout pur. Cet usage du verbal est aussi très bon & très commode, & j'espé-

re qu'avec le tems nous aurons des conventions, des traités verbaux, peut-être même des alliances verbales, & cela faciliteroit l'usage qu'on paroît introduire de ne leur laisser de valeur qu'autant qu'il convient à l'une ou à l'autre des parties. Car à quoi bon avoir des écrits? Le bien de l'état est la première Loi d'un souverain. Il est lié avec un autre aussi longtems que son intérêt l'exige. Pour cela il ne faut pas même de paroles; mais, au bout du compte, celles-ci ne gênent point, tandis qu'un écrit est toujours gênant. Continuons. Voilà donc les Barrières qui n'existent plus, & cela est fini; car l'Empereur n'en veut plus entendre parler. Mais le traité subsistera-t-il toujours? Cela me paroît difficile. Le parchemin sur lequel il est écrit, oui, & quand même on en anéantiroit l'existence à V..., nous pourrons toujours conserver proprement notre exemplaire dans les archives de l'état. Quant aux obligations du traité, je crois comprendre assez clairement par la manière franche avec laquelle

quelle cet habile ministre s'explique dans la suite, que S. M. l'Empereur ne voudra pas plus en entendre parler que des Barrières. Il continue ainsi, & ce qui suit est si instructif, que cela mérite même la plus grande reconnaissance de la part du souverain qui, dans ces circonstances, a envoyé son nouveau ministre en apprentissage de politique à cette cour; car cet ancien & grand homme d'état, a la condescendance de donner à notre C. W. des idées claires sur les principes que les grands états doivent adopter pour la durée des liaisons; durée qui ne doit se fonder que sur l'utilité, non de deux états, mais de l'un ou de l'autre. Tout traité dont la base & le fondement sur lesquels il repose sont annulés, perd son essence par lui-même. Celui-ci a été fait contre la France; actuellement nos liaisons avec la France sont telles, qu'il devient parfaitement nul & inutile. Afin de bien comprendre le fondement & la base sur lesquels repose le traité dont il s'agit, permettez, mon cher compatriote, que je vous

vous transcrive les propres paroles de ce
 traité des Barrières, qui me paroissent
 y avoir été insérées spécialement pour dé-
 terminer quelle en est *la base, le fonda-
 ment, & ajoutons le but*; car ordinaire-
 ment les traités en ont un, & c'est pour
 remplir ce but que les contractans transi-
 gent. Le traité commence ainsi. „ Com-
 „ me il a plu au Tout-Puissant de rendre
 „ depuis quelque tems la paix à l'Euro-
 „ pe, que rien n'est plus désirable & né-
 „ cessaire que de rétablir & assurer par-
 „ tout, autant qu'il se peut, la sûreté
 „ & tranquillité commune & publique,
 „ & que Leurs Hautes Puissances les
 „ Seigneurs Etats-Généraux des Provin-
 „ ces-Unies, se sont engagés de remet-
 „ tre les Pays-Bas à S. M. I. & C. Char-
 „ les VI., selon qu'il a été stipulé & ar-
 „ rêté par le traité fait à la Haye le 7
 „ Septembre 1701. entre S. M. I. Léo-
 „ pold de g. m., S. M. Britannique Gui-
 „ laume III. aussi de g. m., & les dits
 „ Etats-Généraux: *Que les dites puissan-
 ces conviendroient sur ce qui regarderoit*

„ leurs intérêts réciproques, particulièrement par rapport à la maniere dont on pourroit établir LA SURETE DES PAYS-BAS, POUR SERVIR DE BARRIERE A LA GRANDE-BRETAGNE ET AUX PROVINCES-UNIES, & qu'à présent S. M. I. & C. Charles VI. à qui les Pays-Bas seront remis par ce traité, S. M. B. George, tous deux régnans, & tous deux héritiers & successeurs légitimes des dits Empereur & Roi, & les Etats-Généraux des Provinces-Unies, agissant en cela par le même principe d'amitié, & la même intention de procurer & d'établir la dite sûreté mutuelle &c. “

L'Article I & II. me paroissent remarquables parce que par le I. il appert assez clairement que „ c'est des mains de la république que la maison d'Autriche reçoit les Pays-Bas héritaires, tels que l'Espagne les avoit possédés, & encore en outre les provinces que la république avoit obtenues de la France par la paix d'Utrecht; que la république que remet toutes ces provinces à la „ mai-

„ maison d'Autriche, avec la condition
 „ qu'elles feront un seul, indivisible, in-
 „ aliénable & incommuable domaine, qui
 „ sera inséparable des états de la maison
 „ d'Autriche en Allemagne; & par le II.
 „ encore S. M. I. & C. promet & s'en-
 „ gage qu'aucune province, ville, place
 „ & forteresse, ni teritoires des dits Pays-
 „ Bas ne pourront jamais être soumis à au-
 „ cun autre Prince qu'aux seuls successeurs
 „ des dits états de la maison d'Autriche“;
 & je concluerai de ces deux articles, seule-
 ment en passant, que ce traité me paroît
 à moi encore, & auroit paru autrefois
 bien fortement obligatoire, principalement
 à cette maison d'Autriche qui semble te-
 nir de ce traité même ces belles posses-
 sions; & on auroit anciennement inféré
 de là, que les conditions que la Grande-
 Bretagne & la république se sont stipu-
 lées, auroient été acceptées par Charles
 VI. de g. m., en reconnoissance de tous
 les efforts que ces deux alliés avoient
 faits pour la maison d'Autriche dans la
 longue guerre de succession.

Art. III. „ Comme la sûreté des Pays-Bas Autrichiens dépendra principalement du nombre des troupes qu'on pourra avoir dans les dits Pays-Bas & dans les places qui formeront la Barrière qui a été promise aux Seigneurs Etats-Généraux par la grande alliance, S. M. I. C. & L. L. H. H. P. P. sont convenu &c. “ Comme dans ce que je vous ai transcrit de ce traité des Barrières de l'année 1715. il est fait plusieurs fois mention d'un autre traité de 1701. nommé celui de la grande alliance, & qu'il y est dit que les parties contractantes agissent dans ce traité de 1715. par le même principe & la même intention qu'ils ont eu en 1701. il ne sera peut-être pas inutile de vous retracer, avant de continuer mes réflexions, une couple d'articles de cette grande Alliance. L'Article V. dit: „ Et afin de procurer cette satisfaction & cette sûreté, les alliés feront entre autres choses leurs plus grands efforts pour reprendre & conquérir les provinces des Pays-Bas Espagnols, dans l'inten-

„ tention qu'elles servent de digue , de
 „ rempart & de Barrière pour séparer
 „ & éloigner la France des Provinces-
 „ Unies , comme par le passé les di-
 „ tes provinces des Pays-Bas Espagnols
 „ ont fait la sûreté des Seigneurs Etats-
 „ Généraux , jusqu'à ce que depuis peu
 „ S. M. T. C. s'en est emparé , & les
 „ a fait occuper par ses troupes &c. “

L'Article VII. „ Que si les alliés se
 „ trouvent obligés à entrer en guerre
 „ pour obtenir la dite satisfaction de S.
 „ M. I. & la dite sûreté à S. M. B. &
 „ aux Seigneurs Etats-Généraux &c. “

L'Article VIII. „ Et la dite paix ne
 „ pourra être conclue sans avoir obtenu
 „ pour S. M. I. une satisfaction juste &
 „ raisonnable ; & pour le Roi de la Gran-
 „ de-Brétagne & les Seigneurs Etats-
 „ Généraux la sûreté particulière de leurs
 „ Roygumes , Provinces , Terres & Pays
 „ de leur obéissance &c. “

*L'Article IX. „ Lorsque la dite trans-
„ action ou traité de paix se fera, les
„ alliés conviendront pareillement des moyens
„ propres à mettre en sûreté les Seigneurs
„ Etats-Généraux par la Barrière susmen-
„ tionnée.*

Après avoir mis sous vos yeux, mon cher Compatriote, les propres paroles du traité des Barrières & de celui de la grande alliance, que les mêmes parties contractantes avoient conclu précédemment sur les mêmes principes & dans la même intention que le susdit traité des Barrières, dont à présent, selon le sentiment du grand homme susnommé, la base & le fondement sur lesquels il repose, doivent être annulés, & qui selon lui doit être devenu parfaitement nul & inutile ; je vais vous laisser respirer, & vous donner le tems de faire vos propres réflexions, vous promettant que si les miennes ne vous ont point ennuyé, de continuer à vous les communiquer incessamment.

SECON-

SECONDE LETTRE.

Par votre lettre amicale, mon cher Compatriote, que je viens de recevoir, je vois que vous désirez que je continue à vous communiquer mes réflexions sur cette conversation si intéressante du P. K. avec le C. W. Vous me faites entrevoir en même tems qui j'ai manqué entièrement mon but, & que vous n'êtes nullement de mon sentiment, ni en admiration avec moi; que vous n'aplaudissez ni au ton, ni à l'habileté avec lesquels ce grand ministre s'est expliqué, & que vous ne trouvez pas même solides les principes qu'il établit pour la durée & la validité des alliances, principes que j'étois tenté déjà de regarder comme pouvoir entrer un jour dans un code universel & primitif de politique. Ce que vous me dites ne m'a point convaincu; je crois plutôt pouvoir me promettre gain de cause, si vous continuez votre complaisance à suivre attentivement les réflexions que me fournira la suite du susdit entretien. Je vois que vous tenez encore à d'an-

ciens préjugés, à cette méthode lente de discuter, d'approfondir les affaires, de s'arrêter aux mots, aux paroles des traités; méthode hors d'usage, parceque nos grands hommes, éclairés par la philosophie, ont senti les embarras auxquels elle expose, & la gêne dans laquelle elle a mis les souverains ou leurs ministres. Ces êtres privilégiés, en sacrifiant si généreusement leurs veilles & leurs jours pour le bonheur des nations confiées à leurs soins, sont aussi en droit d'exiger qu'on souscrive à tout ce qui peut alléger leur fardeau. Par une suite de ces préjugés, mon ami, vous voudriez qu'on eût fait valoir tous les articles de ces deux traités que je vous ai allégués, qu'on se fût appesanti sur ce que leur sens littéral paraît démontrer à votre faine raison. Vous croyez qu'on auroit dû commencer par celui de 1701. pour prouver à ce grand ministre ce que surement il a scû autrefois à satiéte: que selon l'article V. les alliés s'étoient promis & avoient fait leurs plus grands efforts pour reprendre les provinces

vinces des Pays-Bas Espagnols, DANS l'intention qu'elles servissent de digue, de rempart & de Barrière pour séparer & éloigner la France des Provinces-Unies; que selon l'article VII. & VIII. on voyoit que les alliés, dans la guerre à faire, distinguoient deux buts, l'un la satisfaction pour S. M. I., l'autre la sûreté de S. M. B. & des Etats-Généraux. Que dans l'article IX. on avoit mis comme obligatoire, que dans un traité de paix, les alliés conviendroient pareillement des moyens propres à mettre en sûreté les Seigneurs Etats-Généraux, par la Barrière susmentionnée. Vous auriez voulu qu'on eût fait valoir ce qui est dit dans l'introduction de ce traité des Barrières, où on reconnoit l'intention & les principes qui, selon vous, ont proprement fait la base & le fondement de la grande alliance & du traité des Barrières, puisqu'il est énoncé dans cette introduction que les parties contractantes s'étoient promis de convenir sur ce qui regarderoit, non les intérêts d'une d'elles, mais leurs intérêts récipro-

ques, particulièrement par rapport à la manière dont on pourroit établir LA SURETE' des Pays-Bas, pour SERVIR DE BARRIERE A LA GRANDE-BRÉTAGNE ET AUX PROVINCES-UNIES. Vous trouvez de plus, que les parties contractantes avouent en termes exprès qu'elles *agissent en cela par le même principe d'amitié*, & dans la même intention de procurer & d'établir la dite sûreté mutuelle. Vous auriez voulu encore, (en vérité, je méconnois votre sagesse & votre délicatesse,) qu'on eut dit que ces provinces avoient été acquises par le sang & par les trésors des deux puissances maritimes ; que dans la guerre de 1740. l'Impératrice-Reine avoit réclamé fortement & réitérativement les secours de la république, en vertu des engagements pris par les articles I. & II.; enfin qu'on eut réchauffé l'article III., & même, eu égard à des engagements aussi clairs, il ne vous paroît nullement à sa place que le P. K. ait dit au C. W. l'Empereur ne veut plus entendre parler de Barrières. *Elles n'existent plus*, &c. Vous auriez

auriez voulu que nos maîtres eussent fait représenter, que comme toutes les stipulations du traité de 1715. par rapport aux Barrières, ne paroisoient avoir eu d'autre but que LA SURETE² des EE. GG. & de la Grande-Brétagne, tandis que par l'anéantissement de ce traité, l'intérêt qu'il plairoit dorénavant à S. M. I. de prendre à cette sûreté, devenoit pour le moins problématique : les liaisons entre les cours de Vienne & de Versailles, loin de rendre les Barrières inutiles, pourroient plutôt inspirer à la république le désir d'en voir augmenter le nombre, & d'en avoir de plus fortes. En tout cela, mon cher Compatriote, je ne reconnois ni votre caractère personnel, ni votre esprit national. Vous vous êtes précipité; car vous auriez dû vous attendre que ce ministre sincère & qui annonce à notre ministre de vouloir lui parler avec toute la franchise, après avoir déduit d'une manière si convaincante ses raisons à lui, sans paroître à la vérité vouloir admettre celles des autres, finiroit par lever

lever nos doutes & calmer nos appréhensions. Aussi, au lieu de m'arrêter à vous réfuter dans ce moment, puisque j'aurai occasion de le faire dans la suite, je me bornerai à vous prouver que vos objections même servent à établir incontestablement ce que j'ai cherché à vous démontrer : la haute sagesse & l'habileté de ce ministre en politique. En effet, il ne tient qu'à vous de reconnoître que ce grand homme avoit prévu, & les arguments qu'il étoit possible de lui opposer & les discussions inutiles qu'ils auroient entraînés, & la perte du temps dont il connoit si bien le prix, lui, qui fait allier aux travaux qu'exige la direction d'une vaste monarchie, la culture des beaux-arts, celle des sciences, & qui ne dédaigne point l'attrait des plaisirs, même d'un genre que des gens difficiles nomment frivoles.

L'Empereur ne veut plus entendre parler de Barrières. Elles n'existent plus. Voilà ce qui s'appelle un laconisme sublime,

Il n'admet point de réplique, & c'est là le grand art. Quand on vous dit, *qu'on ne veut plus entendre parler d'une chose*, vous comprenez que cela signifie: je ne veux pas de vos raisons; vous pouvez en avoir, mais elles ne me feront pas changer; mon parti est pris. Quand on vous dit, *une chose n'existe plus*, & que celui qui vous en informe a le pouvoir d'annuler cette existence là, il me paroît fort inutile de lui alléguer qu'il n'en a pas le droit. Il suffit qu'il annonce clairement sa volonté. Mais poursuivons. Le ministre continue, & par là (par nos liaisons avec la France) nous vous avons fourni une bien meilleure Barrière, & plus solide que l'autre, qui est chimérique. Cela veut dire: comme nous vous connoissons encore attachés à d'anciens mots, tels que celui de liberté &c., nous vous laissons aussi le mot de Barrière, & comme celles que vous procurez le traité de 1715. ne peuvent & ne doivent plus exister, parce qu'elles sont inutiles & chimériques, nous avons eu soin, pour vous

tran-

tranquilliser, de vous en fournir d'autres bien meilleures. Car, vu nos liaisons avec la France, il suffira dorénavant qu'en bons, sages & dociles voisins, vous nous entendiez bien avec nous, que vous fassiez notre volonté, surtout que vous ne nous laissiez point entraîner le moins du monde, ni par l'Angleterre, qui est l'ennemi naturel de la France, ni par cet autre voisin que vous avez, & que par parenthèse nous mettrons bientôt à la raison. Alors rien ne vous manquera; vous nommerez notre alliance vos Barrières; nous étendrons nos ailes sur vous, nous ferons fleurir votre commerce. Mais en revanche nous nous attendons que vous, nos amis & alliés, ne trouverez plus à redire que nous vous imitions, en faisant fleurir le nôtre, & que, pour ne pas courir le risque de perdre vos nouvelles Barrières, vous ne mettrez aucun obstacle à notre commerce d'Anvers & d'Ostende, contre lequel vos Amsterdamois ont l'air de vouloir crier. Quant à votre flotte & à votre armée, puisqu'il convient à

un

un état d'en avoir, nous vos protecteurs & vrais amis, nous nous en servirons pour les tenir en exercice contre nos ennemis, qui naturellement seront les vôtres, parce qu'ils en voudront à vos nouvelles Barrières. Le seul doute qui pourroit rester sur la solidité de ces nouvelles Barrières, notre ministre a eu le talent de le faire lever en témoignant au P. K. que des *systèmes* de cette importance étoient sujets à des changemens dans ce monde. Aussi ce grand homme, comme l'a remarqué le C. W. a d'abord répliqué avec vivacité : *Non ceci ne peut changer. Ces liaisons sont la suite d'un système fixe & bien raisonné; elles ne sont pas pour peu de tems & d'années, elles sont pour cent ans & plus. Quand même il viendroit dans le Cabinet de Vienne ou de Versailles un ministre assez fou (ce qui est incroyable) assez fou, dis-je, pour vouloir les rompre, il se feroit mettre aux petites-maisons, mais ne pourroit y réussir, tant elles sont fermes & bien cimentées;* & je

vous

vous le répete, ce sont les meilleures Barrières que vous puissiez désirer.

Je vous laisse le loisir, mon cher ami, de vous pénétrer de l'énergie de ce discours, de bien sentir la clarté qu'il repand sur le système politique de tout un siècle; car le tems même en est fixé, & je me réserve de vous faire part de mes réflexions, & des conséquences heureuses que je crois pouvoir en tirer, dans la première lettre que je vous adresserai.

Je suis &c.

TROISIÈME LETTRE.

Ma dernière lettre vous sera parvenue maintenant, & je me permets l'espoir qu'elle aura eu l'effet que je m'en suis promis; celui de vous faire revenir de quelques anciens préjugés.

Je me flatte surtout que vous aurez été satisfait de la réponse qu'a donné le

P.

P. K. au C. W. sur la réflexion de ce dernier, de l'instabilité de ces systèmes politiques. Peut-être dans le premier moment aurez-vous cru entrevoir que le ton de vivacité que notre ministre a remarqué dans la répartie du P. K., auroit pu faire soupçonner qu'il vouloit convaincre d'une chose, dont lui-même n'étoit pas si sûr. Peut-être encore l'idée vous est-elle venue, que quiconque veut trop prouver ne prouvera rien; mais quoiqu'il en soit, je suis persuadé que vous n'aurez pas longtems donné place à ces idées. Cet habile ministre peut avoir appuyé avec vivacité sur ce qu'il a dit; mais au fond il a bien fait en cela; car comme ce qu'il dit ne sont que des sentences, & qu'il n'y a rien de plus froid que des sentences, cette vivacité avec laquelle il les a peut-être débitées, étoit nécessaire pour les assaisonner; & elle aura produit le même effet que cet *écoutez* avec lequel il a commencé la conversation. *Ceci ne peut changer;* Vous voyez donc qu'il y a une impossibilité que cela

puisse changer, que notre état puisse courir encore une fois risque de se voir frustré de ces nouvelles Barrières, meilleures & moins chimériques que les anciennes. Et pourquoi cela ne peut-il changer? Parceque *les liaisons sont la suite d'un système fixe & bien raisonné*. C'est-à-dire, non comme les liaisons de notre république & de l'Angleterre avec la cour de Vienne, qui ne se fondoient que sur les circonstances du tems, sur la situation plus ou moins momentanée où se trouvoient les puissances; comme p. e. la grande alliance, conclue pour procurer à la maison d'Autriche au moins une partie de la succession d'Espagne; comme ce traité des Barrières arrangé simplement pour remettre les Pays-Bas à la maison d'Autriche, & pour assurer à la Grande-Bretagne & aux Etats-Généraux, en reconnaissance de ce qu'ils les avoient procurés à cette maison d'Autriche, une sûreté pour leurs royaumes & provinces; non encore comme ce traité d'alliance entre la cour de Vienne & l'Angleterre de

1731., auquel notre république accéda en 1732, & qui n'avoit pour but que de garantir la fameuse pragmatique-sanction, & qui n'a eu aussi que l'effet momentané de nous entraîner avec l'Angleterre dans la guerre pour la succession de la maison d'Autriche, guerre qui nous a coûté un peu d'argent & des hommes, mais dont les obligations sont éteintes par la paix d'Aix-la Chapelle. *Cessat causa, cessat effectus.* Le système actuel des cours de Vienne & de Versailles est bien différent; il est non seulement fixe; car depuis que nous sommes parvenus à avoir de l'air fixe, pourquoi ne point admettre aussi des systèmes politiques fixes? Mais il est aussi bien raisonné, & quoiqu'on avoit déjà le talent de raisonner passablement au commencement de notre siècle, qui avoit un Newton, un Leibnitz, la dialectique a cependant fait bien d'autres progrès depuis que les d'Alembert, les Diderot, nous ont ouvert ce puit inépuisable de connaissances, & qu'ils ont su mettre les sciences à la portée de tout le genre hu-

main , en publiant leur encyclopédie. Toutesfois ce ministre ne veut pas dire que ce système fixe & raisonné soit éternel. Il fait trop bien qu'il n'y a que les loix de la nature qui soient immuables, que tout le reste par la suite des tems est sujet à des variations; c'est pourquoi il vous détermine à peu-près le *minimum* de la possibilité de la durée de son système , en disant : *C'est pour cent ans & plus.* Ces cent ans , d'ici au mois de Mars 1882. sont donc le *minimum* de la durée de notre nouvelle Barrière. S'il étoit permis à un simple citoyen du monde d'associer ses idées à celles de ce grand ministre , je croirois pouvoir conclure de là , qu'il prévoit encore ce long espace de tems , pour arranger au gré de l'auguste chef de l'empire germanique , les affaires de l'Allemagne , & pour remettre ce R. de Pr. dans l'état où il appartient qu'il soit. Ce répit pourroit être assez consolant pour ces puissances & même pour le R. de P. car lorsqu'on a gagné cent ans , c'est déjà beaucoup. D'ailleurs , comme j'ose m'imaginer

giner que le but de ce système fixe & bien raisonné tend principalement, d'un côté, à débarasser la France des soins que lui a donné si long-tems sa qualité de garante de la paix de Westphalie, & à empêcher ces puissances d'Allemagne d'être à charge à la France; & de l'autre, à avoir les mains plus libres contre ce R. de Pr. qui a trouvé moyen de se former une puissance trop formidable pour ne pas gêner un Empereur: Ce délai centenaire me paroît à peu-près le tems pendant lequel ce ministre augure que cette besogne pourroit être achevée. Par là vous voyez, mon cher Compatriote, que le P. K. a parfaitement raison de dire *que quand même il viendroit dans le CABINET de VIENNE un ministre assez fou pour vouloir rompre ces liaisons, il se feroit mettre aux petites-maisons, mais ne pourroit y réussir, tant elles sont fermes & bien cimentées, & que c'est la meilleure Barrière que vous puissiez désirer.* C'EST LA MEILLEURE BARRIERE; car celle-là ne vous exposera jamais à une guerre, & pourvù

que vous fassiez la volonté de ces deux puissances, vous pourrez toujours être fort tranquille & dans une parfaite sécurité, au moins jusqu'au terme prescrit du mois de Mars 1882.

S'il me restoit un doute, ce feroit ce-lui de déterminer le degré de folie, dont on pourroit accuser le ministre dans le cabinet de Versailles, qui oseroit se permettre l'idée de rompre ces liens, vu que leur avantage pourroit ne pas être égal pour les deux cours. Cependant, convaincu de la solidité du raisonnement de ce grand homme, il me semble qu'il est convenable de nous en fier à sa parole sur un point de si peu d'importance, & qu'il nous suffit d'être persuadés, comme effectivement moi je le suis, que de longtems encore aucun ministre de la cour de Vienne ne hasardera, sans le risque d'être accusé de folie, d'admettre l'idée de rompre cette alliance si avantageuse pour elle. — Le passage qui suit, je suppose que le P. K. l'aura proferé avec

avec douceur & avec ce ton persuasif qui intéresse & qui attache. *L'Empereur vous veut du bien, & vous ne pouvez jamais avoir rien à craindre, ni de notre côté ni de celui de la France.* Vous NE POUVEZ JAMAIS AVOIR RIEN A CRAINDRE DE NOTRE COTE: C'est une assurance, *verbale* à la vérité, mais positive, & je vous ai averti dans ma première lettre, combien ce mot, en politique, est devenu significatif. Mais *l'Empereur vous veut du bien*, cela dit encore bien davantage; car on peut inférer de là qu'il s'intéressera pour notre état, qu'il regardera nos intérêts comme les siens propres, que nous n'avons qu'à nous reposer sur lui; & quoique ce ne soit que son ministre qui nous donne l'assurance positive, que la république n'a également rien à craindre de la France, nous pouvons l'en croire qu'il y veillera, tout comme nous pouvons nous en rapporter à lui de ce que le ministère de France est dans l'entière conviction de l'invariabilité des liaisons entre

ces deux cours. Aussi notre ministre a-t-il fait sur cela un compliment convenable, qu'on peut regarder comme une *acceptation verbale* de ces nouvelles & meilleures Barrières. Il s'est borné pour la forme, & pour remplir ses instructions, à ajouter un mot touchant Namur : Il faut qu'il s'en soit bien acquitté, & d'une manière convenable aux circonstances & au local, car vous voyez que le P. K. lui a donné même un témoignage toujours flatteur pour un nouveau ministre, quand il le reçoit par un maître dans le métier, tel que celui-là. *Vous remplissez bien vos ordres*, a dit ce dernier, mais **VOUS AVEZ DE L'ESPRIT**, & je suis sûr que *vous entrez dans mon idée*, & que vous sentez le néant de cette Barrière. Ce que je ne comprehens point, c'est qu'après un éloge pareil, notre ministre ait encore pu se permettre d'y répliquer, & de faire l'observation : *Que jusqu'ici il avoit toujours crû que les traités signifioient quelque chose*, & qu'il feroit son rapport à ses maîtres. Aussi le P. K. paroît-il avoir senti l'inutilité

filie de cette observation, & il a fini la conversation en lui disant : *je vous ai parlé en honnête-homme, & franchement, c'est à-dire non seulement en ministre, mais en honnête-homme. Mandez-leur tout ce que je vous ai dit. Ils s'en trouveront bien de ménager l'Empereur, de se conduire sagement, & ils ne s'en repentiront pas.* Je regarde ce conseil comme une instruction qu'un bon père donne à ses enfans, en leur disant : conduisez-vous sagement, ménagez un tel, qui peut vous faire du bien & du mal. Je me représente que c'est là le ton avec lequel ce ministre parle à ces puissances d'Allemagne, qui quelquefois aussi s'avisent de ne pas être dociles, ou qui s'imaginent être assez éclairées, assez sages pour apprécier le bien qu'on leur veut; & notre Etat doit être sensible à ce que, quoique nous n'ayons pas les mêmes droits aux soins paternels du ministre Autrichien, il daigne déjà nous traiter comme des puissances.

Je finis ici, & je me réserve pour notre premier entretien, lorsque nous nous rejoindrons, soit ici, soit chez vous, de vous communiquer encore quelques-unes de mes réflexions au sujet de la sensation agréable ou désagréable que doit avoir fait sur les anglois cette heureuse mutation de nos Barrières, qui originaiement étoient destinées aussi à leur sûreté, & qui devoient servir à nous laisser la liberté du choix de l'alliance de l'Angleterre, ou de celle de la cour de Versailles &c.



LETTER XIII.

De VERSAILLES, le 25 Janvier 1783.

De M. de . . . au Comte de . . .

Votre dernière lettre, mon cher Comte, m'a fait le plus grand plaisir. Votre Monarque est toujours intéressant, dans les plus petites choses comme dans les grandes; ses réflexions sont dignes de lui. Il a bien raison de dire que les souverains doivent être comédiens & que leur rôle est difficile à jouer. Depuis qu'il est sur le trone, il s'est acquitté du bien à merveille; on peut même dire qu'il n'y a point d'acteur couronné qui se soit montré avec autant d'éclat sur le grand théâtre de l'Europe. Il a eu un début brillant qu'il a soutenu jusqu'à ce moment avec gloire, & je crois qu'il finira de même. Il est peu de souverains qui naissent avec tous les talents nécessaires pour régner; à peine un siècle en produit-il un. La nature est avare de

ces

ces sortes de présens envers les hommes. Dans les tems du paganisme, le grand Frédéric eut été placé au rang des demi-dieux. Je lisois, il y a quelque tems dans la fable l'histoire de Jupiter, j'ai trouvé beaucoup de ressemblance entre ce maître de l'Olympe & votre souverain; la seule différence est que le premier étoit très galant, très porté pour le beau sexe, tandis que le Jupiter du Nord l'a toujours été très peu.

Notre Comte de Vergennes triomphe: la paix ou du moins les préliminaires ont été signés le 20 de ce mois. Les conditions sont les mêmes à peu-près que celles dont je vous ai fait part dans ma dernière. Les Hollandois ne sont point compris dans cette paix; les Etats-Généraux sont simplement convenus d'un armistice. On dit qu'il s'est élevé des difficultés au sujet de Négapatnam; les anglois ne paroissent pas disposés à rendre cette possession ou à donner une in-

dem-

demnité en argent. Voilà tout ce qu'on fait pour le moment.

L'indépendance de l'Amérique est décidément reconnue. Quoiqu'en disent les anglois, ce démembrément absolu de leurs colonies est une perte irréparable pour eux. Il leur reste, à la vérité, l'Inde, qui est la principale source de leurs richesses & de leur puissance. Mais notre Comte de Vergennes a dit que si Dieu lui prête vie (ce sont ses termes) il espéroit d'opérer dans ces contrées la même révolution qu'en Amérique. Un confident de ce ministre, avec lequel j'eus dernièrement un entretien, s'est exprimé ainsi à ce sujet : „On est instruit que les anglois ne doivent leur prépondérance dans l'Inde, qu'aux intrigues des conseils suprêmes de Madras & de Calcutta, qui étoient parvenus à semer la division parmi tous les souverains de ce pays, à leur faire prendre les armes les uns contre les autres, pour pouvoir plus facilement, au milieu de ces guerres

„ in-

» intestines, augmenter la puissance de la
 » Grande-Brétagne. C'est par ces moyens
 » artificieux que celle-ci a acquis successi-
 » vement des territoires immenses dans
 » l'Indostan. Mais les choses ont pris in-
 » sensiblement une autre face: Hyder-
 » Ali a senti la nécessité de secouer l'es-
 » pece de joug sous lequel l'Angleterre
 » avoit réduit la plupart des puissances
 » de l'Inde; il a pris les armes, & par
 » ses talens guerriers il est parvenu à si-
 » franchir toute la presqu'île & même à y
 » donner des loix. Son successeur Tip-
 » po-Saïb suit les principes & le systé-
 » me de son pere; les succès qu'il vient
 » d'avoir en forçant un corps d'armée
 » angloise de se rendre prisonnier de
 » guerre, à Bednore dans le Malabar le
 » 18 Février de l'année dernière, lui ont
 » fait la plus grande réputation parmi
 » les peuples de ces contrées, qui le re-
 » gardent comme le Dieu tutélaire de l'In-
 » de & le seul qui puisse lutter avec
 » avantage contre les anglois. Hyder-
 » Ali a perfectionné la tactique de son
 » pays;

» pays; les Indiens sont armés maintenant à l'européenne; ils savent faire usage de l'artillerie. A force de combattre, ils apprendront à vaincre. Déjà ils résistent au choc des européens; ils tiennent ferme & ne se débandent pas comme ils le faisoient autrefois. La population de ce pays est immense; Tippo-Saïb peut facilement réparer ses pertes; il n'en est pas de même des anglois, qui n'ont pas les mêmes moyens. Mr. de Suffren, qui s'est entretenu souvent avec Tippo, nous écrit que ce prince est très décidé à faire les plus grands efforts pour délivrer entièrement l'Indostan de la tyrannie des anglois, qu'il s'occupe à gagner la confiance des Marattes, & que s'il peut parvenir à faire régner entre eux cette union, cette harmonie si nécessaires pour le succès des opérations, les anglois ne pourront tenir contre des forces aussi redoutables réunies. Le dessein de Mr. de Vergennes est de profiter des bonnes dispositions de

» Tippo.

„ Tippo-Saïb & de lui faciliter tous les
 „ moyens de réussir dans ses projets.
 „ Nous avons perdu tout espoir de pou-
 „ voir recouvrer dans l'Inde la prépon-
 „ dérance que nous y avons eue ; notre
 „ unique but à présent, est de faire per-
 „ dre à nos ennemis celle qu'ils y ont
 „ d'anéantir absolument la puissance dont
 „ ils y jouissent. Le coup qu'on leur a
 „ porté en Amérique ne les a pas enco-
 „ re assez abbattus. Pour ne pas laisser
 „ l'ouvrage imparfait, on va leur en por-
 „ ter un nouveau dans l'Inde ; on ne né-
 „ gligera rien pour qu'il soit terrible &
 „ pour les priver entièrement des im-
 „ menses ressources que leurs possessions
 „ dans cette partie du monde leur pro-
 „ curent. La paix, qu'on peut regarder
 „ aujourd'hui comme certaine, en don-
 „ nera la facilité. Nous pourrons faire
 „ passer des secours à Tippo, lors qu'il
 „ sera prêt d'agir & qu'il aura soulevé
 „ l'Indostan contre ses oppresseurs. C'est
 „ envain que l'Angleterre voudra oppo-
 „ fer de la résistance à une confédération

aussi

„ aussi formidable; elle ne pourra le faire
 „ qu'à grands frais, & ce sera sans suc-
 „ cès; car si elle n'a pu empêcher l'Amé-
 „ rique, qui n'est qu'à deux mille lieues
 „ d'elle, de se rendre indépendante, com-
 „ ment réussiroit-elle à dompter un peu-
 „ ple immense, qui la hait & qui se trou-
 „ ve à une distance de près de six mil-
 „ le lieues?

„ Cette nouvelle guerre qu'on lui sus-
 „ citera sera d'autant plus cruelle pour
 „ elle, qu'elle ne pourra plus trouver
 „ d'alliance pour l'aider à vaincre. Les
 „ hollandois seroient les seuls qui pour-
 „ roient lui fournir des secours; mais
 „ eux-mêmes seront dans le cas de se
 „ défendre, car Tippo-Saïb veut chas-
 „ ser de l'Inde tous les européens & ne
 „ leur permettre que d'avoir des comp-
 „ toirs sur les côtes. Nous entrons par-
 „ faitement dans ces vues; nous avons
 „ des avantages que l'Angleterre n'a pas;
 „ nous pouvons nous soutenir sans le com-
 „ merce de l'Inde & de l'Amérique. Si

Tom, XI.

U

„ la

„ la Grande-Bretagne étoit réduite aux
 „ productions de son île, elle ne tarde-
 „ roit pas à retomber dans cet état de
 „ pauvreté où elle étoit avant que le
 „ commerce ne fût devenu aussi florissant
 „ chez elle.

„ Sans parler des fuites fâcheuses qui
 „ doivent résulter pour elle de la perte
 „ de l'Amérique, on peut dire que sa
 „ puissance actuelle est purement préca-
 „ ire & fondée sur une base fragile. El-
 „ le doit s'attendre tôt ou tard à se voir
 „ chassée de ses possessions en Asie; que
 „ deviendra-t-elle alors? La
 „ position de la France est bien différen-
 „ te; son local, la richesse de son terri-
 „ toire, ses innombrables ressources la
 „ rendent absolument indépendante des
 „ évenemens. Il seroit peut-être à sou-
 „ haiter pour elle qu'elle n'eût jamais eu
 „ de colonies. Si elle avoit toutes les
 „ sommes d'argent & tous les hommes
 „ qu'elles lui ont coûté, elle seroit sans
 „ dettes quelconques & auroit une popu-

„ lation qu'aucun empire de l'Europe ne
„ pourroit égaler.

„ Mr. de Vergennes est d'avis que le
„ meilleur moyen d'assurer une paix per-
„ pétuelle, c'est de mettre l'Angleterre
„ dans le cas de ne plus pouvoir faire
„ la guerre. Mais comment y réussira-
„ t-on? En ôtant à cette puissance les
„ ressources qui lui procurent de l'argent.
„ Elle n'auroit jamais accepté les condi-
„ tions de la paix actuelle, si les nouvel-
„ les qu'elle reçut de l'Inde des progrès
„ rapides de Tippo-Saïb, ne lui eussent
„ pas fait craindre la perte de ses posse-
„ sions dans ce pays. Le Comte de Ver-
„ gennes étoit d'avis de risquer encore
„ une campagne; mais la pénurie dans
„ laquelle se trouvent nos finances, en a
„ empêché; d'un autre côté, le Roi vou-
„ leit absolument que cette guerre finît.

„ On a écrit à Mr. de Suffren qu'il
„ pouvoit assurer Tippo-Saïb que l'on
„ favoriseroit les projets qu'il avoit, &

U 2 „ qu'on

„ qu'on feroit passer incessamment aux
 „ Indes des troupes & des vaisseaux de
 „ guerre par la voie des Iles de France
 „ & de Bourbon, où il se feroit un ras-
 „ semblement sous prétexte de mettre
 „ ces possessions à l'abri de toute insulte;
 „ mais que ces troupes & ces vaisseaux
 „ feroient à ses ordres, dès qu'il le
 „ voudroit. "

Vous voyez, mon cher Comte, d'après
 les paroles de ce confident de Mr. de
 Vergennes, que non contens d'avoir sou-
 levé les colonies de l'Amérique contre
 nos ennemis, nous voulons encore en fai-
 re autant de l'Inde. Je suppose que les
 anglois, qui ne peuvent pas ignorer nos
 mauvaises intentions, prendront de leur
 côté des mesures pour empêcher le mal
 que nous voulons leur faire. Je crains
 même qu'ils ne nous préviennent. Sui-
 vant les avis que l'on reçoit de Londres,
 ils ont aussi des projets de vengeance;
 mais nous ignorons de quelle nature
 ils sont.

Auriez-

Auriez-vous connoissance d'un mémoire, qu'on dit fait par votre monarque & qui doit avoir été envoyé à toutes les cours? Dans cette piece officielle, qui est, dit-on, un chef-d'œuvre de politique, il est question de vastes projets de conquête concertés entre deux grandes puissances. Il est aisément de déviner que ces deux grandes puissances sont l'Autriche & la Russie. L'auteur du mémoire dit: „Qu'on doit être attentif aux projets d'envahissement de ces deux cours, „qui veulent se liguer contre la Turquie „& faire la conquête des possessions qu'elles a en Europe. Qu'il importe à la „tranquillité des états voisins & même aux „puissances maritimes de s'opposer à des „vues aussi ambitieuses; que ces puissances „doivent sentir combien il leur seroit „nuisible de voir le Bosphore passer „sous une autre domination &c. &c.“ On ne connoit point ici ce mémoire; j'en ai parlé à Mr. le Comte de Vergennes, qui m'a dit qu'il ignoroit son existence: *Je ne crois pas*, m'a-t-il ajouté, *à ces projets des deux*

deux cours Impériales, qui doivent sentir l'impossibilité de leur exécution. L'Angleterre, la Hollande, & l'Espagne ne souffriront jamais un pareil démembrement. Nous sommes nous-mêmes trop intéressés à nous y opposer, à cause de notre commerce avec le Levant; nous aimons beaucoup mieux le faire avec les Turcs qu'avec les Russes ou avec les Autrichiens. Je sais que l'Empereur a grande envie de s'agrandir aux dépens de la Porte-Ottomanne. Comme il veut à toute force guerroyer, nous le laisserons satisfaire ses désirs de ce côté. Mais, lorsqu'il aura fait deux ou trois campagnes, s'il a trop de succès, on trouvera bien le moyen de l'arrêter; s'il n'en a point, cette leçon qu'il recevra ralentira assez son humeur guerrière. & le forcera à se tenir tranquille. D'après les avis que je reçois de Vienne, je ne pense pas qu'il songe encore à entreprendre cette guerre; les fonds qui y sont nécessaires, ne sont pas prêts, & il a encore bien d'autres choses à arranger avant que de commencer l'exécution de son plan.

La

La nouvelle de la signature des préliminaires de la paix, a fait ici la plus agréable sensation ainsi qu'à Paris & dans toute la France; le pauvre peuple des campagnes s'en réjouit le plus. Lorsque le Roi en reçut l'avis, S. M. témoigna la plus grande joie & dit: *Je pourrai donc maintenant m'occuper du bonheur de mes sujets. Mais les nouvelles dettes que cette guerre m'a forcé de contracter, m'obligeron de laisser subsister une partie des impositions. Je les en dédommagerai par des économies que je ferai dans toutes les dépenses de ma maison & dans toutes les parties que je trouverai susceptibles de diminution.* Ce propos fait le plus grand honneur au monarque. Il est certain qu'il n'est pas possible d'avoir de meilleures intentions que ce Prince. Il est dommage qu'il ne puisse, comme votre Roi, former à lui seul son conseil d'état & n'employer ses ministres que pour faire exécuter ses ordres: alors les françois seroient le peuple le plus heureux de l'Europe.

Adieu, mon cher Comte. Je suis &c.

LETTRE XIV.

De VERSAILLES, le 13 Février 1783.

Du même, au même.

Il n'y a pas à douter, mon cher Comte, que les anglois ne se soient déterminés à faire la paix, principalement par la crainte où ils étoient que nous ne leur portassions quelque coup sensible dans l'Inde. L'activité & l'intelligence du Bailli de Suffren, les nouveaux secours qu'on se proposoit de lui envoyer, l'état des choses dans ces contrées, tout concourroit à rendre ces craintes fondées, & à favoriser les projets que nous pouvions former contre nos ennemis. Mais le Roi a préféré la paix, à des conditions honorables pour lui & pour ses alliés les hollandais, & l'on ne peut qu'applaudir à cette résolution du monarque. Voici des détails qui nous sont parvenus de l'Inde sur les opérations de notre flotte

de-

depuis son arrivée dans cette partie du monde :

Les anglois, après s'être emparé, l'année dernière, des possessions hollandaises sur les côtes occidentales de Sumatra & de Coromandel, se proposoient d'en faire de même pour les établissemens de la république dans les îles de Ceylan, de Java & de Sumatra, & dans les Molucques. L'arrivée de l'escadre françoise déconcerta tous leurs projets & les obligea de se tenir sur la défensive, au lieu de songer à attaquer.

Le Bailli de Suffren, après avoir débarqué les troupes qui étoient venues le rejoindre de Tranquebar à Porto-Novo, mit à la voile le 23 Mars. Il avoit le projet d'escorter au large quelques bâtimens qu'il envoyoit à l'île de France & à Batavia, de rallier l'autre portion de son convoi qui s'étoit réfugiée à la pointe de Galle dans l'île de Ceylan, & de chercher l'escadre angloise pour la com-

U 5 battre.

battre. Ces trois projets lui réussirent complètement. Il rencontra l'escadre anglaise, le 8 Avril, à l'est de Ceylan. Aussi longtemps que celle-ci, qui alloit de Madras à Trincomalé pour y porter des renforts de troupes & des munitions de guerre, put éviter d'en venir à une action avec notre escadre, elle ne cessa de prendre la chasse; mais voyant à la fin notre général manœuvrer pour s'approcher de plus en plus de son arrière-garde & la serrer de près, Sir Hugues qui la commandoit se détermina à se former en bataille, amures à tribord. Il avoit sous ses ordres onze vaisseaux de ligne, & montoit le *Superbe* de 74 canons. Le *Montmoutb* étoit le matelot en avant du *Superbe*, & le *Monarque* son matelot d'arrière.

Notre escadre se forma sur le même bord. Lorsque tous les vaisseaux se furent mis en ligne, le Bailli de Suffren fit le signal d'arriver sur l'escadre anglaise; ce commandement fut exécuté à onze heures & demie du matin. Mr. de Suffren

fren avoit sous ses ordres douze vaisseaux de ligne; il montoit le *Héros*, de 74 canons. A une heure & demie après-midi, le combat s'engagea à la plus grande portée du canon entre les deux chefs de ligne; il ne tarda pas à devenir général. Sir Hugues & le Bailli de Suffren se combattirent à la portée du mousquet. Dans le plus fort de l'action, le *Montmoutb* fut démonté de son grand mât d'artimont; de notre côté, le *Héros*, après avoir été entièrement dégréé, fut pendant dix à quinze minutes serré de près par l'amiral anglois qui portoit au vent. Les vaisseaux *l'Orient* & le *Brillant*, voyant le danger où étoit leur général, passerent sous le vent, & forcerent le *Superbe* d'arriver à son tour en l'obligeant de passer sous le vent du *Montmoutb*, pour pouvoir rejoindre son avant-garde. Par cette manœuvre, le *Superbe* laissoit ce dernier vaisseau entre les deux escadres & en danger d'être pris par les nôtres. Cette position détermina Sir Hugues à faire revirer toute son escadre vent-arriere pour lui por-
ter

ter du secours ; ce qui lui réussit. Le *Montmooth* fut remorqué & conduit sous le vent de sa ligne, dans le moment où notre corps se bataille se préparoit à revirer pour le couper, tandis que l'arrière-garde s'en approchoit & combattoit de près le centre de la ligne angloise.

Cependant le feu continuoit de part & d'autre avec la plus grande vivacité ; les deux escadres courant sur la terre dans la même direction. Mais le fond diminuant rapidement, Mr. de Suffren, après avoir fait transporter son pavillon sur l'*Ajax* à cause du mauvais état dans lequel se trouvoit son vaisseau, fit le signal de diminuer de voile & ensuite de cesser le feu ; ce qui mit fin au combat. Il ne prit ce parti que d'après le délabrement où il vit les vaisseaux l'*Orient*, le *Brillant*, & le *Héros*, qui étant presqu'entièrement dégrésés resterent à l'arrière de son escadre. Nous avons perdu dans cette action sept officiers & cent quarante-neuf soldats ou matelots ; il y a eu trois cents

soixan-

soixante blessés , & de ce nombre cinq officiers. On a combattu de part & d'autre avec le plus grand courage. Notre général écrit que Sir Hugues a fait les plus grands efforts de valeur pour remporter la victoire , mais qu'il a été assez heureux pour la lui disputer & soutenir jusqu'à la fin l'honneur du pavillon françois. Nous avions un vaisseau de plus que nos ennemis.

Mr. de Suffren ayant résolu de recommencer l'action aussitôt qu'il auroit réparé ses dommages , pour assurer son succès , il fit reconnoître les bas - fonds qui avoient finoient son mouillage ; mais on lui fit voir les dangers qu'il courroit en risquant un nouvel engagement ; cela le détermina à porter au large. Ainsi il ne put retirer qu'un foible avantage de cette action. Les anglois , après son éloignement , cinglèrent avec leur escadre vers Trincomalé , lieu de leur destination.

Mr.

Mr. de Suffren débarqua à Batecalo dans l'île de Ceylan ses malades & ses blessés, & s'y pourvut de vivres & d'eau. Trois navires hollandais chargés de bled & de boulets s'étant joints à lui, dès que ses dommages furent réparés, il remit à la voile pour aller déposer à Gondelour l'artillerie qui se trouvoit sur les transports qu'il avoit ralliés. Il acheta près des Danois des cables, du goudron & d'autres munitions de guerre. Hyder-Ali lui avoit envoyé cinq cents bœufs; il eut dans ce même tems le bonheur que ses vaisseaux croisiers lui amenerent quatre prises qu'ils avoient faites, savoir le *Rai-kes*, la *Résolution*, l'*Yarmouth* & la *For-titude*. Ces quatre navires étoient d'autant plus importans, que leur chargement ne consistoit qu'en vivres & munitions de guerre de toute espece. Ces prises, en nous mettant à l'aise pour la campagne, produisoient un effet contraire pour nos ennemis. La compagnie angloise avoit fait une grande faute de ne pas avoir demandé au gouvernement anglois des frégates

tes pour servir d'escorte à ses navires de transport. L'Amiral Hugues n'en avoit que deux, l'une de 24 & l'autre de 28 canons; tandis que nous avions six de ces bâtiments légers, qui nous mettoient dans le cas d'intercepter tous les petits navires ennemis.

Mr. de Suffren ayant remplacé par des Européens & des Cipayes la perte qu'il avoit faite en hommes & en matelots, ainsi que ceux qu'il fut obligé de laisser à terre, résolut de faire une tentative sur Négapatnam & d'attaquer cette place par mer avec ses vaisseaux, tandis que ses troupes de débarquement l'investiroient par terre. Tout sembloit devoir favoriser cette expédition : l'escadre angloise n'avoit plus reparu sur la côte de Coromandel; les troupes britanniques étoient occupées au ravitaillement de Vellore dans le Carnate, ce qui les empêchoit de pouvoir s'éloigner de Madras, dans la crainte que Hyder-Ali ne vint insulter cette ville. L'activité de Sir

Hugues

Hugues déconcerta les projets de notre général. Toutes les contrariétés qu'il avoit éprouvées, la prise de ses transports, les obstacles que nos croiseurs avoient mis à la jonction des secours qui lui étoient envoyés & qui durent retourner à Madras dans la crainte d'être pris; tout cela, dis-je, ne l'empêcha pas de réparer ses dommages, de remâter le *Mont-moutb* & de prévenir notre escadre en venant jeter l'ancre devant Négapatnam le 25 Juin. Mr. de Suffren prit le parti de tenter un nouveau combat; il étoit supérieur en forces. Il appareilla, le 3 Juillet, de Gondelour & alla droit aux anglois. L'Amiral Hugues attendit son ennemi & fit ses dispositions pour le bien recevoir. Dès qu'il apperçut notre escadre, il porta- au Sud afin de gagner le vent sur elle. Après différentes manœuvres & évolutions de Mr. de Suffren, qui avoient pour objet de s'approcher des anglois, le combat s'engagea entre les deux avant-gardes au même bord, à un quart de portée de canon, & aux arrières

gar-

gardes à la plus grande portée, attendu que celle des anglois se tenoit toujours à la plus grande distance. Cet engagement dura environ deux heures; il fut assez vif, plusieurs de nos vaisseaux furent désemparés. Le *Brillant* perdit son grand mât; le *Héros* qui s'étoit avancé pour le secourir, fit le signal d'arriver à l'*Annibal*, qui combattoit de très près & au vent de la ligne françoise. A une heure après-midi, une brise très fraiche du large s'étant élevée, rompit les deux lignes, mit le plus grand désordre parmi notre escadre & fit approcher les vaisseaux ennemis très près des nôtres, surtout du *Brillant* & du *Sévere* qui avoient été coiffés (terme de marine qui veut dire que le vent enflie les voiles en sens contraire & les fait marcher de l'arrière.) Mr. de Suffren fit alors le signal de revirer vent-arriere & ensuite de se former en ligne de bataille, sans avoir égard aux postes indiqués, afin de pouvoir couvrir les deux vaisseaux susdits. Lui-même, après avoir tenu le vent avec son

vaisseau & ordonné à ceux du centre de faire la même manœuvre, doubla le *Brillant* au vent, se mit entre lui & les anglois; ce qui donna le tems au *Sévere*, qui avoit déjà amené pavillon, de le hisser & de venir se remettre en ligne. Ce combat eut pu nous devenir très funeste par ce changement de vent inattendu. Mais les anglois en furent autant mal-traités que nous; leur escadre fut dispersée, plusieurs de leurs vaisseaux étoient pêle-mêle à différens bords; le chef de file avoit quitté le combat & ferroit la terre en arborant le pavillon de détresse; le *Monarque* étoit totalement désemparé. Le *Worcester*, après avoir reçu de rudes bordées du général françois, sans riposter, courroit au large sans pouvoir se rallier. Dans cette terrible position, les deux escadres s'occupoient plus du danger qu'elles courroient que de continuer à combattre. Elles s'éloignèrent l'une de l'autre; les anglois allèrent jeter l'ancre à Négapatnam, & Mr. de Suffren vint chercher un abri à Carical. Nous avons eu
 dans

dans ce combat environ deux cents hommes tués & près de six cents blessés. Le seul avantage que nous en ayons retiré, c'est d'avoir fait cesser le danger qu'auraient pu courir d'être interceptés, les secours que notre escadre attendoit des îles de France & de Bourbon. Effectivement ce convoi arriva heureusement le 29 Juillet à la pointe de Galles ; il confisstoit en deux vaisseaux-de ligne, une frégate, une corvette & huit gros bâtiments de transport avec des troupes, des vivres & des munitions de guerre de toute espèce. On n'a encore rien appris des opérations ultérieures de Mr. de Suffren. Dans une lettre particulière qu'il écrit à un de ses amis, il dit : *L'Angleterre n'a pas d'homme plus actif & plus brave que Sir Hugues. Je suis glorieux d'avoir eu un pareil adversaire à combattre. Il n'est pas aisément vaincu ; je serai content & je croirai avoir assez fait de ne pas être vaincu par lui.*

On parle toujours de nommer un autre contrôleur-général. Mr. de Fleuri, ne pouvant, comme je vous l'ai dit dans une de mes précédentes, indiquer un moyen pour avoir de l'argent, a déjà offert plusieurs fois sa démission. On l'auroit acceptée, si l'on avoit su par qui le remplacer. Ce n'est pas qu'il manque de *concurrens*; mais comme la réputation des uns n'est pas des meilleures, & que la capacité des autres est au moins douteuse, le Roi n'a pu encore se décider. La pluralité des suffrages est en faveur de Mr. d'Ormesson. C'est un honnête-homme, plein de droiture; mais je ne crois pas qu'il réussisse mieux que ses prédécesseurs. Il voudra opérer le bien, commencer par des économies; la foule de ceux qui sont intéressés à ce que les déprédations se continuent, s'y opposera avec force. Le nouveau contrôleur-général sera bientôt rebuté par les obstacles, & il donnera sa démission. C'est sans doute une des preuves les plus manifestes des abus & des vices de notre administration,

tration, qu'un ministre honnête-homme & porté pour le bien public ne puisse rester longtems en place.

On commence à attaquer de nouveau Mr. Necker. Je vous remets ci-joint la copie d'une réponse au Chapitre IV. de l'ouvrage que l'ex-directeur a publié sur l'administration des finances. C'est, à mon avis, la meilleure discussion qui ait paru; elle vous donnera une idée plus précise de notre administration financière, & vous prouvera que Mr. Necker aurait agi plus sagement de tolérer quelques abus, & qu'en voulant les réformer, il n'a fait que leur en substituer de plus grands. Mais le génevois a la manie de vouloir être créateur. Je crains bien que ses projets ne fassent sur nous l'effet de la boîte de Pandore, & ne versent sur la France une foule de maux infiniment plus grands que ceux qu'il a voulu détruire. . . . Cependant l'engouement pour ce personnage est toujours le même; il fait tous les jours de nou-

veaux prosélytes. On se querelle, on se bat pour lui, & il seroit moins dangereux de dire du mal de Dieu & du Roi que de Monsieur Necker. Je vous ai déjà parlé d'un athlète qui se disposoit à entrer dans l'arene pour le combattre: on assure qu'il doit paroître incessamment un ouvrage de Mr. de Calonne, dans lequel il réfute victorieusement les assertions de l'ex-directeur, & met au jour toutes les erreurs de calcul & autres qu'il a faites. Cet intendant est fortement protégé par la Reine & son parti. On dit toujours qu'il ne tardera pas à être contrôleur-général; mais le moment n'est pas encore arrivé; il faut préparer le Roi à ce choix, & S.M. n'est pas encore décidée.

On m'assure qu'il y a une coalition entre tous les gens à argent & les agioteurs pour faire tomber tous les contrôleurs-généraux qui ne favoriseront point leurs opérations. Mr. Necker est toujours leur patron; & comme Plutus est

le

le Dieu qu'on révere le plus aujourd'hui, je ne serois pas étonné de voir notre gouvernement monarchique se changer en gouvernement oligarchique & dégénérer ensuite en anarchie. Toutes les têtes se montent; l'exemple que viennent de donner les Américains, les succès qu'ils ont eus dans leur révolte contre leur souverain légitime, cette indépendance si solennellement reconnue, ne peuvent que produire des effets funestes pour tous les potentats de l'Europe.

Mr. le Comte de Vergennes s'applaudisoit, il y a quelques jours, de la paix glorieuse qu'il faisoit avec l'Angleterre, & d'avoir forcé cette puissance à reconnoître l'indépendance de l'Amérique. Quelqu'un qui se trouvoit présent, lui dit : „ J'avoue, Monsieur le Comte, que vos succès ont surpassé mon attente. Je n'aurois jamais cru que les souverains de l'Europe eussent vu d'un œil indifférent la constitution de la Virginie „ qui parut le 1^{er} Juin 1779. Cette dé-

„ cloration sur les droits des peuples,
 „ rédigée en dix-huit articles ou sec-
 „ tions, est le procès fait aux Rois; ils
 „ ne seront plus que les mandataires de
 „ leurs sujets. La première section dit:
 „ Tous les hommes sont nés également libres
 „ & indépendans; ils ont des droits cer-
 „ tains, dont ils ne peuvent par aucun acte
 „ priver leur postérité. — La deuxième
 „ section porte, que toute autorité appar-
 „ tient au peuple & par conséquent émane
 „ de lui. Les magistrats sont ses manda-
 „ taires, ses serviteurs & lui sont compa-
 „ bles dans tous les tems &c. — „ Lors-
 „ qu'on lira dans l'histoire que c'est un
 „ Roi de France qui s'est rendu le pro-
 „ testeur d'une pareille constitution, on
 „ dira que ce Prince avoit sûrement l'in-
 „ tention de renoncer au pouvoir que ses
 „ prédécesseurs lui avoient laissé, ayant
 „ reconnu que Louis XIII. & Louis XIV.
 „ en avoient abusé. Vous ne pou-
 „ vez, Monsieur le Comte, ignorer la
 „ fermentation qui regne parmi la nation;
 „ qu'à Paris & dans les provinces, on pro-
 „ jette

„ jette d'imiter ce qui s'est fait en Amérique ; que les volontés de vingt-quatre millions d'hommes ont une force active qui rendra nulle celle du Roi, „ de ses ministres & de tous les coopérateurs du pouvoir monarchique.“

Je ne vois pas les choses ainsi, répondit Mr. de Vergennes ; il falloit abaisser la puissance de l'Angleterre, c'est ce que j'ai fait. Ce qui se passe à deux mille lieues de notre continent, ne peut influer sur notre gouvernement. Le pouvoir de vingt-quatre millions d'hommes n'est pas redoutable, lorsqu'ils ne sont pas d'accord entre eux, & je ne croirai jamais possible qu'ils le soient. Il faut au peuple des chefs, même lorsqu'il se souleve, & où en trouvera-t-il ? La noblesse sera toujours pour le Roi ; le clergé tient trop à ses propriétés, & il ne peut les conserver que sous la protection du monarque ; les gens riches n'ont rien à désirer que la jouissance paisible de leur fortune. Le peuple n'auroit donc d'autres ressources, d'autre guide que lui-même. Mais,

outre qu'une tourbe aveugle qui agit confusément & sans système, est bien peu à craindre, cette classe de la nation est continuellement surveillée, elle est sans moyens & la plus grande partie tient son existence de ceux qui ne sont rien moins qu'intéressés à ce qu'ils se fasse un changement dans la constitution. Voila deux cents ans que celle de l'Angleterre existe, ce peuple-Roi n'a pas eu jusqu'à présent d'imitateurs. Il en sera de même des Américains. S. M. veut le bien de ses sujets; la paix va la mettre dans le cas de pouvoir les soulager & diminuer les impositions. Elle a humilié un ennemi que la paix de 1763 avoit rendu trop arrogant. Le temps seul justifiera la guerre que j'ai entreprise (*). Je n'ignore pas

(*) Si Mr. le Comte de Vergennes vivoit encore, il seroit bien étonné de tout ce qui se passe, & se convaincroit qu'il a bien mal jugé. Avec quelle surprise ne verroit-il pas un Montmorenci, des Ducs & Pairs & d'autres nobles distingués s'être rangés du côté du Tiers-Etat? une armée, que l'autorité monarchique regardoit comme son plus ferme appui, a fait la même chose.

pas les projets de vengeance que médite l'Angleterre, mais je saurai les rendre nuls.

Il y a un vieux proverbe qui dit *qui vivra verra* : attendons donc pour voir. Je crains cependant que Mr. de Vergennes ne se trompe & que son triomphe ne soit de courte durée.

Adieu, mon cher Comte. Comment jugez-vous les choses ? les voyez-vous du même œil que moi ?

chose. La liberté a tant d'attrait pour l'homme ! Les Américains ont si bien réussi à se la procurer, qu'ils nous ont donné l'envie & le courage de les imiter.

(Note de l'Editeur.)

RÉPON-



RÉPONSE au CHAPITRE IV. de l'ouvrage que M. NECKER a publié sur l'ADMINISTRATION des FINANCES; faite par un ancien premier-commis du Contrôle-Général.

• M. NECKER s'est principalement attaché dans ce chapitre à justifier la suppression des Receveurs-généraux, qui est son ouvrage, & à présenter leur rétablissement, qui est celui de son successeur, comme absolument contraire aux intérêts du Roi; en conséquence, il n'a fait connoître qu'une partie des frais qu'a entraîné son plan de régie; tandis qu'il a exagéré les bénéfices attribués aux Receveurs-généraux depuis leur rétablissement, & qu'il a gardé le silence le plus profond sur les inconvénients & les dangers de la première opération, ainsi que sur les avantages de la seconde.

On

On sait que Mr. Necker avoit proposé au Roi de réduire à vingt-quatre les quarante-huit offices de Receveurs-généraux des finances. (*) Les réclamations des Princes apanagistes contrarièrent ses vues, & les choix qu'il avoit faits. Il prit le parti de renoncer à son premier plan ; & deux jours après, il fit adopter celui d'une Régie composée de douze Receveurs-généraux.

Cette conduite parut inconséquente : on crut que si l'existence de vingt-quatre Receveurs-généraux en charge avoit été regardée comme utile & présentée comme nécessaire, deux jours n'avoient pu fournir des raisons pour établir un régime absolument contraire : la conséquence naturelle fut de penser que Mr. Necker avoit manqué de bons motifs ou de fermeté

(*) Ce doublement auroit entraîné de très-grands inconvénients. On fera connoître les risques attachés aux réunions, en parlant des recettes particulières des finances.

meté pour soutenir son premier plan, & que l'humeur avoit dicté le second.

L'opinion des capitalistes ne fut pas favorable à la nouvelle compagnie. Les prescriptions qu'elle tiroit , ne se négociaient pas ; & la plus mauvaise des opérations de Mr. Necker, fut la première anéantie. Cet ancien administrateur a écrit sur les finances; &, comme presque tous les auteurs, il a défendu avec partialité celui de ses ouvrages qui avoit effuyé le plus de critique.

Que Mr. Necker se soit trompé considérablement sur les dépenses de sa Régie, on n'en inférera rien contre sa bonne foi : il les a évaluées telles qu'il les avoit conçues. On doit en conclure que la précipitation qu'il mit à substituer son second plan au premier, ne lui permit pas de donner le tems nécessaire à ses calculs.

Que

Que Mr. Necker attribue aux Receveurs-généraux des taxations dont ils n'ont jamais joui; que sur certaine imposition il double leurs attributions; qu'il annonce comme nul le crédit le moins onéreux; qu'enfin il dissimule tous les avantages attachés au rétablissement des Receveurs-généraux; on peut le croire encore de bonne foi: il a travaillé d'après les mémoires & les délations dont les ministres des finances ne manquent jamais d'être assaillis.

Mais que pour justifier une opération dictée par le goût de tout détruire & de tout recréer, Mr. Necker livre quarante-huit citoyens à l'animosité publique; qu'après avoir grossi leurs bénéfices par de faux calculs, il dénonce cette compagnie aux troupes du Roi, comme jouissant d'un traitement qui pourroit augmenter la solde; que Mr. Necker annonce qu'on pourroit, sans le rétablissement des recettes générales, donner un million de plus aux travaux de charité;

qu'il

qu'il dise enfin aux magistrats & aux autres parties prenantes des états du Roi (*), que les Receveurs-généraux ne les payent pas aux époques désignées dans les états de répartition, alors la bonne foi ne peut plus être supposée, & l'injustice se manifeste.

Dans le Chapitre que Mr. Necker a employé à traiter des frais de recouvrements sur les impositions de toute nature, il les évalue dans les proportions suivantes.

Ferme

(*) Les Receveurs-généraux payent les magistrats, & autres parties prenantes assignées sur leurs recettes, aux époques déterminées par le ministre, & consignées dans les soumissions qui sont déposées dans ses bureaux: loin d'être en retard sur cet objet, ils en font souvent l'avance. D'ailleurs, à l'instant où les états du Roi sont expédiés, le ministre en fait l'envoi aux bureaux des finances: ces tribunaux sont juges du paiement des parties prenantes; & ils emploieroient la voie de la contrainte, si elles éprouvoient le moindre retard.

Ferme générale	- - -	13 & $\frac{9}{10}$	pour cent.
Régie générale	- - -	16 & $\frac{7}{10}$	
Administration des Do- maines		12 & $\frac{19}{20}$	
(*) Imposition	- - -	6	

Par quelle fatalité Mr. Necker s'obstine-t-il à décrier une administration qui, d'après ses calculs, est la moins onéreuse au Roi? Pourquoi Mr. Necker, en indiquant de nouveaux plans de réforme relatifs aux Fermiers-généraux & régisseurs, dont il évalue le traitement à soixante & quinze & à soixante mille

livres

(*) La totalité des frais de recouvrement des impositions, y compris les taxations des collecteurs & receveurs, s'élèvent ici à 6 pour cent parce que Mr. Necker y fait entrer 1,500,000 de bénéfices qu'il attribue aux Receveurs généraux & particuliers sur les jouissances de fonds: On rétablira ce que cet objet a rapporté pendant la régie de Mr. Necker, & il sera facile de juger combien cette évaluation est chimérique.

livres, ne tire-t-il pas sur leurs bénéfices des conséquences aussi fâcheuses? La raison est simple: Mr. Necker avoit renouvelé le bail des fermes, & créé les Régies; la suppression des recettes générales étoit son ouvrage.

Mr. Necker s'est contenté de ne fixer le remboursement des Receveurs-généraux qu'après les formalités interminables qui sont nécessaires pour parvenir à l'apurement de leur comptabilité; Il favoit cependant (*), & aucun administrateur n'ignore, qu'à l'époque où les états au vrai (**) sont présentés au conseil, la situation des comptables est parfaitement connue.

Mais

(*) Lors de la réunion des offices des Receveurs des tailles, prononcée par l'édit de 1775, Mr. Turgot fit ordonner qu'on payeroit un tiers comptant.

(**) On appelle, états au vrai, les comptes présentés au conseil, & appuyés de pièces justificatives.

Mais les Receveurs-généraux pouvoient-ils espérer que Mr. Necker les auroit fait rembourser à une époque quelconque? Plusieurs Receveurs des domaines & bois, supprimés pendant son administration, se présentèrent à lui, après avoir satisfait aux apurement exiges; & ils ne purent obtenir les remboursemens sur lesquels ils avoient lieu de compter: Il en fut de même des propriétaires d'offices supprimés pendant le cours de son administration (*).

Quel doit être l'étonnement des successeurs de Mr. Necker, lorsqu'après avoir lu tout ce qu'il a écrit de beau & de vrai sur la loi sacrée de l'exécution des engagemens, ils en cherchent des exemples dans le cours de son administration ! Quelle sera leur surprise, lorsqu'ils apprendront que les payeurs des rentes, supprimés sous le ministère de Mr. l'Abbé Terray, avec promesse d'é-

Y 2 tre

(*) Les propriétaires d'offices non-comptables n'ont pas même été remboursés.

tre remboursés après l'apurement, se présentèrent munis du quittus (*) de la chambre des comptes, & que Mr. Necker leur répondit : „ Ce n'est pas moi qui „ vous ai supprimés ! “ Quelles conséquences tirer de cet étrange refus ? Faudra-t-il donc conclure que les remboursemens cesseront, toutes les fois que Sa Majesté changera de ministre ?

Les Receveurs-généraux de l'exercice 1779, qui cessèrent toutes fonctions le premier Janvier 1781, ne reçurent pas même les intérêts de leurs finances pendant cette année ; & ils ne les touchèrent que sous l'administration du successeur de Mr. Necker.

On croit avoir démontré que l'humeur a présidé à l'opération dont on vient de rendre compte, & que les Receveurs-généraux supprimés ont été traités avec injustice.

(*) Quittus, certificat d'apurement délivré par Mr. le Procureur-Général de la chambre des comptes.

justice : on va s'attacher dans la suite de ce mémoire à rétablir les faits. Tout ce qu'on y avancera se trouve consigné dans les registres & journaux de l'administration établie par Mr. Necker, ainsi que dans les édits & arrêts qui ont déterminé les fonctions & le sort des Receveurs-généraux.

GRATIFICATION

De deux deniers pour livre.

Mr. Necker est tellement disposé à grossir aux yeux de ses lecteurs les bénéfices des Receveurs-généraux, qu'il place le mot de profit où il ne devroit voir que celui d'indemnité ; & souvent d'une indemnité presque toujours inférieure aux pertes.

Le Roi accorde aux Receveurs particuliers deux deniers pour livre de gratification pour prix de l'exécution de leurs traités : Lorsqu'ils ne les remplissent pas, cette gratification est dévolue

aux Receveurs-généraux qui suppléent aux avances que ces premiers auroient dû faire. Quand les intérêts des avances sont inférieurs au montant de la gratification, les Receveurs-généraux les retiennent, & comptent du surplus aux Receveurs particuliers : Dans cette position, ils retrouvent un intérêt de cinq pour cent, & n'éprouvent ni perte ni bénéfice.

Il résulte de l'exposé qu'on vient de faire, que la gratification ne peut jamais être regardée comme un bénéfice pour les Receveurs-généraux; qu'elle devient quelquefois une indemnité; & qu'enfin, lorsque les intérêts des avances en excèdent le montant, il y a perte où Mr. Necker annonce de l'avantage.

TAXATIONS

Sur le troisième vingtième.

Mr. Necker cherche encore à prévenir contre la compagnie qui a remplacé celle qu'il avoit établie; & pour y parvenir

venir d'une manière certaine, il présente les Receveurs-généraux comme s'enrichissant progressivement des malheurs de l'état; & enfin il en donne pour exemple le troisième vingtième, qui, suivant ses calculs, produit annuellement une somme de 270,000 liv. à cette compagnie.

Lors de l'établissement du troisième vingtième, les Receveurs-généraux proposèrent au ministre de se réduire à un denier & demi de taxations sur cette imposition : c'est moitié de ce qu'ils auraient pu réclamer.

Le troisième vingtième des Pays d'Élection & Pays Conquis se monte, déduction faite des charges, à - - 16,848,610 liv. f. d. 0 0

A déduire quatre deniers aux Collecteurs - 280,810. 3. 4

Reste - - 16,567,799. 16. 8

AUTRE DEDUCTION.

Deux deniers aux Receveurs particuliers 138,064. 19. 11

Net - - 16,429,734. 16. 9

Y 4

Les

Les taxations des Receveurs-généraux, à un denier & demi sur le net du troisième vingtième, donnent 102,685 l. 16 f. 10 d.

Que deviennent les 270,000 liv. qui leur sont attribuées par Mr. Necker? Mais en supposant qu'il ait ignoré le sacrifice que cette compagnie s'est empêtrée de faire, cet ancien administrateur erroit encore dans ses calculs. Trois deniers pour livre sur le net du troisième vingtième des Pays d'Élection & des Pays Conquis, ne donnent que 205,371 l. 13 f. 8 d.

Le traitement qui a été fait aux Receveurs-généraux sur le troisième vingtième paroîtra d'autant moins considérable, que cette imposition additionnelle, très-difficile à percevoir, nuit à la rentrée des autres recouvrements, & qu'elle assujettit les Receveurs-généraux à des avances considérables qui absorbent leurs attributions.

ZOUIS-

JOUISSANCE DES FONDS.

Cet objet est évalué par Mr. Necker comme devant produire un million aux Receveurs-généraux; & il en faudroit conclure que ces comptables ont habituellement vingt millions entre les mains. Il est aisé de détruire cette assertion, & les conséquences qu'on en pourroit tirer.

Mr. Necker avoit promis aux douze Receveurs-généraux chargés de sa Régie, des gratifications à prendre sur les intérêts des fonds qui excéderoient les paemens à faire au Trésor Royal suivant les soumissions : on apporta la plus grande activité à la suite des recouvrements; les registres de correspondances attestent cette vérité. Nombre de Receveurs particuliers, fatigués par les lettres qu'on ne cessoit de leur écrire, conformément aux vues de Mr. Necker, pressèrent tellement la rentrée des impositions qu'ils parvinrent à remettre plusieurs termes à la fois.

Ces efforts réunis produisirent des intérêts *liv. f. d.*
 qui s'élèverent à - - - 261,599 14 5

Mais les intérêts à payer, lorsque les recouvrements ne suffirent pas au paiement des prescriptions, se montèrent à - - - 133,006 4 0

Jouissance des fonds en 1781 - - - 128,593 10 5

Voila donc ce million de bénéfices réduit à 128,593 *liv. 10 f. 5 d.*

Cherchons à nous rapprocher des calculs de Mr. Necker. Sa Régie n'avoit pas encore réuni les deux exercices : il est possible qu'il eût résulté de leur concours une plus forte masse d'intérêts, sans cependant que l'aisance ait pu doubler; car nécessairement la fin d'un exercice entraîne des avances: à cette époque, les Receveurs-généraux ont payé toutes leurs rescrip-

descriptions, & plusieurs Receveurs particuliers sont loin d'avoir soldé. Mais enfin, en doublant les intérêts reçus par la nouvelle administration pendant 1781, à peine obtiendra-t-on le quart des bénéfices annoncés par Mr. Necker, & sur lesquels il avoit promis des gratifications (*), qui nécessairement les auroient absorbés.

Cet objet d'économie doit donc être regardé comme nul.

Toujours empressé de présenter comme vicieuse la constitution qu'il avoit renversée, Mr. Necker dit que cinq Receveurs-généraux ayant besoin de secours pendant son ministère, il fut dans le cas de les obliger à déclarer leur situation, & qu'ils reconnurent devoir ensemble, depuis nombre d'années, près de cinq millions au Roi, dont ils ne pouvoient s'acquitter

(*) Il sera parlé de l'objet de ces gratifications, lorsqu'on traitera des frais de la Régie de 1781.

quitter qu'en partie avec la finance de leurs charges.

Qu'il soit permis de faire une question à Mr. Necker: Comment est-il possible qu'un Receveur-général lui ayant déclaré devoir un million au Roi depuis plusieurs années, c'est-à-dire plus que sa finance, il se soit décidé à lui accorder des secours? Qu'est devenu le recours & le privilège du Roi? Mr. Necker auroit-il sacrifié les intérêts de Sa Majesté?

Un Receveur-général n'a jamais dû au Roi pendant plusieurs années, ni un million, ni infiniment moins. Pour s'en convaincre, il ne faut que jeter les yeux sur la marche des recettes.

Dans les premiers mois, les recouvrements sont lents & difficiles; plusieurs Receveurs ne peuvent remplir leurs traités: aux deux tiers de l'exercice, ils regagnent le tems perdu; & à la fin, les deniers qui ont passé de leurs mains dans celles

celles des Receveurs-généraux, en sont sortis pour le paiement des rescriptions. Quelle est alors la position des Receveurs-généraux ? Ils sont en avance pour ceux des Receveurs particuliers qui n'ont pas soldé; & il reste entre leurs mains quelques légères sommes non réclamées par les parties prenantes, & que, sous peine d'amende, ils sont obligés de verser au Trésor-Royal après un délai fixé.

Lorsqu'un Receveur-général doit un million au Roi, il en faut conclure que le gouvernement lui a donné des secours, ou que le ministre lui a permis de tenir en suspens au Trésor-Royal le paiement de ses rescriptions. Un seul exemple prouvera la maniere d'opérer de Mr. Necker, & l'injustice de ses conséquences.

Un des cinq Receveurs-généraux, dont cet ancien administrateur parle, & qui n'a pas été compris dans le rétablissement, fut en effet dans de très-grands embarras, à la veille de manquer au paie-

paiemens de ses rescriptions, & ayant une masse assez considérable de billets sur la place. Il eut recours à l'administration; des protecteurs puissans furent employés. On s'attend sans doute à voir le plus sévère des administrateurs défendre les deniers du Roi, & forcer un comptable dérangé à remplir ses engagemens, ou à vendre son office. Cette marche ne fut point celle de Mr. Necker: tout fut accordé; les fonds du Trésor-Royal servirent à acquitter des dettes particulières; il fut permis au Receveur-général en débet de laisser en suspens le paiement de ses rescriptions acquittées avec les deniers du Roi; Sa Majesté enfin éprouva des retards & des pertes considérables. Mais ce résultat fâcheux ne prend pas sa source dans la constitution des Recettes-générales; il est le produit d'une mauvaise administration: si on n'avoit pas prêté l'argent du Roi à un comptable en désordre, si on n'avoit pas acquitté ses dettes particulières, si enfin on l'avoit forcé à payer ses rescriptions aux échéances,

ces, il auroit vendu sa charge, & la finance auroit compensé trois fois le débet primitif.

Il seroit injuste de critiquer les secours qu'un ministre accorde à un Receveur-général qui démontre des avances excessives : des grâces pareilles peuvent être regardées comme des soulagemens donnés aux provinces, puisqu'elles procurent le moyen d'attendre les contribuables; mais il est facile de constater la situation du Receveur-général qui les demande.

On n'entrera pas dans le détail des secours accordés aux autres Receveurs-généraux dont Mr. Necker parle ; il en est qui furent donnés à titre d'indemnité, & déterminés par des principes de justice : mais on le répète, ces arrangements étoient étrangers à la constitution des Recettes-générales, & détruisoient la proportion établie entre les finances & les débets possibles.

UTILI-

UTILITÉ & FONCTIONS*Des Receveurs-généraux.*

Mr. Necker avance, que l'utilité & les fonctions des Receveurs-généraux se bornent à recevoir à Paris les fonds versés par les collecteurs entre les mains des Receveurs particuliers : il prétend qu'une maison de banque, ou la caisse d'escompte, feroient aisément toutes les recettes confiées aux Receveurs-généraux ; il ajoute enfin qu'un de ses premiers commis auroit trouvé moins de travail dans cette perception que dans les détails dont il étoit chargé.

Comment Mr. Necker, qui a suivi avec tant de recherches la marche de ses successeurs, n'a-t-il pas eu connoissance de l'article de l'état de création des Receveurs particuliers, qui assujettit les Receveurs-généraux à garantir la solvabilité de ces comptables ? Disons mieux : pourquoi Mr. Necker garde-t-il le silence sur cette garantie, & sur tous les

avant

avantages qui en résultent pour le Roi?
Par une raison simple : le défaut de garantie étoit un des principaux vices du régime qu'il avoit établi.

Dans la constitution actuelle, les Receveurs-généraux sont garans de la solvabilité des Receveurs particuliers ; de sorte que la totalité des impositions rentre au Trésor-Royal sans risques & sans pertes pour le Roi. Il est vrai que cette compagnie a pour gage les finances des Receveurs particuliers ; mais des exemples multipliés & récents prouvent leur insuffisance ; & dans le moment actuel, plusieurs Receveurs-généraux se trouvent exposés à des pertes considérables qui ne pourront être couvertes par le prix des offices.

La fixation des finances, tant des Receveurs-généraux que des Receveurs particuliers, ayant été faite sur le pied du dixième des recouvrements d'un exercice de chacun de ces officiers, elle met le

Roi à couvert de tout danger à l'égard du Receveur-général: en effet, celui-ci ne peut jamais avoir entre les mains la valeur de sa charge, les fonds de sa recette étant tirés par anticipation dans les termes de ses soumissions. Mais le prix des offices ne met pas le Receveur-général à couvert à l'égard d'un Receveur particulier dont les affaires sont mauvaises, parce que forçant le recouvrement, & masquant sa situation, il peut avoir des fonds considérables au Roi; la surveillance la plus étendue & la plus suivie ne peut mettre un Receveur-général à l'abri de ce danger, la véritable situation des Receveurs particuliers n'étant parfaitement connue qu'à la fin de chaque exercice.

Tout ce qu'un Receveur-général peut & doit faire, (en cela son intérêt se joint à celui des contribuables,) c'est de veiller à ce que les recouvrements se fassent avec modération & douceur dans les délais accordés par le Roi à ses peuples.

En

En effet, son gage est assuré tant que les deniers du Roi sont dans les mains des contribuables ; & il ne l'est plus lorsqu'ils passent trop rapidement, & séjournent trop longtems dans les caisses des Receveurs particuliers.

La connoissance des sujets destinés aux recettes, la plus grande liberté dans les choix, & enfin une étude journaliere de l'homme sur lequel repose la fortune du Receveur-général, voilà ce qu'exige la constitution actuelle, & ce qui diminue les faillites encore trop fréquentes, dont le résultat ne peut plus être à la charge de Sa Majesté.

Si l'établissement de Mr. Necker avoit subsisté, la protection seule auroit disposé des recettes particulières. Quel est celui des douze Receveurs-généraux existant en 1781, qui, sans intérêt à la chose, auroit eu le droit de s'opposer à un choix dicté par la faveur? Dès-lors, les contribuables auroient été livrés aux vexations,

tions, & les revenus du Roi à une per-
te certaine.

On n'a peut-être jamais apprécié com-
bien le choix d'un Receveur particulier
est délicat : ce sont les seuls comptables
sur lesquels il n'existe point de contrôle
habituel. Lorsque l'un d'eux cesse ses
paiemens, on ne peut établir sa situation
que par une vérification contradictoire, à
laquelle il faut appeler tous les collec-
teurs & tous les particuliers qui paient
leurs vingtièmes directement aux Rece-
veurs. Le ministre, au contraire, con-
noît toujours la situation des Receveurs-
généraux; les intendans lui envoient tous
les mois les états de recouvrements faits
par les Receveurs particuliers. Un coup-
d'œil comparatif entre leurs résultats &
les soumissions des Receveurs-généraux
démontre avec exactitude la situation de
ces derniers.

Pour juger du prix de la garantie,
& des périls & risques que présentoit à
cet

cet égard l'institution de Mr. Necker, il suffit de jeter un coup-d'œil sur les pertes que la ferme & les régies ne cessent de faire: cependant, quelles précautions les Fermiers-généraux & régisseurs ne prennent-ils pas pour les éviter? Ils ont entre les mains des cautionnemens en espèces, dans une proportion beaucoup plus forte que les finances des Receveurs particuliers; ils en exigent aussi en immeubles: ces compagnies ont tous les mois, toutes les semaines, des états de situation garantis par des contrôles multipliés qui se correspondent habituellement; &, comme on l'a déjà démontré, de pareils contrôles ne peuvent exister pour les Receveurs des impositions.

Très certainement en supprimant toutes les formes pour le paiement des Parlement, Chambres des Comptes, Cours des Aides, Bureaux des Finances, Elections, Bailliages, & autres parties prenantes de l'Etat du Roi; en détruisant les rapports de comptabilité existant entre

les Receveurs particuliers & les Receveurs-généraux, le Conseil & les Chambres des Comptes, tout peut se mettre en banque : mais qu'en résultera-t-il ? On le répète, des vexations pour les contribuables, & des pertes certaines pour Sa Majesté. Alors un seul homme peut tout faire, & avoir beaucoup de tems de reſte.

Avant de parler des ressources de crédit, & du crédit le moins onéreux que présente la constitution des Recettes-générales, qu'il soit permis d'offrir cette compagnie sous le point de vue d'utilité qu'elle apprécie le plus, celui de la diminution des frais de poursuite. Plusieurs Receveurs-généraux ont fait des tournées qui n'étoient relatives qu'à cet objet; ils se sont conciliés avec les Receveurs particuliers; & il est résulté de cet accord de sages abonnemens avec les communautés. On est parvenu à obtenir une grande diminution dans les frais; il est même des paroisses où l'on ne connaît plus les poursuites.

On

On a déjà démontré que la douceur de la perception se lie avec l'intérêt des Receveurs généraux relativement à la garantie des Receveurs particuliers. On peut encore avancer qu'il en est de même à l'égard des frais.

Quel est le Receveur-général qui peut ignorer qu'en pressant trop les recouvrements, & en multipliant les frais, il découragera les cultivateurs, que le commerce s'anéantira peu-à-peu, & qu'enfin, au bout de quelques années, il sera forcé à des avances énormes, qui absorberont ses attributions ? Une Régie n'a pas les mêmes motifs de ménagement : l'amour propre & l'intérêt particulier de ses membres ne peuvent jamais être compromis.

Il est peu d'années où quelques généralités n'essuyent des fléaux destructeurs: c'est alors qu'un Receveur-général, placé entre l'exécution des engagemens qu'il a contractés avec le Trésor-Royal, & ce qu'il doit à une province qui a les yeux

sur lui, & dont il ose attendre l'estime & la reconnaissance; c'est alors qu'un Receveur-général suspend les poursuites, & se constitue dans des avances qui absorbent de beaucoup cette gratification annoncée par Mr. Necker comme un profit.

Dans l'avant-dernière guerre, les anglois firent une descente sur les côtes de Normandie; les caisses du Roi étoient dégarnies; l'un des Receveurs-généraux de Caen porta trois cent mille livres en espèces dans la généralité. Cette somme fut employée conformément aux ordres du ministre, & ne lui a été remboursée que deux ans après, avec les intérêts à cinq pour cent.

Quelques provinces méridionales furent ravagées, il y a peu d'années, par l'épizootie; la famine, suite ordinaire de ce premier fléau, se fit ressentir; les Receveurs-généraux avancèrent la majeure partie des impositions, & renoncèrent à la gratification. Ils ne se bornèrent pas

à

à cette première preuve de zèle ; ils empruntèrent plusieurs millions, qu'ils firent passer dans ces provinces, où on les employa à indemniser les contribuables qui avoient perdu leurs bestiaux.

Les Receveurs-généraux furent successivement remboursés de ce service étranger à leurs engagemens ; & lorsqu'on voulut fixer les intérêts de leurs avances, ils ne réclamèrent que 5 pour cent, & même 4 & $\frac{1}{2}$, les rescriptions s'étant successivement négociées sur ce pied-là pendant que le Roi étoit leur débiteur.

Ce que les Receveurs-généraux qu'on vient de citer ont eu le bonheur de faire, tous l'auroient fait en pareille circonstance, & il est peu d'années qui n'offrent des témoignages de zèle de cette compagnie. Voilà ce qu'inspire une administration particulière dans laquelle on a succédé à un père estimable, & qu'on espère transmettre à son fils.

Présentement, on le demande, oseroit-on attendre la même surveillance & les mêmes principes d'une régie qui, n'ayant aucune relation particulière avec les provinces, se feroit défendue contre toute espèce de réclamation?

C R É A T I O N
De deux Receveurs particuliers
par Election.

Après avoir passé sous silence la garantie imposée aux Receveurs-généraux par l'édit de création des Receveurs particuliers, Mr. Necker s'élève contre cette Loi qui établit deux offices pour chaque élection, & il regarde la réunion des deux charges comme une opération aussi économique pour le Roi, qu'avantageuse aux contribuables. Mais pourquoi ne présente-t-il pas les dangers attachés à cette réunion? Elle peut avoir lieu sans risque relativement aux Receveurs particuliers, dont la probité & la fortune sont connues, tandis qu'elle est sujette à de

de grands inconvénients à l'égard des autres.

Le Receveur particulier qui ne possède qu'une des deux charges, a besoin de fortune ; elle devient inutile à celui qui réunit les deux. La situation du premier est à découvert à la fin de l'exercice ; aucune partie des recouvrements ne peut rester entre ses mains à cette époque : il n'a donc qu'un très-foible intérêt à presser les contribuables, parce qu'il n'a qu'un moment pour jouir des fonds. Le second, au contraire, pouvant se servir des recouvrements d'un exercice pour couvrir l'autre, peut faire des spéculations, disposer des deniers du Roi, & dans ce cas il est intéressé à forcer ses recettes pour augmenter ses bénéfices.

Il n'est donc pas toujours avantageux pour le Roi & pour les contribuables de réunir les offices sur une même tête.

Mr. Necker avance qu'il est peu de Receveurs particuliers qui ne souscrivent

sent à une réduction de taxations, s'ils étoient chargés de la recette totale; mais qu'il ne faudroit pas exiger une double finance. En admettant cette supposition, quel est l'administrateur qui, augmentant considérablement les risques par la réunion des recettes, oseroit réduire à moitié le gage du Roi?

Lorsqu'il y a deux Receveurs dans la même élection, ajoute Mr. Necker, les contribuables sont pressés de deux côtés, & en conséquence les frais doublent. Ce raisonnement séduit au premier instant; mais il reste sans force, lorsqu'on considère que la collecte change de main toutes les années, & que chaque exercice ayant son collecteur, il ne peut être poursuivi par les deux Receveurs; mais quand les offices seroient réunis, les contribuables resteroient toujours exposés aux poursuites des deux collecteurs à la fois, en raison des deux années d'impositions qu'ils devroient.

Un motif retiendra toujours les Receveurs particuliers qui n'ont qu'un office; c'est l'espèce de rivalité existante entre les deux confrères: l'un seroit fâché de passer pour plus difficile que l'autre, & il est peu de commissaire départi qui ne convienne avoir cité avec succès à un Receveur particulier trop actif, la conduite plus modérée de son compagnon d'office.

Si Mr. Necker ne s'attachoit pas toujours à dissimuler les avantages des édits qui ont été rendus par ses successeurs, il auroit ajouté que celui de création des Receveurs particuliers ne proscrit point la réunion des offices; qu'au contraire, l'administration se réserve la faculté de réunir quand elle le jugera convenable: il existe des généralités où tous les offices sont réunis, & plusieurs réunions se sont opérées depuis l'édit dont Mr. Necker parle.

On ne peut s'empêcher de conclure que les dispositions de la loi qui a ramené

né à cet égard aux anciens principes, sont d'autant plus sages, que l'administration aura la faculté de réunir toutes les fois qu'un excellent comptable se présentera; tandis qu'au contraire rien ne forcera cette réunion quand le survivant n'aura pas les qualités qui constituent un bon Receveur particulier des finances.

CRÉDIT DES RECEVEURS. GÉNÉRAUX.

Mr. Necker ne se lasse point d'attaquer les Receveurs - généraux. Après leur avoir supposé des bénéfices qui n'ont jamais existé; après avoir doublé aux yeux de ses lecteurs, une partie des taxations qui leur sont attribuées, il cherche à discréditer cette compagnie. Mr. Necker rappelle les tems malheureux des suspensions de 1759 & de 1770; il dit que les porteurs des rescriptions n'eurent point de recours contre les Receveurs-généraux: mais ce recours pouvoit-il exister, puisque le feu Roi rentroit dans la perception

tion des impôts destinés à acquitter ces effets? D'ailleurs, qu'ont de commun les tems malheureux dont parle Mr. Necker, avec ceux dans lesquels nous avons le bonheur d'être? L'édit de joyeux avénement, ce premier bienfait de Sa Majesté, & l'exécution sacrée des engagemens, suite de cet acte de justice (*) & de bonté, suffiront sans doute pour dissiper les nuages que l'on chercheroit à répandre.

Mais puisque Mr. Necker rappelle ces époques fâcheuses, pourquoi ne dit-il pas que le feu Roi devoit alors des sommes considérables aux Receveurs-généraux, qu'ils avoient multiplié leurs billets pour satisfaire à de prompts paiemens & à des avances de toute nature, & que, sans avoir recours au Ministre, ils y firent hon-

(*) Cet édit renfermoit deux objets: la reprise d'un droit qui se percevoit à l'avénement de nos Rois, & la promesse de satisfaire aux dettes de l'état.

honneur avec la plus scrupuleuse exactitude ? Pourquoi Mr. Necker ne dit-il pas que la confiance accordée aux rescriptions porte sur la certitude de leur paiement, malgré les calamités qui retardent souvent celui de l'impôt ? Pourquoi les services les plus intéressans, ceux de la guerre, de la marine, des étapes & des ponts & chaussées, demandent-ils des rescriptions ? Si cette opinion favorable est fondée, il faut applaudir à l'exactitude qui la soutient ; mais si elle étoit aussi chimérique qu'elle est méritée, seroit-ce à un ancien administrateur à la détruire ?

Mr. Necker ajoute que les rescriptions tirées par les douze membres de sa Régie méritoient plus de confiance que celles souscrites par un seul Receveur-général. On répondra que tous les raisonnemens ne peuvent rien contre l'opinion : les douze Receveurs-généraux paroissent traiter au nom du Roi, & le Receveur-général traite pour lui ; sa famille

&

& ses amis lui confient leurs fonds; & des relations de cette nature ne peuvent exister avec une régie.

Le Roi a toujours perdu, quand il a emprunté directement; & il a toujours gagné, quand il s'est servi des corps intermédiaires. Les compagnies trouvent à cinq pour cent, quelquefois moins; & dans les loteries, comme dans les emprunts perpétuels, le Roi a toujours donné plus de six.

Rejeter tous les crédits intermédiaires, & n'employer que celui du Trésor-Royal, tel est le système de Mr. Necker. On ne peut cependant s'empêcher de convenir que le crédit du Trésor-Royal n'est jamais que celui du ministre des finances, & que la plus petite faute en administration le détruit.

Qu'on se rappelle les deux emprunts que Mr. Necker fit à peu de jours de distance: les bordereaux du dernier se vendirent à perte; le Trésor-Royal fut

obligé de les faire acheter sur la place; & le Roi fit rendre à la plûpart des banquiers leurs soumissions.

Il n'existe aucune opération de Mr. Necker, viagere, perpétuelle, secrète ou publique, qui ait été moins onéreuse que les emprunts que le Roi fait par la voie de billets des fermes & des prescriptions: ces effets se négocient à quatre & demi & à cinq pour cent.

L'ouvrage le mieux écrit en pareille matière prouve moins que le certificat d'un agent de change.

RÉGIE.

Etablie par Mr. Necker en 1781.

Mr. Necker annonce que les dépenses de la Régie qu'il avoit substituée aux Receveurs-généraux, n'ont monté qu'à 600,000; mais il porte presque tous les objets au-dessous de ce qu'ils ont été réellement, & d'autres très-considerables sont passés sous silence.

Les

Les appointemens des caisses, des commis ne sont énoncés que pour 310,000, tandis que le Roi en a payé pour 368,021 l. 13 f. 8 d.

Les frais de bureaux, étrennes, bois, & autres dépenses annuelles, sont montés à 122,072 l. 2 f. 6 d. Mr. Necker, sous le titre de frais de bureaux & dépenses imprévues, ne porte que 60,000. Il y a différence de plus de moitié.

Avant l'établissement de 1781, les bureaux des recettes générales n'occupaient qu'une partie de l'hôtel de Mesmes, & les prix de location n'étoient que de 7000 liv. Mr. Necker a fait acquérir cette maison, qui revient au Roi, y compris les réparations, à plus de 800,000 liv. Il est juste de joindre aux dépenses de la Régie la partie des intérêts de cette somme qui excède l'ancien loyer.

Pourquoi Mr. Necker ne veut-il pas comprendre dans les dépenses de son établissement les frais de tournées, objet de

A a 2 56,000

56,000 liv. ? Jamais cependant elles ne furent plus nécessaires que sous un pareil régime. De tous les tems, les Receveurs-généraux ont fait des voyages dans leurs généralités : s'ils les ont cru indispensables, comment une administration générale auroit-elle pu s'en abstenir ? La surveillance & les vérifications devenoient d'autant plus nécessaires, que l'intérêt particulier des douze Receveurs-généraux ne pouvoit être compromis par la garantie : d'ailleurs, ces tournées présentoient le seul moyen de donner aux sujets désignés pour les recettes générales, les connaissances locales, sans lesquelles il est impossible de juger du plus ou moins d'activité dont les recouvrements sont susceptibles, ainsi que du degré de confiance qu'on peut accorder à ceux qui sont directement chargés de la perception.

Mr. Necker n'évalue qu'à 300,000 liv. le traitement des douze Receveurs-généraux qu'il avoit établis, sur le pied de 25,000 l. pour chacun d'eux : il doit ce-

pen-

pendant se rappeler qu'il leur avoit promis des gratifications ; & comment les auroit-il refusées ? Il avoit successivement doublé le sort des trésoriers qui lui devoient leur établissement. Les édits de création annonçoient 25,000 liv. de taxation, & une ordonnance de comptant y ajoutoit pareille somme à titre de gratification.

De semblables moyens étoient utiles au système de Mr. Necker : il vouloit montrer une hypothéque aux prêteurs de l'état ; & lorsque dans un préambule il annonçoit une économie d'un million, c'étoit dans l'espérance que l'on penseroit qu'il étoit possible d'en emprunter vingt sans augmenter la masse des intérêts que le Roi paye. Ces économies étoient illusoires, puisqu'il falloit rendre d'une main ce qu'on avoit ôté de l'autre. D'ailleurs, Mr. Necker connoissoit trop bien les moyens de placement, pour ne pas sentir qu'il falloit donner plus de 25,000 liv. à un homme qui mettoit un million

dans une affaire de finance : cette somme employée au cours de la place en contrats sur les tailles , auroit donné un revenu beaucoup plus considérable.

Mr. Necker ne s'est pas contenté de diminuer aux yeux de ses lecteurs , les dépenses de sa Régie , soit par des réductions sur les objets énoncés , soit par l'omission de plusieurs autres : après avoir plus que doublé le traitement des Receveurs-généraux sur le troisième vingtième , il grossit encore leurs remises sur les autres impositions.

Les Receveurs - généraux , dit Mr. Necker , ont des taxations sur 146 millions. Comment cet ancien Directeur-général ignore-t-il que ces remises ne se perçoivent que sur le net de l'impôt , que la recette fictive des ordonances du moins *imposé* & de décharges ne sauroit en être susceptible , & qu'enfin les taxations des collecteurs & Receveurs particuliers en sont aussi exemptes ? Il résulte de ces différentes

férentes déductions, que les impositions perçues dans les pays d'élection & dans les pays conquis, sur lesquelles les Receveurs-généraux ont des taxations, ne se montent point à 146 millions, ainsi que le prétend Mr. Necker, mais à 143,527,482 liv. 10 s. 11 d.

Cette augmentation illusoire de la somme sur laquelle le Roi accorde des taxations aux Receveurs-généraux, est encore un moyen dont Mr. Necker se sert pour grossir les dépenses, qu'il attribue au rétablissement de cette compagnie, & qui, suivant ses calculs, surpassent celles de sa Régie de 975,000 liv.

Que devient cette prétendue économie, si on en déduit toutes les erreurs que l'on a fait connaître? Et que deviendra t-elle, si l'on observe qu'il faut en déduire encore:

10. Les gratifications qui n'avoient pas encore été accordées pour 1781, &

les augmentations de commis qu'auroit nécessairement entraîné le concours de plusieurs exercices;

2°. Les appointemens des Bureaux de comptabilité que l'on n'auroit pu se dispenser d'établir à l'époque de la formation des comptes.

3°. Les pensions de retraite qu'il auroit fallu accorder successivement aux directeurs, sous-chefs, caissiers & commis;

4°. Les pertes considérables que le défaut de garantie auroit fait supporter au Roi, & dont on peut juger par celles qu'éprouvent la ferme générale & les Régies.

En mettant un prix à tous les avantages d'administration & de crédit attachés au rétablissement des recettes générales, il seroit aisé, non-seulement d'anéantir la très légère différence qui peut se trouver entre les deux constitutions, mais encore de calculer des économies considérables qui tiennent au régime actuel :

quel: on ne suivra point l'exemple de Mr. Necker; on ne veut rien présenter qui puisse avoir l'air de l'hypothèse.

On demande si, même en laissant subsister cette économie supposée, elle doit décider un administrateur à supprimer une compagnie dont le crédit assure au Roi la négociation de plus de 120 millions de rescriptions à cinq pour cent, & quelquefois à quatre & demi, tandis qu'il n'y a point d'opération qui ne soit plus plus onéreuse (*).

A a 5

On

(*) Mr. Necker, en traitant de la difficulté de procurer de l'argent au Roi, dit, Tom. III. chap. 23, page 296: „ Je cherchai cependant „ & trouvai le moyen de procurer au Roi des „ sommes de quelque importance depuis cinq „ jusqu'à six pour cent d'intérêts; mais ce fut „ en faisant usage de la médiation des états, „ des villes, du clergé, & de quelques autres „ corps qui jouissent d'un crédit particulier. “

Même volume, & même chap. page 298, Mr. Necker ajoute: „ Mais si l'on fixoit sa

„ vue

On demande si un aussi foible motif doit faire contracter l'engagement de rembourser 30 millions de finances qui ne coûtent au Roi que cinq pour cent (*), lorsque cette somme empruntée, par toute autre voie, obligeroit à une dépense de six & demi? Cet objet seul coûteroit au Roi une augmentation d'intérêt de 450,000 liv.

Enfin, & pour dernière question, qu'il soit permis de demander si cette prêten-
due

„ vue sur le passé, il seroit juste de considé-
„ rer que c'est au moins un bonheur d'avoir
„ pu suffire aux frais immenses de la dernière
„ guerre, dans une époque où, au sein même
„ de la paix, les capitalistes pouvoient em-
„ ployer leurs capitaux à un intérêt de six &
„ deux tiers pour cent en rente perpétuelle “.

C'est d'après Mr. Necker lui-même qu'on peut établir ce que le Roi gagne à se servir du crédit des Receveurs-généraux.

(*) Le dixième de cet intérêt ayant été déduit par Mr. Necker, on ne le rappelle point ici, pour ne pas faire un double emploi.

due économie doit balancer les avantages qui tiennent à la certitude de toucher mois par mois, & avec la même exactitude que celle attachée aux effets consulaires, le montant de toutes les impositions ?

D'après les faits établis dans ce mémoire, on croit pouvoir conclure que le retour à l'ancienne constitution étoit un acte juste envers les Receveurs-généraux, qu'il est en même tems utile au gouvernement & avantageux aux contribuables.

Juste envers les Receveurs-généraux, puisqu'ils n'avoient pas été remboursés:

Utile au gouvernement, en ce qu'il a fait retrouver à Sa Majesté la négociation de plus de 120 millions de rescriptions à cinq pour cent; qu'il a conservé 30 millions de finances au Trésor-Royal sur le même pied; qu'il a assuré mois par mois la rentrée la plus exacte des impositions; & qu'il garantit le Roi de toutes

toutes les pertes qui étoient à sa charge sous une Régie qui n'offroit que des économies illusoires :

Avantageux aux contribuables, en rétablissant les relations directes qui subsistoient entre les Receveurs-généraux & leurs généralités; relations desquelles il résulte des secours dans les tems malheureux, une surveillance utile pour la diminution des frais, enfin une administration particulière, qui, en adoucissant le poids de la perception, présente des avantages dont une Régie ne peut être susceptible.

LET-

LETTRE XV.

De BERLIN, le 19 Janvier 1783.

Du Comte de à M. de

Je vous ai dit dans ma dernière que je ne pensois pas que notre monarque prît un grand intérêt aux affaires de Hollande, mais que j'étois cependant persuadé qu'il ne souffriroit jamais qu'on anéantît cette république, ou même qu'on changeât la forme de son gouvernement. S. M. a reçu, sur ce dernier objet, les assurances les plus positives de la part de Leurs Hautes Puissances. Mais comme en politique sur tout, il ne faut pas trop se fier aux promesses, qu'on trouve toujours moyen d'écluder, une circonstance a mis le Roi dans le cas de manifester à la province de Hollande sa façon de penser & ses dispositions. Voici à quel sujet : Le 6 Décembre de l'année dernière, il y eut une émeute à la Haye; on accusa trois quidams de l'avoir excitée & d'être vendus au parti Stadhoudé-rien;

rien; ils furent décretés de prise de corps & se sauverent à Clèves, dit-on. Leurs Nobles & Grandes Puissances envoyèrent une réquisition à la régence de cette dernière ville pour les faire arrêter. Celle-ci s'y refusa, par la raison que le délit des trois accusés n'étoit pas mentionné dans les lettres réquisitoriales. Plaintes des états de Hollande à notre ministre Thulemeyer sur ce refus. Ce dernier fait son rapport au Roi sur ce qui s'étoit passé; S. M. en étoit déjà instruite; elle lui envoya la lettre suivante pour être remise aux Etats de Hollande.

*Nobles, Grands & Puissans Seigneurs,
chers & particulièrement bons amis & voisins.*

„ Nous vous assurons préalablement
„ de notre amitié & de tout ce que nous
„ pouvons vous souhaiter d'ailleurs de
„ bon & d'agréable. Vous avez jugé à
„ propos de nous envoyer, le 28 Décem-
„ bre dernier, une lettre par laquelle
„ vous nous portez des plaintes & griefs
„ contre

„ contre notre régence de Clèves, sur ce
 „ qu'elle a refusé de faire arrêter &
 „ livrer, à votre réquisition, quelques per-
 „ sonnes fugitives de la Haye accusées
 „ de sédition, nommées *Vermeulen*; &
 „ vous paroissez désirer de nous, qu'en
 „ désapprouvant la conduite qu'a tenue
 „ notre régence, nous accordions l'extra-
 „ dition prompte des fugitifs dans des
 „ cas futurs, & que nous fassions arrêter
 „ & livrer les susdites personnes, au cas
 „ qu'elles se trouvent encore dans nos
 „ états. Cette dernière demande n'est
 „ guères possible, attendu que les gens
 „ en question ont quitté nos terres de-
 „ puis longtems, ainsi que vos Nobles
 „ & Grandes Puissances en conviennent
 „ elles-mêmes, & qu'on ne pourra pas
 „ aisément les découvrir. Nous ne sau-
 „ rions donc voir comment on peut faire
 „ quelque imputation à la régence de
 „ Clèves dans une affaire où elle n'a fait
 „ que nous obéir, & vu qu'elle ne peut
 „ déferer à aucune réquisition sans un
 „ ordre de notre part, qu'enfin on ne lui

„ a allégué aucune cause ni poursuite
 „ judiciaire déjà faite contre les dites
 „ personnes. A quoi il faut ajouter, com-
 „ me nous sommes fondé à le croire, &
 „ à en juger par les apparences & même
 „ d'après la lettre de vos Nobles Puif-
 „ fances, que les dits accusés n'étoient
 „ convaincus d'aucun délit, mais seule-
 „ ment suspectés. Dans de pareils cas,
 „ incertains & douteux comme celui-ci,
 „ l'on n'a pas coutume dans le conseil de
 „ vos Nobles Puissances d'être fort dif-
 „ posé à l'extradition des fugitifs étrangers,

„ Dans ces circonstances particulières,
 „ l'on ne sauroit nous soupçonner avec
 „ équité, si cette fois nous ne pouvons
 „ remplir les désirs de V. N. & G. Puif-
 „ fances. Mais nous devons bien plutôt
 „ leur témoigner quelque surprise qu'un
 „ procédé si peu d'usage, que cette let-
 „ tre qui nous été adressée de votre part,
 „ ainsi que vous nous l'assurez, ne vienne
 „ point des états unis de Hollande & de
 „ West-Frise, mais seulement d'une par-
 „ tie

„ tie d'iceux, avec contradiction d'une
 „ autre partie considérable. Nous ne sau-
 „ rions donc nous abstenir du soupçon
 „ que, dans cette démarche qu'on a fai-
 „ te près de nous, il regne une mésin-
 „ telligence dangereuse, & que la cruelle
 „ discorde & une fermentation intérieure
 „ ne l'aient en partie motivée. Nous ne
 „ vous avons pas dissimulé notre façon
 „ de penser sur ce dernier point, & no-
 „ tre ambassadeur à la Haye a déjà té-
 „ moigné notre douleur & nos sentimens
 „ à quelques membres respectables de la
 „ république; ce qu'il fera encore d'une ma-
 „ niere plus détaillée aux Etats-Généraux.

„ A l'occasion de ces présomptions
 „ évidemment vraisemblables, nous saisis-
 „ sons cette circonstance pour prier vos N.
 „ & G. Puissances avec les plus fortes
 „ instances, de ne point se livrer à des
 „ sentimens de jaloufie, presque incom-
 „ préhensibles, ni aux inspirations &
 „ instigations pernicieuses de gens inquiets,
 „ turbulens ou ambitieux; de ne point
 „ s'engager dans des démarches peu

„ réfléchies, surtout en voulant faire dans
 „ la constitution de l'état des changemens
 „ qui ne pourroient avoir que des suites
 „ funestes & dangereuses pour la tran-
 „ quillité de la république. Nous les
 „ exhorts sincèrement au contraire, à
 „ rejeter toute innovation qu'on tente-
 „ roit d'y introduire; à ne plus s'agiter
 „ par des inquiétudes & des craintes mal
 „ fondées, enfin à réunir tous leurs ef-
 „ forts pour la conservation de la forme
 „ de gouvernement qui a subsisté pendant
 „ tant d'années & qui a été la source de
 „ la gloire de la république. C'est en
 „ conservant ceux qui y ont part dans
 „ la possession tranquille de leurs privi-
 „ léges, qu'elles maintiendront l'union &
 „ la bonne intelligence, plus nécessaires
 „ que jamais dans ces circonstances peni-
 „ bles & critiques; qu'elles parviendront
 „ à bannir toute haine & jalouſie entre
 „ les membres de l'état & à éloigner pour
 „ jamais ce levain de discorde & de di-
 „ visions qui a fait depuis quelque tems
 „ des progrès si dangereux. Nous espe-
 „ rons

„ rons que vos N. & G. Puissances ac-
 „ cueilleront cette tentative de notre part,
 „ & qu'elles regarderont le conseil que
 „ nous leur donnons comme l'avis d'un
 „ bien intentionné & véritable ami de
 „ leur état; qu'elles se convaincront que
 „ nous prenons la part la plus réelle à
 „ sa prospérité & au maintien de son
 „ heureuse constitution, & surtout que
 „ tout changement qu'on voudroit y faire
 „ ne pourroit nous être indifférent. Dans
 „ ces, sentimens, nous sommes.

„ De vos Nobles & Grandes Puissan-
 „ ces l'affectionné ami & voisin.

Signé FRÉDÉRIC.

Berlin, le 13 Janvier 1783.

Vous voyez par cette lettre, Monsieur,
 que notre monarque ne dissimule point
 au parti anti - Stadhoudérien, qu'il ne souf-
 frira pas qu'il se fasse aucun changement
 dans la constitution de la république. Mr.
 de Thulemeier a fait différens rapports sur
 Mr. de la Vauguyon & tous ceux qu'il
 emploie, qui ne sont point à l'avantage
 de votre cabinet. Mr. le Comte de Ver-

gennes a beau dire que cet ambassadeur l'a entraîné au delà de son but ; nous croirons toujours qu'il ne dépendoit que de lui de ne point pousser les choses si loin. Votre ministre des affaires étrangères se conduit dans cette affaire comme il a fait dans celle de l'Amérique. Il a l'air de ne pas vouloir se mêler des querelles intérieures de la république, & cependant il fait agir ses agens. Et qui sont ces agens ? un duc & pair qui se coalise avec quelques membres de la province de Hollande, lesquels veulent opérer une révolution. Cette conduite ne me paroît pas loyale pour une grande puissance comme la France, qui devroit être la première à donner l'exemple de la plus grande franchise, avoir une politique ouverte & regarder comme indigne d'elle d'employer de petits moyens.

S. M. en donnant audience aux ambassadeurs, le premier jour de l'an, leur demandé a des nouvelles : „ *Je vais commencer par vous en dire une* , a-t-elle ajouté. *Mon vœu a toujours été pour*

„ une paix générale; elle ne sauroit qu'être
 „ très avantageuse aux nations de l'Europe.
 „ D'après les avis que j'ai reçus de France
 „ & d'Angleterre, je crois la pacification
 „ très prochaine. Avant la fin de ce mois,
 „ les préliminaires seront signés entre toutes
 „ les puissances belligérantes. Je m'en
 „ réjouis pour le bien de l'humanité.

Le Roi, toujours occupé du bonheur de ses sujets, avoit permis, il y a quelques années, l'établissement d'une société chargée de pourvoir dans cette ville aux besoins des indigens pendant l'hyver & de leur fournir le chaufage nécessaire. Cette société a présenté à S. M. un compte de trois années, pour la mettre en état de juger de son administration. Notre monarque a été si content de sa gestion qu'il lui a écrit la lettre suivante:

„ Je vois par le compte que m'a rendu du l'établissement de libéralité chargé de pourvoir au chaufage & autres besoins des indigens de Berlin, que ceux qui ont pris ce soin s'en sont acquitée de la maniere la plus louable; que les se-

„ cours de cet institut augmentent chaque année davantage, & qu'il garantit un grand nombre de pauvres des rigueurs du froid & de la misere. De pareilles actions de bienfaisance & de générosité font véritablement honneur aux habitans de Berlin. C'est pour leur en témoigner toute ma satisfaction que j'adresse cette lettre aux directeurs de ce bel institut, & les engage de perséverer dans des soins & des travaux qui honorent l'humanité.

Vous concevez que cette lettre n'a d'autre objet que de faire connoître aux membres de cet institut que S. M. est instruite de leurs libéralités, & de les encourager davantage. Voila ce qu'on peut appeler l'art de régner ! Un souverain doit descendre quelquefois dans les plus petits détails, afin de persuader à ses sujets qu'il s'occupe d'eux.

Nous n'avons point ici, comme en France, des grands-maîtres des eaux & forêts qui persécutent le malheureux habitant de la campagne & infligent des peines

peines corporelles à ceux que la misere oblige d'aller dans les bois y prendre de-
quoi se chauffer. Ici, ces fautes sont
punies par une légère amande, & souvent
elles ne le sont point du tout. Nos loix
sont très douces à cet égard ; la séve-
rité des vôtres est souvent affreuse. Un
de vos françois vint ici, il y a quelques
années, proposer au Roi l'établissement
d'une maîtrise des eaux - forêts dans ses
états. S. M. s'y refusa, malgré les grands
avantages qui devoient résulter pour elle
de cette nouvelle administration. Dans
notre pays, c'est la chambre des finances
qui est chargée de la régie des domaines
& bois. Chez vous, ces places de grand-
maître & de maître particulier sont des
commissions qui s'achetent. Ceux qui les
exercent ont le droit de vexer les sujets,
& telle plainte qu'on porte contre eux,
ils ont toujours raison. Lorsque j'étois
en France, je fus souvent témoin des
abus qui se commettent dans cette partie.
J'en ai parlé quelquefois au Roi, & vous
devez penser que mes rapports ne l'ont

pas

pas prévenu en faveur de ce genre d'administration, que l'on vante beaucoup chez vous.

Adieu, Monsieur. Je vous félicite sur la certitude de votre paix avec l'Angleterre; il étoit tems pour vos finances que cette guerre se terminât. S'il prenoit envie au comte de Vergennes de rendre encore indépendantes une ou deux nations de l'Europe, comme il a fait de l'Amérique, il ruineroit entierement la France. J'espere que cette idée ne lui viendra pas; il voit ce qu'il en coûteroit pour la mettre à exécution. On assure que Francklin a dit, en parlant de Mr. le Comte de Mau-repas & de Mr. de Vergennes, que Louis XVI. auroit bien fait de n'écouter que le dictamen de la raison, & d'être plus en garde contre la crédulité des vieillards ainsi que contre les mauvais avis que ce défaut leur fait souvent donner. Il devoit ajouter que notre monarque a mal fait de croire en lui & qu'il a bien abusé de la crédulité de notre cabinet. Je suis &c.

FIN du TOME XI.

TABLE



T A B L E D E S M A T I E R E S C O N T E N U E S D A N S C E O N Z I E M E V O L U M E.



Lettre I. *Page 1.*

Progrès de l'esprit de liberté en France. Belle tirade de Montaigne. Réflexions sur les causes qui ont produit les révolutions; influence de Mr. Necker. Copie d'une lettre écrite de Paris au Roi de Prusse sur les intrigues & les projets d'innovation de différentes sectes réunies. Mission de Cagliostro.

Lettre II. *Page 21.*

Apparences d'une pacification prochaine. Flotte angloise destinée au ravitaillement de Gibraltar. Articles qui doivent servir de base à la paix. Extrait d'une lettre d'un pair d'Angleterre. Sentiment du Comte de Vergennes sur la lettre écrite au Roi de Prusse. Réflexions sur l'état actuel de la France & les probabilités d'une révolution. Conduite du Comte de Belgiojoso relativement aux projets de l'Empereur. Ruse politique du Comte de Vergennes.

)*(*Lettre*

Table des Lettres.

Lettre III.

Page 34.

Rélation de la destruction des batteries flottantes. Les espagnols échouent également dans l'attaque par terre. La flotte combinée entre à Algesiras. Médisseignce entre les généraux françois & espagnols. Conduite généreuse du général Elliot. Sentiment du Duc de Richelieu sur l'usage fait des boulets rouges par ce dernier. Détails politiques.

Lettre IV.

Page 46.

Le Roi veut la paix. Epuisement où la guerre a réduit les finances de la France. Grandes esperances du Comte de Vergeunes. Conversation avec un Lord anglois sur les probabilités d'un rapprochement entre la France & l'Angleterre. Causes principales de la haine des anglois contre les françois. Réflexions à ce sujet. Début du docteur Francklin en France ; conduite adroite de cet émissaire des états-unis pour engager la France dans la guerre d'Amérique.

Lettre V.

Page 58.

Mouvements de la flotte combinée pour empêcher le ravitaillement de Gibraltar ; elle est accueillie d'une forte tempête qui la disperse. La flotte angloise entre dans la Méditerranée & ravitaille la forteresse. Le Lord Howe repasse le détroit. Combat entre les deux flottes. Démarche infructueuse du Duc de la Vauguyon pour faire envoyer dix vaisseaux Hollandais à Brest. Conduite maladroite du Comte de Vergennes. Moyens de faire fleurir le commerce. Mémoire sur l'irréussite de l'expédition de Brest.

Lettre VI.

Page 163.

Sentiment du Roi de Prusse sur le mauvais succès des batteries flottantes. Réflexions sur le commerce maritime. Nouvelles réformes de l'Empereur

Table des Lettres.

pereur dans ses pays-héritaires. Arrivée du Comte & de la Comtesse du Nord à Vienne; réception qui leur est faite. Projets contre la Porte-Ottomane. Mécontentement de la Princesse d'Orange contre la France; détails à ce sujet. Aggrandissement du port de Schwönmund ordonné par le Roi de Prusse.

Lettre VII.

Page 175.

Succès des négociations pour la paix. Conduite du contrôleur-général Fleuri; probabilité de son renvoi; aspirans à cette place. Notices sur Mr. de Calonne & le Duc de Choiseul. Causes qui s'opposent au rappel de ce dernier. Cabales à la cour; intrigues contre la Reine. Lettre de Londres sur les affaires de Hollande. Nouveaux canons essayés par les anglais.

Lettre VIII.

Page 192.

Le Comte d'Artois & le Duc de Bourbon arrivent de Gibraltar. Rapport du premier au Roi; paroles de S. M. à son frère; dispositions pacifiques de ce monarque. Nouvelles constructions dans les ports de France. Emissaire envoyé dans l'Inde par le Comte de Vergennes. Préparatifs des anglois aux Antilles. Réflexions sur les annoblis & la vénalité des charges. Extrait d'une conversation entre Louis XVI. & feu le Comte de Maurepas. Notice sur ce dernier.

Lettre IX.

Page 206.

Nouveaux détails sur les projets d'innovation des différentes sectes réunies. Réflexions sur les institutions humaines. Plaintes portées par les négocians de Nantes & Bordeaux. Promotion projetée dans l'armée françoise. Dispositions louables de l'Empereur. Le Duc de la Vauguyon repart pour la Haye; espoir qu'il donne; sentiment

)*(2 d'un

Table des Lettres.

d'un anglois à ce sujet. Suite des affaires de Hol-
lande. Projet d'un nouvel emprunt.

Lettre X.

Page 221.

Réflexions sur les succès des anglois à Gibraltar.
Suites probables de la guerre pour l'Angleterre
& la France. Administration du Roi de Prusse
comparée à celle de ce dernier royaume. Ré-
flexions politiques & morales sur la France.
Inscription en mémoire du voyage du Pape à
Vienne. Plaisanterie du Roi de Prusse sur cette
inscription.

Lettre XI.

Page 235.

Acheminement à la paix. Convention préliminaire
arrêtée entre les commissaires anglois & améri-
cains à Paris. Conditions de l'ultimatum du ca-
binet de Versailles envoyé à Londres. Conditions
proposées par l'Espagne à l'Angleterre. Réflexi-
ons politiques. Nouvelles reçues de l'Inde. Avis
parvenus par la voie de Londres. Démarches
projétées de l'Empereur.

Lettre XII.

Page 248.

Réflexions touchant le Mémoire sur l'irréussite de
l'expédition de Brest. Sentiment du Roi de Prusse
sur la guerre d'Amérique. Caractère politique de
ce monarque; ses dispositions envers la Hollande.
Réponse de Frédéric à une insinuation du cabi-
net de Vienne. Propos de ce monarque. Lettre
de Vienne contenant l'extrait d'une conversation
entre le Prince de Kaunitz & le Comte de Was-
senaar, avec des observations sur cette conversation.

Lettre XIII.

Page 299.

Eloge du Roi de Prusse. Les préliminaires de la
paix sont signés. Grands projets du Comte de
Vergennes; notions données à ce sujet par un
confi-

Table des Lettres.

confident de ce ministre ; état des choses dans l'Inde. Mémoire envoyé par le Roi de Prusse à différentes cours. Sentiment du Comte de Vergennes sur les projets des deux cours Impériales. Sensation que fait la nouvelle de la paix. Belles paroles de Louis XVI.

Lettre XIV.

Page 312.

Causes qui ont déterminé les anglois à la paix. Détails sur les opérations de Mr. de Suffren depuis son arrivée dans l'Inde : Combat entre les flottes françoise & angloise; suites de ce combat; prises faites par les français; projet d'attaque sur Négapatnam; activité de Sir Hugues; nouvel engagement entre les deux flottes; elles sont séparées par un gros tems. Nouveaux détails sur l'administration intérieure de la France. Conversation entre le Comte de Vergennes & un homme de la cour sur les suites de l'indépendance de l'Amérique.

Réponse au chapitre IV. de l'ouvrage de Mr. Necker sur l'administration des finances, par un ancien premier-commis du contrôle-général.

Lettre XV.

Page 381.

Démarche des états de Hollande près de la régence de Clèves; inutilité de cette démarche. Lettre écrite à ce sujet par le Roi de Prusse à L. N. & G. Puissances. Conduite du ministere de France envers la Hollande. Nouvelle annoncée par Frédéric le premier jour de l'an aux ambassadeurs étrangers. Lettre de ce monarque à l'institut de liberalité. Réflexions à ce sujet. Propos du docteur Francklin.

FIN de la TABLE.

ERRATA

ERRATA.

Page 1. Après la date. Ajoutez: Du comte de...
à Mr. de

Page 31. Ligne 9. au lieu de: de peuple. Lisez:
du peuple.

Page 48. Ligne 6. nn. Lisez: un.

Page 58. Ligne 1. de la Lettre V. ma dernière.
Lisez: mon avant-dernière.

Page 62. Ligne 2. avant-gar. Supprimez: gar.

Page 81. Ligne 7. l'admiral. Lisez: l'amiral.

Page 86. Ligne 3. de designer. Supprimez de.

Page 90. Ligne 15. des quatre provinces: Suppri-
mez des.

Page 92. Ligne 3. ordre. Lisez: ordres.

Page 93. Ligne 1. committé. Lisez: comité.

Page 142. Ligne 25. toute part. Lisez: toutes parts.

Page 145. Ligne 14. Drontbeim. Lisez: Dront-
heim.

Page 154. Ligne 23. e la. Lisez: de la.

Page 160. Ligne 4. da n la. Lisez: dans la.

Page 184. Ligne 25. apôtrès. Lisez: apôtres.

Page 264. Ligne 23. à encore craindre. Lisez: en-
core à craindre.

Page 313. Ligne 22. Galle. Lisez: Galles.



